UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!

No 13 (vol. 3, no 1) Octobre-Novembre 1978

Editorial: La lutte contre l'impérialisme est indissociable de la lutte contre l'opportunisme

Pour éliminer l'oppression nationale du Québec: nationalisme ou socialisme

Les nouvelles couches du prolétariat canadien

Le capitalisme, c'est la misère pour les masses

La victoire sur le révisionnisme est une condition pour que triomphe le véritable internationalisme prolétarien

UNITÉ PROLÉTARIENNE

Revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!. **UNITÉ PROLÉTARIENNE** paraît régulièrement à tous les deux mois, publiant des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions fondamentales du programme communiste et de la révolution canadienne.

"Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire"; cette affirmation de Lénine demeure aujourd'hui encore tout aussi juste dans les conditions de notre pays. Depuis la dégénérescence du Parti communiste canadien, devenu un parti révisionniste ayant totalement trahi les intérêts de la classe ouvrière, le prolétariat canadien s'est retrouvé sans programme révolutionnaire et sans son parti d'avant-garde marxiste-léniniste. Représentant les positions du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, **UNITÉ PROLÉTARIENNE** a pour tâche d'intensifier la lutte idéologique sur toutes les questions de ligne politique et du programme communiste qui permettront de faire avancer la construction du Parti prolétarien canadien.

Le Parti prolétarien canadien, détachement d'avant-garde du prolétariat canadien ne pourra se créer que sur la base d'un programme véritablement marxiste-léniniste, un programme se démarquant résolument du révisionnisme et de toutes les formes d'opportunisme. C'est dans cette lutte qu'est engagée la revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE** et elle invite ses lecteurs à contribuer à son développement en nous écrivant, en nous faisant parvenir leurs critiques, en la diffusant auprès de leurs camarades de travail et leurs amis et finalement en contribuant à la soutenir financièrement.

On peut contacter la rédaction d'**UNITÉ PROLÉTARIENNE** à l'adresse suivante: Revue **UNITÉ PROLÉTARIENNE**, 4933 De Grand Pré, Montréal, Québec, Canada.

EN LUTTE!

Voici la liste des adresses à travers le pays où l'on peut contacter EN LUTTE!:

Halifax: **Boîte postale 7099, Halifax Nord, Nouvelle-Ecosse.**
Montréal: **(514-844-0756), 4933 de Grand Pré, Montréal, Québec.**
Québec: **(418-522-2186), 290 de la Couronne, Québec.**
Rouyn-Noranda: **Boîte postale 441, Noranda, Québec.**
Hull-Ottawa: **Boîte postale 1055, Succ. B, Hull, Québec**
Victoriaville: **Boîte postale 797, Victoriaville, Québec**
Sorel: **Boîte postale 182, Sorel, Québec.**
Toronto: **(416-763-4413), 2749 rue Dundas ouest, Toronto, Ontario.**
Regina: **Boîte postale 676, Regina, Saskatchewan.**
Vancouver: **(604-438-3121), 2542 Kingsway E., Vancouver, Colombie-Britannique.**



Editorial:
La lutte contre l'impérialisme est indissociable de la lutte contre l'opportunisme

Pour éliminer l'oppression nationale du Québec: nationalisme ou socialisme

Les nouvelles couches du prolétariat canadien

Le capitalisme, c'est la misère pour les masses

La victoire sur le révisionnisme est une condition pour que triomphe le véritable internationalisme prolétarien

SOMMAIRE

Editorial
La lutte contre l'impérialisme canadien est indissociable de la lutte contre l'opportunisme 2

Correspondance
A propos des classes sociales 8

Pour éliminer l'oppression nationale du Québec: nationalisme ou socialisme 12
Le Québec et la révolution démocratique bourgeoise 13
Le prolétariat face au mouvement nationaliste québécois 18
Le point de vue du prolétariat et celui de la bourgeoisie 23

Les nouvelles couches du prolétariat canadien 26
Le prolétariat canadien, force principale de la révolution 26
Les principaux développements dans l'histoire du prolétariat au Canada 29
Les nouvelles couches du prolétariat 33
De plus en plus, deux camps irrémédiablement opposés 40

Le capitalisme, c'est la misère pour les masses 40

La victoire sur le révisionnisme dans le mouvement ouvrier est une condition pour que triomphe le véritable internationalisme prolétarien 44
Sabotage et renaissance de l'internationalisme prolétarien au Canada 45
La lutte pour rompre définitivement avec le révisionnisme et pour que triomphe l'internationalisme prolétarien 48
Nos tâches internationalistes 52

Le mouvement communiste international en marche 56
En 1977, les liens entre les partis et les organisations marxistes-léninistes se sont développés 56
Appuyons-nous de façon décisive sur le marxisme-léninisme 59
Combattons la ligne conciliatrice! Non seulement ses abus, mais la "théorie des trois mondes" est révisionniste 64

Editorial

LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME CANADIEN EST INDISSOCIABLE DE LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME

Après la trahison de la social-démocratie dont le NPD se fait le défenseur dans notre pays, après la trahison révisionniste du Parti communiste canadien dans les années 40, l'opportunisme est aujourd'hui encore en train de marquer des points, il serait erroné de se le cacher. Cette nouvelle victoire du point de vue bourgeois prend aujourd'hui la forme de la "théorie des trois mondes" et du social-chauvinisme, de la collaboration et du compromis avec la bourgeoisie impérialiste, en particulier avec "notre" propre bourgeoisie, la bourgeoisie impérialiste canadienne. A Broadbent du NPD, à Kashtan du PCC, viennent de se rajouter de nouveaux défenseurs du social-chauvinisme, dont la Ligue communiste (m.-l.) du Canada est l'expression la plus importante au Canada et qui, tout comme le PCC dans les années 40, invoquent le danger de la guerre mondiale pour justifier leur collaboration avec l'impérialisme. Victoire de l'opportunisme et du révisionnisme, oui! Victoire ignoble qui ne peut être que de courte durée, certes! Mais victoire surtout de l'impérialisme, en particulier de l'impérialisme canadien!

Une "bourgeoisie faible qui ne peut prétendre à l'hégémonie", pas même capable de défendre l'indépendance du pays de façon "conséquente", une bourgeoisie qu'il faudrait défendre face aux deux superpuissances, voilà le genre de propos qu'on retrouve à la une de La Forge (organe de la Ligue), du Canadian Tribune (organe du PCC) et du Last Post, en des mots à peine différents lorsque ceux-ci entreprennent d'expliquer aux masses la nature de la bourgeoisie canadienne. De telles affirmations n'ont pour but que de cacher la réalité au prolétariat, de le faire patienter dans la salle d'attente, alors même que la bourgeoisie qu'on prétend menacée est en pleine expansion.

* * *

L'impérialisme canadien n'est ni mort, ni sur le bord de l'agonie. Les événements de l'année passée l'ont illustré abondamment. La bourgeoisie canadienne s'est hissée au 5e rang des puissances impérialistes, dépassant même des pays comme la France et l'Italie au plan des investissements dans le monde. Investissant prioritairement dans des régions comme l'Europe et les USA, mais aussi dans presque tous les pays d'Amérique latine et de nombreux pays d'Afrique, l'impérialisme canadien est en train de prendre plus que

sa part du gâteau que se partagent les impérialistes du monde. La bourgeoisie canadienne est d'ailleurs parmi les mieux placées pour ce faire. Depuis plusieurs années, la bourgeoisie canadienne s'est placée les pieds dans presque toutes les alliances impérialistes du monde occidental. De l'OTAN à NORAD, dans la vieille alliance des pays britanniques du Commonwealth, au sein de l'organisation des pays francophones qui lui ouvre la porte de nombreux pays d'Afrique, à travers ses liens privilégiés avec la Communauté économique européenne, à la dernière rencontre des 5 plus grands pays impérialistes du monde occidental qui s'est tenue à Bonn, c'est une même politique que pratique la bourgeoisie impérialiste canadienne, celle de la conquête de nouveaux marchés internationaux et de la rivalité avec d'autres puissances impérialistes. C'est ainsi qu'on a vu, par exemple, les grandes banques canadiennes participer de plus en plus souvent au cours de la dernière année aux grands consortiums internationaux.

Cette montée de l'impérialisme canadien apparaît dans un contexte de crise du système impérialiste mondial, crise économique où les rivalités entre les monopoles sont plus aiguës que jamais et crise politique où la rapacité de chaque puissance impérialiste, des USA et de l'URSS en particulier, fait naître le danger croissant d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale. Et là aussi, sur le plan militaire, la bourgeoisie canadienne fait tout en son pouvoir pour tirer son épingle du jeu. A travers l'OTAN et NORAD, dans sa propagande militariste qui dit aux jeunes ouvriers canadiens "y a-t-il quelque chose de mieux à faire que de poinçonner tous les jours? Oui, engagez-vous dans les forces armées", la bourgeoisie canadienne participe activement aux préparatifs d'une troisième guerre impérialiste mondiale. Les budgets de $1.5 milliard consacrés à la construction de navires de guerre, les $2.3 milliards pour les avions de chasse, l'achat de 128 nouveaux chars d'assaut Léopard C-1, les "plus modernes du monde occidental", tout cela est destiné à permettre à la bourgeoisie canadienne de sortir renforcée d'une prochaine guerre impérialiste. Les guerres impérialistes ont toujours été l'occasion de changements importants dans les rapports de force impérialistes. La Deuxième Guerre mondiale a fait des USA une superpuissance impérialiste dont l'hégémonie sur l'Europe, l'Afrique, l'Amérique latine, etc., ne fut pas contestée pendant plusieurs années. Le Canada lui-même devait en sortir plus fort, participant aux côtés de l'impérialisme américain à la vaste entreprise du plan Marshall en Europe, par la vente de blé et de matières premières à prix d'or. Nul doute que les impérialistes canadiens, s'étant renforcés depuis lors, voient venir une troisième guerre mondiale avec la ferme intention d'en sortir gagnants.

Mais, la politique de l'impérialisme canadien, ce n'est pas qu'une question de politique face à d'autres puissances impérialistes. C'est d'abord et avant tout la domination du capital monopoliste ici même au Canada. La capacité grandissante de l'impérialisme canadien d'intensifier sa rivalité avec les autres puissances impérialistes, de s'emparer de nouveaux marchés, de préparer la guerre, tout cela repose d'abord sur la capacité d'intensifier l'exploitation et l'oppression du prolétariat et du peuple canadiens.

Il y a quelques mois, la bourgeoisie semblait devoir arborer le drapeau du tripartisme et du réformisme. Mais les sommets tripartites et les comités mixtes ne se sont pas avérés être à la base de la voie choisie par la bourgeoisie canadienne. C'est aujourd'hui dans la voie de la réaction de plus en plus ouverte, sans aucun voile "démocratique", que la bourgeoisie canadienne s'engage pour se sortir de la crise.

Rompant partiellement avec les thèses de l'économiste Keynes qui, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale mettait l'emphase, un peu à l'image de la social-démocratie, sur l'intervention de l'Etat

dans l'économie comme "régulateur", disait-on, du chômage et de l'inflation, les économistes de la bourgeoisie canadienne semblent présentement emprunter la voie plus ouvertement réactionnaire de l'ancien conseiller économique de Gerald Ford aux USA, Friedman. Selon Friedman et ses disciples canadiens, il faudrait restreindre les dépenses de l'Etat, compresser le niveau de vie des masses et accepter comme normal un taux de chômage, dans les pays capitalistes avancés, variant autour de 6%. Et tout cela, sans aucun déguisement .On aura reconnu là les théories économiques, du moins en partie, sur lesquelles s'appuient les récentes mesures du gouvernement Trudeau, comme les coupures dans la fonction publique, destinées à grossir le nombre de chômeurs de plusieurs milliers de fonctionnaires de l'Etat, et les coupures drastiques dans l'assurance-chômage.

La montée de l'impérialisme canadien, sa participation croissante aux "joint ventures" avec les impérialistes du monde, s'accompagne aussi de la montée de la réaction politique. Signalons seulement que le retour aux théories du "libéralisme économique" s'accompagne de plus en plus des gestes politiques des capitalistes eux-mêmes. On a vu le mouvement du "Right to Work" dans les provinces de l'Ouest; on a vu les capitalistes eux-mêmes, les plus grands monopoles canadiens, faire pression pour hâter le regroupement des forces fédéralistes et chauvines dans un même front commun en préparation du référendum au Québec, sans quoi les monopoles menaçaient de retirer leurs millions de dollars investis dans le soutien aux forces fédéralistes.

En parallèle et en continuité, pourrait-on dire, se développent toute une série de mouvements fascisants comme celui d'Anita Briant qui a rassemblé près de 7,000 personnes et 4,000 personnes respectivement, à Peterborough et à London en Ontario, dans des assemblées contre l'école " athée". Leur caractéristique commune, c'est d'en appeler à un "gouvernement fort" pour mettre de l'ordre dans "l'anarchie" qui sévit au Canada... et cette "anarchie", comme de raison, ce n'est pas l'anarchie du système capitaliste, c'est celle du mouvement syndical et des communistes. C'est à de tels appels ouverts au fascisme qu'on assiste aujourd'hui et auxquels des éditorialistes connus, tel Peter Worthington du Toronto Star et Roger Lemelin de La Presse, prêtent leur voix et leur plume.

* * *

Malgré le fait incontestable que les ambitions des impérialistes canadiens ne peuvent, pour se réaliser, que s'appuyer sur la domination complète de la bourgeoisie canadienne sur la classe ouvrière, il s'en trouve pour encourager les visées expansionnistes de l'impérialisme canadien et pour appeler le prolétariat à soutenir l'Etat bourgeois canadien. C'est le rôle objectif que jouent les "stratégies économiques" ou "industrielles" du NPD, et du CTC à son dernier congrès, dont l'objectif avoué est de développer les exportations canadiennes, de développer l'industrie monopoliste canadienne et d'en appeler à l'Etat pour exercer un plus grand contrôle sur l'économie canadienne "dominée et menacée" par les impérialistes étrangers. C'est le même rôle, lorsqu'on les dépouille de toutes leurs prétentions, que jouent les encouragements de la Ligue à la bourgeoisie canadienne pour défendre l'indépendance nationale ou encore, quand la Ligue applaudit à l'intervention des forces de l'ONU et des 700 militaires canadiens qui, selon elle, devraient **"aider à garantir le respect de l'accord" (1)** intervenu sur la Namibie, accord qui en lui-même garantirait son indépendance.

L'opportunisme dans le mouvement ouvrier n'est pas nouveau, c'est lui au contraire qui le domine et le dirige depuis plusieurs dé-

cennies. S'il s'en trouve dans le mouvement ouvrier pour soutenir l'impérialisme et le défendre, c'est précisément qu'une fraction de la classe ouvrière, l'aristocratie ouvrière, a intérêt, non pas à le combattre, mais à le soutenir de toutes ses forces. L'impérialisme a ceci de particulier qu'il va de pair avec l'opportunisme et qu'il a su corrompre une mince fraction de la classe ouvrière qui vit de ses redevances et qui a donc tout intérêt à le soutenir. Il se produit ici ce phénomène que Lénine avait déjà analysé dans le cas de l'Angleterre.

> **"Pourquoi le monopole de l'Angleterre explique-t-il la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans ce pays? Parce que le monopole fournit un** *surprofit*, **c'est-à-dire un excédent de profit par rapport au profit capitaliste normal, ordinaire dans le monde entier. Les capitalistes** *peuvent* **sacrifier une parcelle (et même assez grande!) de ce surprofit pour corrompre** *leurs* **ouvriers, créer quelque chose comme une alliance (rappelez-vous les fameuses "alliances" des trade-unions anglaises avec leurs patrons décrites par Webb), une alliance des ouvriers d'une nation donnée avec leurs capitalistes** *contre* **les autres pays." (2)**

On retrouve ces aristocrates ouvriers dans ces infimes couches de la classe ouvrière aux privilèges consacrés; leur salaire, le pouvoir personnel qu'ils ont acquis dans l'organisation du travail dans l'usine, les avantages marginaux qu'ils tirent du maintien de l'exploitation, tout cela leur donne un certain intérêt à voir se maintenir et se perpétuer l'impérialisme.

C'est là fondamentalement que se retrouve la base sociale de l'opportunisme, du socialisme bourgeois, du social-chauvinisme et du révisionnisme. C'est sur cette couche d'ouvriers que s'appuient les dirigeants actuels des centrales syndicales canadiennes pour propager la conciliation avec l'impérialisme plutôt que la lutte ouverte pour l'abattre. C'est cette infime couche d'ouvriers que tentent aussi de se rallier les organisations petites-bourgeoises comme la Ligue et le PCC(m.-l.) pour se gagner de l'influence dans le mouvement ouvrier, alors que le NPD et le PCC prennent plus directement appui sur ces couches depuis déjà longtemps. C'est pour leur faire la cour que la Ligue redouble d'ardeur à soutenir le pillage des impérialistes canadiens, pillage qui a entre autres, pour conséquence de profiter à la seule aristocratie ouvrière.

Il faut se rendre compte que le développement de l'impérialisme canadien va de pair avec le développement de l'opportunisme, de ses formes les plus anciennes (social-démocratie et réformisme), comme de ses formes les plus nouvelles, du révisionnisme moderne à la "théorie des trois mondes". Que l'impérialisme canadien trouve à se développer en Europe, en Amérique latine ou en Chine comme c'est le cas présentement, on aura toujours affaire à des apologistes de la bourgeoisie canadienne, à des traîtres pour qui un tel développement devrait être vu comme favorisant les intérêts du prolétariat canadien. Plus l'impérialisme canadien se développe, plus la scission entre les intérêts d'une minorité d'aristocrates ouvriers et la masse de la classe ouvrière, dont les conditions de vie se détériorent à chaque jour, plus cette scission devient un fait établi. La guerre entre le socialisme bourgeois de Morris, Broadbent, Kashtan et Roger Rachi de la Ligue, et le point de vue de la révolution prolétarienne ne peut plus aujourd'hui qu'être une guerre à mort et à finir. D'un côté, une minorité d'ouvriers embourgeoisés dont les chefs et aspirants-chefs rêvent déjà d'un fauteuil au parlement ou d'un poste de président du Parti prolétarien, de l'autre, la masse innombrable des ouvriers canadiens pour qui la répression, la misère, le chômage sont le pain quotidien. C'est de cette scission dont Lénine disait que **"là**

est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque de l'impérialisme." (3)

La lutte contre l'impérialisme ne saurait donc, pas plus aujourd'hui qu'hier, être séparée de la lutte contre l'opportunisme sous toutes ses formes. La lutte pour unir la classe ouvrière dans la lutte révolutionnaire se réalisera de pair avec la lutte contre l'opportunisme et son soutien social et politique, l'aristocratie ouvrière.

Unir les ouvriers canadiens autour de leur programme révolutionnaire, le programme du renversement et de la destruction de l'Etat bourgeois, c'est organiser et diriger vers un même but toutes les manifestations de résistance du prolétariat canadien. C'est servir les intérêts les plus profonds de la classe ouvrière, de la masse des exploités et des opprimés en y diffusant le point de vue prolétarien et en organisant la révolte qui gronde au coeur des prolétaires, révolte des ouvriers québécois contre l'oppression nationale, résistance des ouvriers de la Colombie-Britannique au chauvinisme bourgeois, révolte des travailleurs contre l'arbitraire policier, contre la répression de nos frères immigrants et autochtones, sentiments internationalistes des ouvriers canadiens contre la torture et la répression des masses iraniennes. Oui! La révolte gronde au coeur des prolétaires, ce qui leur manque, c'est la conscience que la victoire de la lutte réside dans une orientation unique, dans la lutte révolutionnaire contre l'Etat bourgeois, dans la voie qu'indique le programme communiste.

Il faut que chaque ouvrier prenne conscience qu'avec la trahison d'une fraction, d'une infime minorité de sa classe et de leurs chefs corrompus, et qu'avec l'opportunisme et le social-chauvinisme, il n'est pas question d'unité, mais de lutte. C'est seulement ainsi que les ouvriers canadiens seront en mesure de trancher eux-mêmes entre le programme de soutien à l'impérialisme et celui qui, dès à présent, est en train de creuser sa fosse.

La rupture totale avec l'opportunisme et le social-chauvinisme n'est pas qu'une question théorique, c'est aussi une question éminemment pratique. Plus que le sabotage constant du mouvement de résistance, l'opportunisme représente aujourd'hui même dans notre pays une porte ouverte au fascisme. Que ceux qui trouvent une telle affirmation déplacée et sans fondements regardent l'histoire. Mussolini, avant de devenir dictateur en Italie, ne fut-il pas le rédacteur en chef de l'organe socialiste Avanti? Mosley, chef du mouvement fasciste anglais dans les années 40, fut ministre du gouvernement travailliste; Pilsudski, chef lui aussi du mouvement fasciste polonais, fut le dirigeant du Parti socialiste polonais. Et, plus près de nous, n'a-t-on pas vu le dirigeant chinois Houa Kouofeng serrer la main au Shah d'Iran dont le régime fasciste est parmi les plus barbares du monde. Et, toujours plus près de nous, n'a-t-on pas vu les agents provocateurs du PCC(m.-l.) organiser des commandos contre les assemblées communistes et les manifestations anti-impérialistes.

Non seulement, la social-démocratie et le révisionnisme (ancien et nouveau) désarment-ils la classe ouvrière en répandant des illusions sur l'Etat capitaliste et les visées expansionnistes de la bourgeoisie canadienne, non seulement camouflent-ils la montée actuelle de la répression au Canada, mais les principes mêmes qu'ils mettent de l'avant, ceux de la collaboration, de la paix entre les classes, du nationalisme, du renforcement de l'Etat et de son appareil militaire (revendication que la Ligue mettait de l'avant il y a à peine un an) et de l'anticommunisme, se rapprochent en bien des points des théories fascistes de la "paix sociale", de "l'unité nationale" et du "gouvernement fort".

Certes, nous n'en sommes pas là aujourd'hui, tout comme nous ne sommes pas en pleine troisième guerre mondiale. Mais l'expérience sanglante du prolétariat européen dans les années 40

devrait nous servir d'exemple et nous inciter à la vigilance. Elle doit nous montrer que les défenseurs de l'impérialisme existent encore dans le mouvement ouvrier. Elle doit nous montrer que l'opportunisme et le social-chauvinisme constituent la conséquence mais aussi le soutien le plus ferme à l'impérialisme dans le mouvement ouvrier. Or, l'impérialisme c'est le monopole absolu au plan économique et, au plan politique, c'est la réaction sur toute la ligne et, dans bien des cas, le fascisme. La domination de la social-démocratie et du révisionnisme sur le mouvement ouvrier canadien, tout comme la nouvelle victoire de l'opportunisme de la "théorie des trois mondes", c'est une porte grande ouverte pour la répression du mouvement ouvrier.

"La scission du socialisme" dont parlait Lénine en 1916 s'est approfondie, aujourd'hui c'est tout un précipice qui sépare les "socialistes" qui soutiennent l'impérialisme, de ceux qui le combattent. Approfondir et rendre claire aux yeux de tous cette rupture nécessaire, cela est essentiel pour unir la classe ouvrière autour de son programme communiste. Car la victoire contre l'opportunisme, ce sera aussi la victoire du programme communiste qui représente les intérêts fondamentaux et immédiats de l'immense majorité des ouvriers canadiens.

---

(1) La Forge, 28 juillet 1978, vol. 3, no 14, p. 13
(2) Lénine, *L'impérialisme et la scission du socialisme*, oeuvres complètes, Editions du Progrès, Moscou 1974, tome 23, p. 126
(3) Idem, p. 125



Correspondance

APPEL À NOS LECTEURS

La presse communiste, ce n'est pas la propriété privée de quelques rédacteurs ou de quelques grands financiers en quête de profits. Non! La presse communiste, c'est d'abord et avant tout un outil de combat contre les idées de la bourgeoisie et pour l'affirmation du point de vue de la classe ouvrière. Et cela est aussi vrai pour une revue théorique qui mène la lutte pour la défense et l'affirmation de la **théorie révolutionnaire du prolétariat,** ce phare indispensable dans la guerre de classes, ce phare qui éclaire notre combat quotidien par l'expérience accumulée de la lutte plus que centenaire du prolétariat mondial.

Dans le combat entre les théories de la bourgeoisie et le marxisme-léninisme, la revue théorique est une arme essentielle qu'il nous appartient à **tous** de construire et d'éprouver. Car l'analyse objective de la société canadienne, car la formulation de la stratégie de la révolution socialiste, ne peuvent s'élaborer que dans le feu de l'action, que dans les premiers rangs du front de la lutte des classes. Voilà pourquoi, camarades, la correspondance à la revue est si importante car notre arme idéologique ne vaudra rien si chacun de nous ne prenons pas la responsabilité de lui donner son tranchant et de la pointer vers le camp ennemi.

Nous ne devons pas avoir peur de la controverse. Bien au contraire, nous devons la rechercher car nous savons, nous communistes, que les idées justes, que la vérité, sont indissociables du combat, de la polémique contre les idées erronées, d'où qu'elles viennent et quels que soient les déguisements dont elles se parent. Ecrire à la revue, exprimer ouvertement son point de vue sur un aspect ou l'autre des questions décisives de programme, sur un aspect ou l'autre de l'analyse de la conjoncture et aussi sur la forme, l'orientation, les acquis et les faiblesses de la revue théorique, voilà non seulement une nécessité mais un devoir pour celui qui a à coeur en toute chose de faire triompher la vérité contre les falsifications de ceux qui cherchent à retarder notre marche en avant.

Qui peut et qui doit écrire à la revue? Tout le monde! Qu'il s'agisse d'un ami du mouvement marxiste-léniniste, d'un groupe progressiste ou d'un simple individu, tous doivent prendre l'initiative d'écrire à la revue pour marquer leur accord ou leur désaccord, pour faire part des controverses suscitées à l'occasion de l'étude ou de la discussion de la revue, pour indiquer les insuffisances, pour compléter ou rectifier des arguments à la lumière de leur propre expérience pratique ou de leurs connaissances particulières. Ecrire à la revue, ce n'est pas seulement écrire à l'équipe rédactionnelle, mais c'est aussi et surtout engager le débat à l'échelle de tout le Canada pour faire rayonner d'un éclat toujours plus vif ce grand phare qui nous mènera à coup sûr à la victoire.

A propos des classes sociales

Au moment de mettre sous presse, nous avons reçu cette lettre d'un lecteur de Sherbrooke (Qué.). Sous bien des aspects, elle soulève des questions importantes: telle la question de la distinction entre la classe ouvrière et le prolétariat qui, selon lui, devrait être faite; telle, l'appartenance de classe des ménagères, des étudiants et des sans-travail en général; telle aussi, les distinctions qu'il faut établir au sein de la petite bourgeoisie dans notre pays. Malheureusement, le temps ne nous a pas permis de lui fournir une réponse plus élaborée dans le présent numéro et nous comptons le faire dès le prochain numéro de la revue, dans les pages mêmes de notre chronique. D'ici là, nous invitons tous nos lecteurs à examiner attentivement les problèmes que soulève la lettre et aussi à se prononcer sur ces questions déterminantes dans l'élaboration du programme communiste. La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE est en effet engagée dans l'analyse des classes sociales qui composent notre pays, de celles qui composent le camp de la révolution, des alliés potentiels du prolétariat, ainsi que du camp de la réaction. Déjà, dans le présent numéro, on pourra se référer à l'article sur les nouvelles couches du prolétariat qui vient confirmer le point de vue du camarade, à savoir que des travailleurs intellectuels et de larges couches des employés de l'Etat, par exemple, ou des banques et du commerce font partie du prolétariat. La définition des classes sociales n'est pas déterminée par le caractère manuel ou intellectuel du travail, ni par le rapport aux marchandises, mais bien par le rapport social au Capital et aux moyens de production.

Nous avons conscience que l'analyse des classes sociales est une tâche déterminante, historique pourrait-on dire, pour l'avenir de la révolution canadienne. Nous n'avons pas non plus la prétention d'y parvenir seuls, sans l'apport de nos lecteurs et des masses de notre pays. C'est pourquoi nous invitons tous ceux qui ont à coeur les intérêts de la révolution prolétarienne à prendre leur plume et à suivre l'exemple du camarade qui nous a écrit cette lettre.

La rédaction

A la suite de l'article **"Le prolétariat, seule classe révolutionnaire jusqu'au bout"**, paru dans le dernier numéro de la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE (no 12, Août-Septembre 1978), il est important de continuer à débattre cette question fondamentale pour la formation d'un parti prolétarien, en vue de la révolution au Canada et ailleurs et de l'établissement de la dictature du prolétariat vers une société sans classes.

Il faut d'abord souligner que l'analyse critique avec justesse les positions révisionnistes, positions qui conduisent à une analyse erronée des classes sociales; et cette analyse est erronée parce qu'elle ne saisit pas la lutte des classes, prônant la "révolution pacifique", la "transition vers le socialisme" (alors que le socialisme est lui-même une transition vers le communisme), la collaboration de classes et niant le rôle dirigeant d'une classe révolutionnaire (le prolétariat) sur les masses (le peuple).

En se basant sur Marx, Engels et Lénine, l'article montre bien qu'il est hasardeux de déterminer la composition d'une classe sociale selon seulement un ou deux critères; il est aussi évité de parler de la situation de classe d'individus-sujets: Lénine parle de "vastes groupes d'hommes". Avec les quatre critères retenus pour définir le prolétariat (p.28), qui sont: la non-propriété et la non-possession des moyens de production, l'exploitation de la force de travail, la production (incluant la circulation, la distribution et la réalisation) de la plus-value et l'exécution, il est démontré qu'il y a des **employés** (travailleurs intellectuels), comme certains "cols blancs", qui sont des **prolétaires**; et cela, par une définition plus large du travail (directement ou indirectement) productif. Ainsi, le prolétariat ne se recrute pas seulement dans les usines. Autre point majeur de l'argumentation: des **travailleurs** (salariés) de l'Etat peuvent être des prolétaires; il est donc fait échec à toute l'idéologie des services et de la société de consommation ou de loisir.

Cependant, l'article néglige deux choses primordiales: 1) la division sociale/technique du travail entre le travail manuel et le travail intellectuel et la valorisation de ce dernier en société capitaliste; 2) la base matérielle du prolétariat (et la base matérialiste de toute analyse marxiste-léniniste de cette classe): la production de la plus value. Là-dessus, l'exposé est confus: est-ce le principe qui est remis en question ou la définition du travail productif? Il est mentionné justement que la production de plus-value n'est pas une condition suffisante d'appartenance au prolétariat; mais on omet de préciser que c'est une condition nécessaire: **il n'y a pas de prolétaires qui ne soient pas directement ou indirectement productifs** (au sens large, incluant sa "réalisation en profit", tel que le sous-entend la revue). Par contre, il y a des agents productifs (manuels ou intellectuels) qui ne sont pas des prolétaires: la citation de Marx (p. 25) le rappelle. S'il est bien exposé qu'il y a des employés intellectuels qui sont prolétaires, même s'ils ne produisent pas de marchandises — pas plus que les ouvriers du transport d'ailleurs, la production de marchandises n'étant pas synonyme de travail productif; on peut même produire des marchandises et ne pas être prolétaires (par exemple, les artistes et les écrivains) — il est passé sous silence, ou presque, qu'en

même temps qu'il y a là prolétarisation, il y a — par l'utilisation massive de machines de toutes sortes dans les banques, les bureaux et ailleurs et par la déqualification — transformation du travail intellectuel en travail manuel (et non l'inverse, comme la bourgeoisie veut le faire croire). D'autre part, il faut bien admettre — à moins de succomber à l'ouvriérisme — qu'il y a des **ouvriers** (travailleurs manuels), comme certains "cols bleus", qui ne sont pas des prolétaires, n'ayant aucun rapport avec la production (telle que définie plus haut dans un sens très large) de la plus-value, même s'ils ne possèdent pas de moyens de production, s'ils sont exploités et sont réduits à l'exécution. UNITÉ PROLÉRIENNE parle de **semi-prolétaires** sans les définir — le terme pourrait convenir à cette catégorie de travailleurs improductifs exerçant un travail manuel. C'est pourquoi il n'est pas inutile, puisqu'il y a des ouvriers manuels qui ne sont pas des prolétaires et qu'il y a des employés intellectuels qui le sont, de distinguer le prolétariat de la classe ouvrière: **il n'y a pas de synonyme ni de substitut au prolétariat**. Ainsi donc, il y a des travailleurs (salariés mais improductifs) qui ne sont pas des prolétaires; il y a des ouvriers (manuels) qui ne sont pas des prolétaires; il y a des prolétaires qui ne sont pas des ouvriers mais des employés (intellectuels). En résumé, pour déterminer la composition de classe du prolétariat, quatre formules (qui ne peuvent absolument pas être inversées) sont à retenir:

1) Les prolétaires sont des travailleurs: ils ne possèdent pas de moyens de production;
2) les prolétaires sont des travailleurs salariés: il y a exploitation de leur force de travail par le capital;
3) les prolétaires sont des travailleurs manuels (ouvriers) et/ou des travailleurs intellectuels (employés): ils sont réduits à l'exécution;
4) les prolétaires sont des travailleurs productifs: ils produisent (ou réalisent) de la plus-value.

(Ces quelques questions de terminologie ne sont pas inutiles alors que l'on confond le prolétariat et la petite bourgeoisie, le prolétariat et le peuple, la classe révolutionnaire — la plus révolutionnaire de tous les temps puisqu'elle vise l'abolition de la société de classes — qu'est le prolétariat, et les masses que sont toutes les classes exploitées).

D'un autre côté, l'article ne parle pas de l'appartenance de classe des **ménagères** (sont-elles de la même classe que leurs maris?) et des **étudiants** (au collège, les étudiants qui sont de futurs universitaires sont sans doute des petits bourgeois, mais pas les futurs techniciens dont la plupart iront grossir les rangs du prolétariat; à l'université, ce sont presque tous des petits bourgeois ou des bourgeois, mais il y en a qui sont de futurs **sous-prolétaires**...); il n'est pas non plus question du sous-prolétariat (chômeurs, assistés sociaux, marginaux): autant de forces qui peuvent s'aligner, à un moment ou l'autre, derrière le prolétariat. En outre, il n'est pas question de la paysannerie (qui n'est pas la petite bourgeoisie et où les ouvriers agricoles sont de véritables prolétaires). —Il est vrai que ce n'est pas là le propos de l'exposé de la revue... Par contre, il y a de nombreuses remarques sur la petite bourgeoisie, auxquelles on peut ici en ajouter d'autres:

1) il importe, pour une stratégie révolutionnaire, de distinguer la petite bourgeoisie non-salariée (qu'on l'appelle "petite bourgeoisie traditionnelle" ou pas) et la petite bourgeoisie salariée (qu'on l'appelle "nouvelle petite bourgeoisie" ou pas), car la première n'a jamais été historiquement du côté du prolétariat et elle ne peut socialement (objectivement) l'être;
2) parmi la petite bourgeoisie non-salariée, il faut aussi distinguer la fraction manuelle (artisans, marchands, petits commerçants, petits entrepreneurs et autres

propriétaires de leurs moyens de production, de même que des travailleurs productifs mais non-salariés comme certains vendeurs) et la fraction intellectuelle (les professionnels à leur compte comme les avocats, les notaires, les médecins, etc.);

3) la petite bourgeoisie non-salariée, parce que non exploitée et éprise de propriété, est habituellement du côté de la bourgeoisie;

4) parmi la petite bourgeoisie salariée, il n'y a pas de commune mesure entre la fraction manuelle (ouvriers manuels improductifs: semi-prolétaires) et la fraction intellectuelle (employés intellectuels improductifs: "semi-petits bourgeois" comme les professeurs, les journalistes, les artistes, les écrivains et les autres intellectuels au sens strict;

5) la fraction manuelle de la petite bourgeoisie salariée, c'est-à-dire le semi-prolétariat, est la plus susceptible de suivre le prolétariat, parce qu'elle est non-propriétaire, exploitée et réduite à l'exécution (même si elle est improductive);

6) la fraction intellectuelle de la petite bourgeoisie salariée, parce que non-propriétaire et exploitée, peut aussi adopter une position prolétarienne (surtout qu'elle est appelée à la prolétarisation ou à la sous-prolétarisation).

Le prolétariat ne peut donc guère compter sur la petite bourgeoisie non-salariée et sur la paysannerie. D'autre part, il doit chercher à rallier les minorités isolées (plus ou moins réduites, ou bien au chômage et à l'assistance sociale, ou bien à la chasse et à la pêche) comme les Indiens et les Inuit.

Il est certain que ces quelques propositions (théoriques et terminologiques) ne ternissent en rien l'analyse faite par UNITÉ PROLÉTARIENNE, qui mérite de servir de base de discussion entre marxistes-léninistes. Il importait cependant d'insister sur la base matérielle de la composition du prolétariat sous peine de sombrer dans l'idéalisme, l'humanisme et l'opportunisme et d'ainsi confondre l'exploitation (objective) et l'aliénation (subjective): un communiste qui n'est pas un matérialiste (dialectiquement et historiquement) n'est pas un communiste (marxiste-léniniste)...

Un lecteur de Sherbrooke (Qué).

Pour éliminer l'oppression nationale du Québec

Nationalisme

L'aiguisement des contradictions sur le terrain de la question nationale québécoise n'a cessé de soulever, ces derniers temps, une véritable avalanche de prises de position chez tous ceux qui se réclament de près ou de loin du marxisme. Des marxistes "universitaires", des trotskystes, de vieux nationalistes actifs depuis longtemps au sein du mouvement syndical sont accourus d'à peu près partout pour brandir leur solution et leur analyse de la question nationale. Les événements récents, ceux qui ont suivi la prise du pouvoir au Québec par le PQ, la préparation du référendum au Québec comme les nouvelles propositions constitutionnelles de Trudeau, auront au moins eu le mérite d'attiser le débat sur cette question décisive pour l'avenir de la révolution canadienne. Mais ces événements auront aussi permis à toute la racaille qui se réclame faussement du marxisme de sortir de son trou et de présenter à nouveau ses vieilles solutions nationalistes qui étaient sur le point d'être discréditées totalement depuis que le PQ au pouvoir a démontré la vraie nature du projet nationaliste.

Le nationalisme a la vie dure. Et de plus en plus de nationalistes semblent aujourd'hui se donner le mot pour cacher leur véritable point de vue de classe sous les couleurs du marxisme. Le marxisme rallie de plus en plus d'ouvriers et il est devenu à la mode dans les milieux intellectuels. Il constitue donc une arme de choix pour camoufler les recettes éculées du nationalisme. Cela n'est d'ailleurs pas nouveau au Canada, où tout au long des années 60, le marxisme aux couleurs du nationalisme, ou plutôt le nationalisme habillé de marxisme a fait fureur au sein du mouvement anti-impérialiste et des forces progressistes. C'est à des groupes comme le Progressive Workers Movement à Vancouver, **Parti Pris** au Québec et le Mouvement de libération populaire qui en est issu, le Canadian Liberation Movement à Toronto, que revient le mérite d'avoir brandi pour la première fois le cri de ralliement de tous ces illusionnistes: "indépendance et socialisme" (imitant en cela le vieux parti révisionniste canadien qui l'avait lancé dès la fin des années 40).

Un vieux mot d'ordre, disions-nous. Pas si vieux que ça, puisqu'il réapparaît aujourd'hui avec vivacité et qu'on tente de rallier les ouvriers autour de lui. C'est la question nationale québécoise qui a fourni l'occasion de le ressortir du musée du nationalisme. Il s'agissait de l'épousseter un peu, d'en frotter le luisant marxiste, et voilà, le tour était joué.

Ceux qui proposent cette solution à la question nationale québécoise sont aujourd'hui légion. C'est par exemple Henri Gagnon, cet ancien membre du Parti communiste canadien au cours des années 40, qui est sorti des cénacles de disciples où il oeuvre depuis un bon nombre d'années, pour venir dire à la face de tous le fond de sa pensée. En 1975, cela avait donné une intervention à la Commission Cliche (*) alors que tout le mouvement ouvrier dénonçait de façon unanime cette vaste entreprise démagogique qui n'a servi qu'à justifier le renforcement du contrôle de l'Etat sur le mouvement ouvrier et syndical du Québec.

Cette fois-ci, cela a donné un livre, **La Confédération y'a rien là**, écrit, nous dit-il, dans l'esprit *"d'apporter la contribution et le point de vue des masses populaires"* (1) sur la question nationale du Québec. Comme nous le verrons, cette contribution s'avère toutefois n'être qu'une voix de plus dans la chorale déjà nombreuse des nationalistes dits de gauche au Québec.

Ces fausses solutions, ce sont aussi celles des trotskystes du Groupe socialiste des travailleurs du Québec (GSTQ), qui publiaient récemment une brochure intitulée **La question nationale et la révolution prolétarienne au Canada: définition des mots d'ordre du GSTQ au Québec dans la lutte pour la destruction de l'Etat fédéral** (2). Ce sont celles de ces autres trotskystes de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), et aussi du Centre de formation populaire, de Pierre Vallières et de nombreux boss syndicaux du Québec. Autant chez tous ces gens le mot indépendance peut sonner haut et clair, autant ils semblent manquer de voix pour lancer l'appel à la lutte pour le socialisme... que de toute façon les masses seraient incapables de comprendre, selon eux.

C'est finalement aussi la Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada, qu'il faut dorénavant ranger dans le camp du nationalisme, qui, de façon à peine plus subtile, a entrepris elle aussi d'envisager la question nationale du point de vue de la bourgeoisie et du nationalisme.

Tout ce courant en développement aujourd'hui au Québec remplit une fonction bien précise: refaire au nationalisme une vertu qu'il commence à perdre sérieusement et dont il a abso-

---

(*) Commission d'enquête sur l'industrie de la construction au Québec.

ou socialisme

lument besoin pour soumettre le mouvement ouvrier du Québec à son projet de développement d'une bourgeoisie monopoliste québécoise.

Dans le but de donner de la crédibilité à leurs positions, les nationalistes de "gauche" ont recours, dans la plupart des cas, à la déformation de l'histoire du développement du capitalisme au Québec. Ils prétendront que le Québec, après avoir été une colonie de l'Angleterre, est aujourd'hui une colonie du Canada où la révolution démocratique bourgeoise n'aurait pas été achevée. Ceux d'entre eux qui ne les rejoignent pas sur ce terrain des distorsions historiques, partagent toutefois avec eux une révision plus ou moins poussée des principes du marxisme-léninisme sur la question nationale, faisant, en pratique, passer la lutte pour les droits nationaux au-dessus de la lutte pour la révolution prolétarienne. Cela est radicalement contraire à tout ce que le marxisme-léninisme enseigne, d'une façon générale, mais plus encore dans les cas où, comme au Canada et au Québec, le capitalisme a atteint son plein développement, où la bourgeoisie est au pouvoir et où, par conséquent, la seule classe révolutionnaire est le prolétariat.

Alors que le mouvement nationaliste bourgeois traditionnel, représenté par le PQ, est en voie de perdre toute crédibilité aux yeux des couches les plus avancées du prolétariat et des masses laborieuses, il est essentiel de ne pas permettre que le nationalisme camouflé des partisans de l'"indépendance et socialisme" brouille de nouveau les cartes et s'interpose entre le mouvement ouvrier et la ligne prolétarienne suivant laquelle la lutte contre l'oppression nationale doit être poursuivie dans le cadre même de la lutte pour le socialisme. Ce qui est bien différent de ce que d'aucuns prétendent, à savoir reporter la question aux calendes grecques, après la révolution socialiste.

C'est dès aujourd'hui, en effet, que le prolétariat canadien tout entier doit être entraîné dans la lutte contre la discrimination basée sur la nation et sur la langue, comme il doit l'être dans celle qui vise à l'égalité complète des femmes avec les hommes. C'est dès aujourd'hui que le prolétariat doit soutenir et même diriger la lutte pour des écoles françaises, anglaises et autochtones partout où des minorités en sont privées. C'est dès aujourd'hui que le prolétariat doit lutter pour que les francophones du Québec aient le droit de travailler dans leur langue, tout comme les autochtones, dans les régions qu'ils habitent en majorité à tout le moins.

Le jour où ce sera la classe ouvrière du Canada tout entier qui prend à cette lutte en main, des situations comme celle des "gens de l'air" du Québec ne seront plus possibles, ni non plus l'assimilation forcée des autochtones et des francophones hors Québec. Pour arriver à ce résultat, il reste encore à régler leur compte aux idéologies nationalistes bourgeoises que de prétendus socialistes ou communistes véhiculent dans le mouvement ouvrier.

Le Québec et la révolution démocratique bourgeoise

Les nationalistes dits de "gauche" ont pour plusieurs, en particulier les trotskystes avoués du GSTQ et les trotskystes qui s'ignorent que sont les Henri Gagnon, Pierre Vallières et Michel Chartrand, une vision bien particulière de l'histoire du Québec. Elle conduit à affirmer, pour l'essentiel, que la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été achevée au Québec, lequel ne serait rien d'autre qu'une colonie du Canada ou des USA, ou encore des deux à la fois. En effet, si ces gens s'entendent assez bien sur qui sont les colonisés, ils sont moins précis sur l'identité des colonisateurs.

La thèse centrale de l'ouvrage d'Henri Gagnon pourrait se formuler ainsi: le Québec est une colonie ou une néo-colonie du gouvernement fédéral et il faut donc y réaliser un large front uni des forces populaires et nationales contre la domination du fédéral et des multinationales, pour mener à terme le "mouvement national inachevé". Voilà l'essentiel de sa stratégie qui passe évidemment par l'indépendance du Québec.

A peu de chose près, les organisations trotskystes affirment la même chose. Le GSTQ, par exemple, nous dit qu'au Canada la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été achevée et qu'il revient aujourd'hui au prolétariat d'accomplir cette tâche en prenant la direction de la lutte pour l'indépendance du Québec, qui doit se mener en même temps que la lutte pour le socialisme. Mais poussé au bout de son argumentation, le GSTQ finira par dire qu'il **ne** fait **pas du socialisme** une condition de son appui à l'indépendance du Québec!

La question de connaître la nature de la société québécoise, c'est-à-dire de savoir si le Québec est une société bourgeoise, ou bien une colonie ou une société féodale ou quoi encore, est d'une importance cruciale, car c'est sur cette base que nous pourrons déterminer quelle voie devra y prendre la lutte pour le socialisme ou, en d'autres termes, le caractère de la révolution à entreprendre au Québec.

L'analyse concrète du développement du capitalisme au Québec et des structures politiques que la bourgeoisie a mises en place pour l'assurer, nous permettra de voir que les tenants du mot d'ordre "indépendance et socialisme" ne peuvent réussir qu'une chose: maintenir le prolétariat sous la domination de la bourgeoisie.

Le Québec n'est pas une colonie, encore moins une société féodale

Comment peut-on prétendre que le Québec est une colonie? Selon notre "marxiste créateur" Henri Gagnon, *"aucune nation n'est libre de décider de son avenir si, au départ, elle est prisonnière d'un statut minoritaire dans un Etat binational ou multinational" (3)*. L'Etat canadien devant respecter la règle de la majorité (sic), la nation québécoise ne peut s'y retrouver que minoritaire, donc... opprimée et colonisée puisque l'Etat qui la gouverne ne lui appartient pas en propre. Dans cette logique redoutable, Henri Gagnon n'a oublié que le fondement même du marxisme, l'analyse de classes. Car l'Etat canadien n'est pas d'abord au service de telle ou telle nation, de telle ou telle majorité; il est au service d'une classe contre d'autres classes. Quittons les nuages et les fabulations d'Henri Gagnon et revenons sur le plancher des vaches.

De quoi parle-t-on quand on parle de colonie? On évoque un pays ou une nation, où le pouvoir d'Etat n'est pas entre les mains de la bourgeoisie nationale, mais entre celles d'une nation ou d'un pays étranger qui impose son bon vouloir par la force des armes. Et pour Henri Gagnon, cela correspondrait bien à la situation présente et passée du Québec. La preuve en est, selon lui, que l'économie québécoise est entièrement dominée par les multinationales américaines et canadiennes et qu'*"une nation qui ne contrôle pas son commerce extérieur risque de voir ses usines disséminées sur son territoire se fermer les unes après les autres". (4)*

Pour les trotskystes du GSTQ, *"la question se concentre (...) autour de la question de la constitution, ou plutôt de l'absence de constitution."* (Le GSTQ fait ici allusion au fait que le British North America Act de 1867 n'est pas une loi canadienne, mais une loi du Parlement de Londres). Pourquoi en est-il ainsi? C'est que, suivant le GSTQ, le BNA Act *"commande aujourd'hui toute la vie économique, sociale, culturelle (...)"* du pays. (5)

Qui osera dire qu'un pays qui n'a même pas de constitution, a achevé sa révolution bourgeoise? Certainement pas le GSTQ qui, pour compléter cette révolution inachevée, avance le mot d'ordre de République libre du Québec! On peut se demander, suivant cette logique, ce que va devenir le Canada anglais... Il faut même se demander ce qu'est le Canada: une colonie de l'Angleterre à cause du pouvoir immense du BNA Act qui "commande" toute la vie du pays? Faudrait-il croire que le BNA Act a eu un tel impact historique qu'un siècle après son adoption, la bourgeoisie canadienne, qui a accédé au statut de bourgeoisie impérialiste — cela est reconnu par les trotskystes, soit dit en passant! — ne s'en est pas relevée et qu'elle doit se contenter de ce "statut très particulier" de "bourgeoisie impérialiste colonisée"?

Inutile d'insister, croyons-nous. Ce n'est pas dans les écrits du GSTQ que nous trouverons une analyse des rapports de classes au pays, ni l'histoire de leur développement, pas plus que chez Henri Gagnon.

Le Québec a été une colonie britannique à partir de la conquête britannique. Il n'est pas besoin d'une longue démonstration pour établir ce fait, admis par tous les historiens bourgeois libéraux et même trotskystes.

A partir de 1760 la nation canadienne-française se verra imposer, sous le rapport du pouvoir politique, une administration étrangère directe, représentant, par gouverneur interposé, les intérêts de l'empire britannique. Cette administration coloniale sera maintenue par l'action du pouvoir militaire étranger. A la moindre tentative de remettre en question l'administration de l'empire, baïonnettes et canons pointeront en direction des insurgés.

La bourgeoisie anglaise ne saurait en effet admettre d'opposants, de rivaux, à son pillage de la colonie. C'est pourquoi elle y pratiquera, d'une part, une politique visant à freiner le développement du capitalisme (maintien du régime seigneurial, etc.) et d'autre part, une politique niant entièrement à la nation canadienne-française le droit de s'autodéterminer, bafouant ses droits essentiels (langue, éducation, religion) et évinçant les Canadiens français de tous les centres importants de la vie sociale du pays.

Néanmoins, la politique réactionnaire de l'empire colonial anglais sera mise en échec par le mouvement de résistance du bloc des classes révolutionnaires composant alors la nation canadienne-française qui s'engagera dans la lutte nationale pour la démocratie bourgeoise. Cette lutte nationale était alors effectivement révolutionnaire, d'abord en ce qu'elle s'opposait au semi-féodalisme et au colonialisme en vue de développer un mode de production plus avancé, soit le capitalisme. Le caractère révolutionnaire de ce mouvement est exprimé, plus que tout autre, par le mouvement des patriotes de Robert Nelson et sa "déclaration d'indépendance" qui représente au plus haut niveau les objectifs démocratiques et révolutionnaires. On y proclame entre autres, *"une forme républicaine de gouvernement"*, que *"tous les individus jouiront des mêmes droits: les sauvages ne seront plus soumis à aucune 'disqualification' civile"*, que *"toute union entre l'Eglise et l'Etat est par la présente déclarée être dissoute"*, que *"la liberté et l'indépendance de la presse existeront dans toutes les matières et affaires publiques"*, que *"les langues française et anglaise seront en usage dans toutes les affaires publiques". (6)*

Evidemment, les trotskystes diront que les républicains de 1837-38 ont échoué. Cela est vrai non seulement du Québec, d'ailleurs, mais de l'Ontario aussi — qui s'appelaient alors respectivement le Bas et le Haut-Canada. Faut-il en conclure que la révolution démocratique bourgeoise a échoué au pays et qu'elle est demeurée inachevée jusqu'à ce jour? C'est la position qu'adoptent aujourd'hui les nationalistes de "gauche" du Québec.

Une telle conclusion n'est possible que parce qu'ils réduisent la question de la révolution bourgeoise à celle de l'indépendance nationale. Et quiconque s'arrête à étudier la suite du développement du capitalisme au Canada après 1840, verra aisément que, si le républicanisme des rebelles de 1837-38 n'a pas abouti, il s'est néanmoins constituée une bourgeoisie locale au Canada, composée de bourgeois francophones et anglophones, et que cette bourgeoisie est parvenue à établir son pouvoir sur l'ensemble du pays, même si au cours de ce processus elle a consenti à certains compromis avec la "bourgeoisie impériale" britannique, même si elle a opté pour la monarchie constitutionnelle comme régime politique au lieu de la république.

Après les troubles de 1837-38, ce sont les gros bourgeois anglophones et francophones qui vont prendre la direction de la lutte pour l'indépendance du pays tout entier, en faisant certains compromis, entre autres en ce qui concerne les droits de la nation francophone du Québec, à laquelle ils reconnaîtront des droits particuliers prévus à l'Article 92 du BNA Act.

Profitant des contradictions propres à la mère-patrie, les fractions dirigeantes de la bourgeoisie canadienne-française et canadienne-anglaise utiliseront les moyens légaux et le parlementarisme pour lever le joug colonial. En 1848, le gouvernement responsable est accordé et, à la veille de 1867, tous les éléments fondamentaux sont en place pour la constitution d'un Etat indépendant. Cet Etat ne sera pas un Etat québécois, ou un Québec librement associé comme l'auraient souhaité les révolutionnaires de Robert Nelson, regroupés en 1867 dans le Parti rouge. Ce sera un Etat canadien qui deviendra

indépendant progressivement, mais indépendant tout de même, de l'empire britannique dont les dernières prérogatives seront abolies en 1931 par le Statut de Westminster.

Ainsi donc, dès 1867, il n'est plus question de parler de colonie québécoise, ni de colonie canadienne de l'empire britannique comme le prétendent Henri Gagnon, le GSTQ, et comme le prétendait déjà l'historien-chanoine ultra-nationaliste Lionel Groulx dès les années 1920 et 30.

Les nationalistes ont la tête dure. Car, forcés de reconnaître tout le ridicule qu'il y aurait de soutenir que le Québec est en 1978 une colonie britannique, ils tâcheront de faire croire que le Québec est une colonie du Canada. Encore là, seule l'ignorance ou la déformation de l'histoire peut conduire à une telle conclusion. Si le Québec fait aujourd'hui partie du Canada, c'est parce que la classe dirigeante au Québec à la fin du XIXe siècle l'a voulu ainsi. Et si elle l'a voulu ainsi, c'est que cela servait ses intérêts, comme cela servait ceux de la classe dirigeante du Haut-Canada et ceux aussi de l'Empire britannique qui avait raison de craindre que le maintien du lien colonial pousserait les petits-bourgeois radicaux, inspirés par les révolutions française et américaine, à poursuivre leur combat pour la république avec l'aide possible des USA précisément.

Bref, si 1837-38 scelle définitivement la défaite des petits-bourgeois républicains du Bas et du Haut-Canada, qui d'ailleurs n'excluaient pas l'union de leurs luttes et de leurs républiques, 1867 marque la victoire des bourgeois du Haut et du Bas-Canada qui, avec l'aide de la Grande-Bretagne, mettront progressivement le grappin sur toutes les ex-colonies britanniques de l'Amérique du Nord qui n'avaient pas emboîté le pas au mouvement révolutionnaire des "13 colonies" qui formèrent les USA à la fin du XVIIIe siècle.

C'est un fait que la révolution bourgeoise n'a pas suivi au Canada le cours qu'elle avait pris aux USA ou en France. Mais le Canada ne représente aucunement un cas unique. D'une part, nombreux sont les pays où l'accession au pouvoir de la bourgeoisie n'a pas passé par la proclamation de la république. En effet, les monarchies constitutionnelles sont encore nombreuses de par le monde, à commencer par le premier pays à être passé par la révolution industrielle, la Grande-Bretagne, à laquelle on peut ajouter la Belgique, la Hollande, la Suède, etc. D'autre part, le Canada n'est pas non plus le seul pays capitaliste avancé où cohabitent deux ou plusieurs nations, sans que l'une soit la colonie de l'autre. Encore une fois, on peut citer le cas de la Belgique, et celui de la Suisse, etc.

Bien sûr, les droits des nations minoritaires sont souvent bafoués dans les pays multinationaux. Bien sûr, dans aucun de ces pays, les nations minoritaires n'ont pu se prononcer démocratiquement sur leur volonté de s'unir ou pas avec une autre nation dans un même Etat. Mais, il est erroné d'assimiler la situation d'oppression dans laquelle se retrouvent des nations minoritaires dans de nombreux pays capitalistes à une situation coloniale dont la solution exigerait une lutte de libération nationale.

L'entrée du Québec dans la Confédération n'a pas été le fait d'un pouvoir étranger, mais bien celui des fractions dirigeantes de la bourgeoisie québécoise qui ont choisi de s'intégrer à la bourgeoisie canadienne-anglaise. Cela, elles ne l'ont pas fait parce qu'elles auraient été des "compradores" entièrement soumises à une bourgeoisie étrangère, mais bien parce qu'il était plus avantageux pour elles de prendre part à la création d'un pays vaste comme un continent avec un marché plus considérable, plutôt que de se confiner au Québec, d'autant plus que l'agressivité de la bourgeoisie américaine en plein essor et expansionniste leur posait des contraintes évidentes et les invitait à des compromis, autant avec les bourgeois du Haut-Canada qu'avec ceux de la Grande-Bretagne.

La survivance du nationalisme québécois trouve sa source dans l'oppression nationale

Il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui encore il existe un mouvement nationaliste au Québec. On doit même dire qu'il en existe un au Canada anglais également — même s'il est beaucoup moins développé et organisé — où il se trouve aussi des partisans du mot d'ordre "indépendance et socialisme". Mais ni au Canada anglais ni au Québec, il n'est conforme à la réalité d'expliquer ce phénomène par une supposée situation coloniale ou par un supposé inachèvement de la révolution bourgeoise.

Pour s'en limiter au Québec, on doit dire que si le nationalisme y a encore des adeptes, c'est qu'une fraction des bourgeois du Québec trouve son intérêt à attiser le ressentiment des masses francophones du Québec face à l'oppression dont elles sont victimes sur le terrain des droits nationaux. Il est également vrai que cette situation d'oppression tire son origine de l'histoire particulière de notre pays. Cependant, la base économique, matérielle, de l'oppression de la nation québécoise aujourd'hui, ce n'est plus dans l'histoire du XIXe siècle qu'il faut la rechercher, mais dans la nature même de la société canadienne actuelle, c'est-à-dire dans le fait que le Canada est une société capitaliste parvenue au stade de l'impérialisme, une société où la bourgeoisie est une classe essentiellement réactionnaire qui s'attaque à tous les droits démocratiques, même ceux qu'elle a antérieurement reconnus dans des lois ou dans sa constitution.

Le GSTQ écrit:

> *"L'inachèvement de la révolution démocratique s'exprime au Canada, par exemple, dans l'absence d'une Constitution garantissant les droits et les libertés démocratiques fondamentaux comme le droit d'organisation et d'expression et dans le maintien, plus de cent ans après son adoption, de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, loi antidémocratique et réactionnaire, votée par Londres contre l'accord des populations du territoire, pour unifier ses colonies et préserver les positions de l'Empire au nord de l'Amérique." (7)*

Ainsi, le caractère inachevé de la révolution démocratique bourgeoise tiendrait du caractère antidémocratique de la Constitution et des lois de l'Etat canadien. La révolution démocratique bourgeoise ne signifierait-elle pas au contraire la démocratie la plus large?

Non, les trotskystes confondent ici deux choses fort différentes, à savoir d'une part, la révolution démocratique bourgeoise qui représente avant tout la fin du système féodal et semi-féodal et le passage du pouvoir entre les mains de la bourgeoisie nationale et, d'autre part, le caractère inévitablement antidémocratique de tout pouvoir bourgeois.

En fait, les trotskystes ne comprennent rien à la révolution. C'était là justement la caractéristique de leur maître à penser, Trotsky, qui n'a jamais rien compris non plus à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat. La révolution démocratique bourgeoise serait selon eux une question de caractère plus ou moins démocratique des lois en vigueur. A ce compte-là tous les pays impérialistes qui redoublent d'ardeur pour nier les droits démocratiques du peuple et des nations qu'ils oppriment seraient à ranger dans cette catégorie trotskyste des pays où la révolution démocratique demeure inachevée.

La révolution dans tous les cas pose d'abord la question du pouvoir d'une classe sur une autre. Alors que le régime colonial se caractérise par le maintien du féodalisme ou du semi-féodalisme sur une large échelle, en particulier par la

soumission des paysans aux seigneurs, la révolution démocratique bourgeoise signifie l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle classe, la bourgeoisie nationale, et la réalisation par celle-ci de certaines tâches démocratiques essentielles au développement du capitalisme. Ces tâches, ce sont celles de l'établissement d'un régime démocratique bourgeois, ici le parlementarisme, mais c'est surtout la libération des paysans du diktat des seigneurs, tâche qui était déjà réalisée en grande partie avant 1867 dans le Haut-Canada, et la possibilité pour eux d'exploiter librement leurs terres, ainsi que de devenir des ouvriers de l'industrie où ils pourront vendre "librement" leur force de travail.

Toutes ces conditions se sont réalisées au Canada et au Québec depuis fort longtemps. On doit même dire que leur réalisation a, dans une certaine mesure, commencé avant 1867 et que la Confédération devait permettre de l'achever. Non seulement les rapports de production féodaux ont-ils disparu, mais l'établissement des rapports de production bourgeois a permis au capital de pénétrer tous les secteurs de la société et le Canada est devenu au début du siècle un pays impérialiste. Les trotskystes seront d'ailleurs obligés de reconnaître la réalité de l'accession du Canada au stade de l'impérialisme un peu plus loin dans leur brochure!

On nous dira que le Canada n'est pas pour autant un pays très démocratique et que les droits de la nation québécoise et du peuple y sont constamment bafoués. Mais qu'est-ce que la démocratie bourgeoise, sinon la démocratie pour la bourgeoisie et la dictature sur le prolétariat? N'est-ce pas là l'ABC du marxisme-léninisme?

On aura beau nous montrer que la démocratie n'est pas très grande au Canada, on n'aura réussi par là qu'à prouver que le Canada est bel et bien un pays où la révolution démocratique a été achevée et où la bourgeoisie exerce sa dictature féroce sur les masses laborieuses.

Si le Canada, y compris le Québec, est une société démocratique bourgeoise où le capitalisme est parvenu au stade de l'impérialisme, c'est donc dire que la bourgeoisie, toute la bourgeoisie, y a définitivement joué son rôle révolutionnaire historique et que désormais, elle doit être considérée comme une classe décadente et en déclin dont la tendance essentielle en politique est la réaction sur toute la ligne. Dire cela, c'est affirmer que la tâche historique qui se dresse aujourd'hui devant le prolétariat canadien des deux nations, est celle de la révolution prolétarienne et du socialisme et non plus celle de la révolution démocratique bourgeoise, qu'elle soit habillée de socialisme ou non.

C'est ainsi qu'il faut juger du nationalisme du PQ ainsi que de celui d'Henri Gagnon et du GSTQ. On peut bien sûr rêver en coulisse des réformes démocratiques que nous promettait en 1838 Robert Nelson. On pourrait même dire qu'en 1867, il aurait fallu appuyer le mouvement révolutionnaire du Parti rouge qui luttait contre les réformistes MacDonald et Cartier. On pourrait imaginer que le triomphe de ces idées aurait permis au Canada d'accéder à l'indépendance beaucoup plus rapidement ainsi que de régler certaines questions démocratiques laissées de côté par la Confédération, comme le droit à l'autodétermination du Québec. Mais ce ne serait là que des rêves, et les rêves s'accommodent mal de la réalité.

Les dirigeants plus "pratiques" du PQ se réfèrent, quant à eux, à la mémoire du nationaliste Louis-Joseph Papineau, dans la résidence duquel ils ont tenu leur conseil des ministres, il y a quelques mois à Montebello. Nos trotskystes ont choisi quant à eux le parti plus radical de Robert Nelson.

Mais, pour le malheur des nationalistes contemporains, la question politique centrale qui se pose au prolétariat du Québec aujourd'hui, ce n'est pas celle de choisir entre la République bourgeoise de Nelson (à la manière française et américaine) et la monarchie constitutionnelle de Cartier (à la mode britannique, belge, scandinave). Le prolétariat du Canada anglais n'a pas non plus aujourd'hui à faire un choix entre le républicanisme de McKenzie, chef des nationalistes du Haut-Canada en 1837-38, ou le parlementarisme monarchique de MacDonald, leader des "pères" de la Confédération. Ces questions ont été résolues, en Europe et en Amérique du Nord, il y a plus d'un siècle maintenant, suivant les rapports de forces entre les classes et fractions de classes qui se disputaient alors le pouvoir, propriétaires terriens, commerçants, banquiers, industriels... Et aujourd'hui, aux royaumes de Suède et de Grande-Bretagne, dans le dominion du Canada comme dans les républiques française, allemande et américaine, c'est la bourgeoisie, et singulièrement la bourgeoisie des monopoles, la bourgeoisie financière, qui est au pouvoir.

Dans tous ces pays et dans bien d'autres, le problème central que le prolétariat doit résoudre, c'est celui de renverser le pouvoir de cette bourgeoisie pour parvenir au socialisme.

Les nationalistes de "gauche" à la Henri Gagnon, à la Pierre Vallières, à la Roch Denis (du GSTQ) et tous leurs "frères", ne sont en fait que des nationalistes bourgeois attardés et retardés qui rêvent de réaliser en 1978 les objectifs formulés par les petits-bourgeois révolutionnaires de 1837-38, avec Robert Nelson à leur tête. C'est faire bon marché d'un siècle et demi d'histoire pendant lequel, entre autres choses, le prolétariat est devenu la seule classe révolutionnaire au pays, alors qu'au XIXe siècle trois classes, suivant Marx, se dressaient contre "l'ancien régime".

C'est Lénine qui rapporte cette théorie de Marx dans **Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique**, écrit en 1905. Lénine écrit:

> *"Selon cette théorie (de Marx), contre l'ancien régime, contre l'autocratie, le féodalisme, le servage, se dressent*
> *1) la grosse bourgeoisie libérale;*
> *2) la petite bourgeoisie radicale;*
> *3) le prolétariat.*
> *La première mène uniquement la lutte pour une monarchie constitutionnelle; la seconde, pour la république démocratique; le dernier, pour la révolution socialiste." (8)*

Lénine continue avec une affirmation que tous les nationalistes qui se prétendent marxistes, devraient méditer longuement:

> *"La faillite politique guette le socialiste qui confondrait la lutte petite-bourgeoise pour une révolution démocratique complète avec la lutte prolétarienne pour une révolution socialiste. Cette mise en garde de Marx est absolument juste." (9)*

Bref, il ne faut pas confondre les navets et les betteraves. Et c'est précisément ce que font les partisans de la lutte pour "l'indépendance et le socialisme": confondre les intérêts nationalistes petits-bourgeois et les intérêts socialistes du prolétariat, au grand plaisir des bourgeois du Québec qui se servent du nationalisme pour renforcer leur position dans les luttes qui les opposent aux bourgeois des autres régions du pays. Ne l'oublions pas, l'époque de l'impérialisme ne comporte pas seulement des contradictions entre pays impérialistes, elle en comporte aussi qui opposent les divers monopoles les uns aux autres.

Pour en finir avec le "modèle irlandais"

Les nationalistes de "gauche" ne se contentent pas de prendre des libertés avec l'histoire, ainsi que nous venons de le voir. Ceux d'entre eux qui se réclament du marxisme-léninisme ne se privent pas d'en prendre également avec les enseignements de Marx et de Lénine, qu'ils cherchent à "adapter" aux besoins de "leur" cause.

C'est ainsi qu'au Québec les nationalistes "marxistes" considèrent avoir trouvé, dans l'appui donné par Marx au mouvement sécessionniste irlandais, un argument inattaquable pour légitimer leur combat en faveur de l'indépendance du Québec.

Nous savons en effet, que Marx au XIXe siècle s'était d'abord opposé à l'indépendance de l'Irlande. Il considérait alors que la garantie de l'émancipation des ouvriers irlandais reposait dans le développement même de la révolution socialiste en Angleterre.

En 1867, Marx se ravise et écrit:

> *"Auparavant je considérais la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre comme impossible. Aujourd'hui, je la considère comme inévitable, dût-on, après la séparation aboutir à une fédération." (10)*

Et il ajoutait:

> *"Que devons-nous conseiller aux ouvriers anglais? A mon avis, ils doivent inclure dans leur programme le Repeal (rupture) de l'union (de l'Irlande avec l'Angleterre, c'est-à-dire qu'ils doivent demander la séparation de l'Irlande d'avec l'Angleterre (*)). Bref, ils doivent reprendre la revendication de 1783, mais en la démocratisant et en l'adaptant aux conditions actuelles. C'est là l'unique forme légale de l'affranchissement de l'Irlande et, pour cette raison, la seule qui puisse être adoptée par le programme d'un parti anglais. L'expérience montrera par la suite si une simple union personnelle entre les deux pays peut être durable (...)*
> *(...) Ce qu'il faut aux Irlandais, c'est:*
> *1. L'autonomie administrative et l'indépendance à l'égard de l'Angleterre.*
> *2. La révolution agraire (...)" (11)*

Nombreux sont les nationalistes marxistes qui cherchent dans ces quelques phrases de Marx la justification de leur appui à tout mouvement national, ou du moins à l'indépendance du Québec. Déjà, Conrad Lagueux, auteur d'un document diffusé dans les milieux syndicaux québécois, a cru y trouver un merveilleux argument en faveur de sa thèse indépendantiste.

Mais, il y a deux façons de lire les écrits du marxisme-léninisme. Les uns les liront pour s'attacher à la lettre du marxisme et ils y trouveront des recettes toutes prêtes. Aussi, la recette irlandaise deviendra la recette québécoise et l'indépendance de l'Irlande, celle du Québec, sans plus d'analyse concrète.

D'autres, par contre, tenteront d'y découvrir non pas des recettes, mais un point de vue, une méthode, une orientation marxiste-léniniste capable de les guider dans l'analyse de cas aussi complexes que ceux que soulève la question nationale à notre époque.

Revenons donc à notre propos, et voyons comment Lénine, après Marx et Engels, considérait la question de l'Irlande.

Parlant de l'appui au **mouvement national révolutionnaire** irlandais, Lénine dit:

> *"D'une façon générale, la révolution bourgeoise est depuis longtemps terminée. Mais en Irlande, elle n'est pas achevée."*

Et il ajoute:

> *"Dans la question irlandaise comme ailleurs Marx et Engels ont appliqué une politique prolétarienne conséquente* **propre à éduquer réellement les masses dans l'esprit de la démocratie et du socialisme.** *Seule cette politique était susceptible d'épargner à l'Irlande comme à l'Angleterre le retard d'un demi-siècle apporté à la réalisation des réformes indispensables, ainsi que la mutilation de ces dernières par les libéraux désireux de complaire à la réaction." (12)*

Ainsi, pour Marx, comme pour Lénine, l'indépendance de l'Irlande n'est pas un objectif en soi. Elle n'est utile que dans la mesure où elle permet la réalisation des "réformes indispensables", soit la révolution démocratique bourgeoise dans un pays où celle-ci n'a pas été réalisée.

On comprendra tout de suite l'insistance que mettent nos nationalistes à affirmer (car dans la plupart des cas il s'agit d'affirmations!) que la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été réalisée au Québec. Cela leur permet en effet de se réclamer du marxisme-léninisme. Nous avons vu déjà comment l'histoire contredit leurs conclusions.

Que faut-il tirer des propos de Marx et de Lénine à propos de l'Irlande? Une première chose est claire: pour les marxistes-léninistes conséquents, donc du point de vue du prolétariat, la question nationale ne peut être résolue en elle-même; la lutte pour l'indépendance nationale ne peut obtenir l'appui du prolétariat que dans la mesure où elle peut conduire à un **progrès social** réel, qui dans le cas de l'Irlande était la révolution démocratique bourgeoise, qui était alors susceptible de rapprocher le jour de la révolution prolétarienne.

Une seconde conclusion tout aussi fondamentale s'impose. Le cas de l'Irlande nous démontre que les mouvements nationaux, qu'il s'agisse de celui de l'Irlande ou du Québec, recouvrent toujours quant au fond des intérêts de classes bien déterminés. Et c'est en fonction de ces intérêts que les classes s'engagent dans la lutte nationale. Que recouvrait le mouvement national irlandais? Il recouvrait tout d'abord les intérêts que pouvaient avoir les différentes classes à voir l'achèvement en Irlande de la révolution démocratique bourgeoise. Cela signifiait pour une fraction de la bourgeoisie irlandaise, la possibilité de voir se développer le capitalisme plus rapidement, d'accéder au pouvoir, de se constituer un marché national, etc., toutes choses qui se trouvaient freinées par la domination de l'empire britannique. Pour la paysannerie, la lutte nationale représentait la possibilité de se débarrasser des propriétaires terriens et des impôts qui étouffaient les petits paysans. Pour le prolétariat, elle représentait la possibilité de rapprocher le triomphe de la révolution prolétarienne en accélérant le processus de la révolution démocratique bourgeoise. Les intérêts du prolétariat irlandais analysés par Marx, de même que ceux du prolétariat anglais, ne résidaient pas dans l'indépendance en soi de l'Irlande, mais bien dans la capacité que pouvait alors avoir ce mouvement d'impulser la lutte pour le socialisme, d'en rapprocher l'échéance et de réaliser les réformes démocratiques indispensables qui permettraient au prolétariat de poursuivre la lutte pour le socialisme dans les conditions d'une plus grande liberté. Cela était possible en Irlande en 1867, alors que les diverses classes opposées à la domination anglaise pouvaient s'engager dans une même lutte contre cet ennemi commun, même si elles poursuivaient, ce faisant, des intérêts de classes particuliers.

A l'époque du capitalisme ascendant en Europe, le mouvement national bourgeois pouvait représenter un progrès social dans des pays où il ne peut plus jouer ce rôle aujourd'hui. En effet les rapports de classes y ont été complètement bouleversés. La bourgeoisie en particulier, de classe révolutionnaire parce qu'antiféodale et anticoloniale, est devenue une classe essentiellement réactionnaire qui ne peut plus se développer qu'en accentuant toujours davantage l'exploitation du prolétariat et en opprimant encore plus les masses laborieuses par la négation généralisée des droits démocratiques les plus élémentaires et reconnus depuis fort longtemps.

Le mouvement national révolutionnaire de la bourgeoisie du XIXe siècle est devenu, à l'époque de l'impérialisme, un mou-

---

(*) **Note de Lénine**

vement national réactionnaire. Aujourd'hui, le capitalisme qui a accédé au stade de l'impérialisme tend à soumettre les nations à sa domination. L'impérialisme a internationalisé les rapports d'exploitation. En même temps, il a renforcé les barrières nationales en divisant le monde en une minorité de pays riches et une majorité de pays dépendants. Au sein même des pays dominants, on assiste à la négation des droits démocratiques des nations opprimées et des minorités nationales. La bourgeoisie monopoliste, qu'il s'agisse de celle de la nation oppressive ou de celle de la nation opprimée, réalise dorénavant ses intérêts en surexploitant les masses paysannes et le prolétariat qui furent autrefois ses alliés.

L'époque de l'impérialisme c'est l'époque de la révolution prolétarienne. Cette phrase simple formulée par Lénine est plus que jamais d'actualité. Plus que jamais les masses laborieuses réalisent que la fin de toutes les formes d'oppression, nationale ou autres, réside en fin de compte dans la révolution prolétarienne, dans le renversement de la bourgeoisie et dans la dictature du prolétariat.

C'est cette vérité élémentaire du marxisme-léninisme, simpliste dirait-on, à savoir que nous vivons à l'époque de l'impérialisme et qu'à cette époque le mouvement national de la bourgeoisie ne représente plus dans les pays capitalistes aucun progrès véritable, mais bien la réaction sur toute la ligne, c'est cette vérité simple que tentent de nier aujourd'hui les partisans de "l'indépendance et du socialisme". N'ayant pas vu que le mouvement national représente les intérêts de la bourgeoisie nationale, ils n'ont pas compris que le prolétariat devait adopter son propre point de vue indépendant face à la question nationale. C'est ainsi que nos nationalistes de "gauche" vont tenter de concilier les intérêts de classes fondamentalement opposés dans le mot d'ordre "indépendance et socialisme", avec le seul résultat qu'ils masquent ainsi une idéologie totalement réactionnaire d'un fard progressiste.

Le prolétariat face au mouvement nationaliste québécois

Au moment de la Confédération de 1867, le Parti rouge s'opposa farouchement à cette fraction de la bourgeoisie québécoise qui voyait dans ce nouvel arrangement constitutionnel la meilleure façon de servir les intérêts du Québec. Le Parti rouge se situait dans la lignée des Patriotes de 1837-38, plus nationaliste, plus "laïc" et plus républicain que les **tories** (conservateurs) partisans de la Confédération.

Depuis ce temps, le nationalisme a survécu au Québec, même si les "rouges" se sont ramollis pour se retrouver au très fédéraliste Parti libéral d'aujourd'hui. Le mouvement nationaliste, tout en se perpétuant, a considérablement évolué pour devenir, après la Première Guerre mondiale, carrément réactionnaire, corporatiste, religieux et ouvertement sympathique au fascisme européen de Hitler, Mussolini, Salazar et Franco. C'est à cette époque que Duplessis prendra le pouvoir à Québec sur un programme très nationaliste et profondément réactionnaire, un programme taillé sur mesure pour ceux que l'industrialisation rapide du pays est en voie de déposséder et de refouler dans les rangs du prolétariat. Duplessis, tout nationaliste et conservateur qu'il fut, n'en ignorait pas pour autant les impératifs du développement industriel et il ouvrira largement, aux grands monopoles canadiens et plus encore américains, l'accès aux richesses naturelles du Québec.

C'est donc à l'époque de Duplessis, dans les années d'après-guerre, que seront jetées les bases économiques et puis sociales, de la flambée nationaliste des années 60 qui conduira à la création du PQ et à l'apparition pour la première fois du mot d'ordre "indépendance et socialisme". Les années d'après-guerre sont, en effet, les années d'une industrialisation plus rapide que jamais. Avec l'industrialisation viendront des besoins plus grands de scolarisation, des couches importantes de professionnels de l'industrie, un appareil d'Etat plus développé, des ouvriers plus spécialisés et plus nombreux, une couche nouvelle d'employés divers dans les services et les bureaux. Bref, la configuration sociale du Québec sera modifiée considérablement et le mouvement nationaliste prendra une nouvelle vigueur, en même temps qu'il adoptera un nouveau langage... plus progressiste.

Les formes diverses du nationalisme québécois s'expliquent sans doute par les classes et couches sociales dans lesquelles il prend appui. Mais pour comprendre son existence même, c'est à la permanence de l'oppression nationale qu'il faut faire appel. Le nationalisme québécois s'est perpétué depuis au-delà d'un siècle maintenant, parce que l'oppression nationale des Québécois, et plus généralement des francophones du Canada tout entier, a été une caractéristique de l'histoire du pays depuis l'époque du colonialisme britannique. Pour le moment, quitte à y revenir à une autre occasion, disons tout simplement que cette oppression prend des formes multiples, depuis celle de la négation constante des droits linguistiques des francophones hors Québec qui sont généralement privés d'écoles et d'institutions culturelles françaises, jusqu'à celle qui fait que les francophones même bilingues du Québec, ont des revenus inférieurs en moyenne à ceux de toutes les autres communautés ethniques vivant au Québec, à l'exception des autochtones et, il y a quelques années en tout cas, des Italiens. Les travailleurs francophones du Québec sont donc dans des conditions comparables aux travailleurs immigrés, qui sont généralement surexploités, et plus encore ils se retrouvent aux derniers échelons parmi les travailleurs immigrés.

On n'a donc pas à s'étonner que le nationalisme se soit gagné des adeptes nombreux dans le mouvement ouvrier québécois dans les années 60. Il était trop évident qu'il y avait un lien certain entre les conditions de vie pénibles d'une large portion des travailleurs — y compris très souvent l'obligation de travailler en anglais — et leur appartenance à une nation minoritaire. Si on ajoute à cela le mépris et le chauvinisme qui se manifestent quotidiennement à leur endroit depuis toujours, on a toutes les conditions nécessaires à la croissance du nationalisme et même du nationalisme le plus réactionnaire. Ne faut-il pas en conclure que le prolétariat du Québec devrait s'engager dans la lutte pour l'émancipation de la nation dont il forme, de toute façon, la majorité maintenant? Nombreux sont ceux aujourd'hui qui prétendent que l'avenir du Québec réside dans l'indépendance.

Mais à quoi conduirait l'indépendance du Québec dans les conditions présentes? Elle ne pourrait conduire à autre chose qu'à l'accession au pouvoir de cette fraction des bourgeois du Québec pour qui le contrôle de l'Etat constituerait ce "levier" indispensable à leur constitution en bourgeoisie monopoliste, en bourgeoisie impérialiste, une bourgeoisie qui entrerait en concurrence directe avec la bourgeoisie canadienne et qui pour se développer ne pourrait faire autrement que d'accentuer l'exploitation et l'oppression des masses travailleuses.

Les nationalistes de "gauche" ont une autre vision des choses. Pour eux, le PQ est un parti petit-bourgeois. Henri Gagnon écrit en effet:

> *"Il importe de reconnaître la nature petite-bourgeoise du Parti québécois. Cette réalité permet précisément de*

faire la différence entre le PQ et tous les partis bourgeois qui, depuis la Confédération, l'ont précédé à la tête du gouvernement québécois. Référer à la direction petite-bourgeoise du PQ, c'est enregistrer une réalité qui saute aux yeux. Les dirigeants de ce parti, en commençant par René Lévesque, représentent toute la gamme de la petite bourgeoisie nationale, telle qu'elle est en 1977, avec ses points forts et ses faiblesses. Il y a de tout dans l'aile parlementaire du PQ; des journalistes, des ex-libéraux, ex-union nationale, professeurs d'université, technocrates et même des députés venus des milieux syndicaux et populaires." (13)

Henri Gagnon ne s'est peut-être pas aperçu qu'il rejoignait du même coup ses anciens confrères du Parti communiste canadien qui affirment eux aussi dans une déclaration de leur comité central:

"C'est un parti (le PQ — n.d.l.r.) représentant les intérêts de la petite bourgeoisie, la classe moyenne, particulièrement ceux du secteur public. Cette couche de la société québécoise est la source du nationalisme avec lequel la petite bourgeoisie fait avancer ses intérêts de classe." (14)

D'autres, encore plus farfelus, ont poussé la logique de ce raisonnement jusqu'aux frontières du plus parfait ridicule. Jorge Niosi, universitaire québécois, du haut de sa chaire où il siège à côté de personnalités comme Nicos Poulantzas et le théoricien du trotskysme, l'éminent professeur Mandel, déclare:

"Le Parti québécois est et reste un parti dirigé par des professionnels du langage: journalistes, avocats, éditeurs, écrivains, artistes, professeurs, instituteurs, notaires. Les préoccupations du gouvernement péquiste ne sont aucunement celles de la bourgeoisie ni celles des travailleurs salariés, mais celles de ceux qui vivent de la manipulation des symboles, et qui voient dans l'assimilation de la nation québécoise une atteinte directe à leurs intérêts et à leurs idéologies." (15)

En fait de manipulation, peut-on imaginer mieux?

Comment peut-on dire que le développement d'une bourgeoisie monopoliste québécoise s'appuyant sur les moyennes entreprises et les monopoles d'Etat tel l'Hydro-Québec, la SGF (Société générale de financement) et le mouvement coopératif, serait le projet de classe de la petite bourgeoisie, des professeurs, des journalistes, des petits agriculteurs et des notaires du Québec, mieux encore, de cette nouvelle strate de la société que seraient les "professionnels du langage" et les "manipulateurs de symboles"? Décidément, pour une classe en voie de prolétarisation et qui n'a plus aucun avenir propre sous le capitalisme, la petite bourgeoisie québécoise a de grands projets. A quoi peut bien servir une telle analyse étriquée des intérêts de classe du PQ? La réponse devait suivre rapidement. Henri Gagnon ajoute à la fin de son texte que nous venons de citer:

"Identifier correctement le PQ, c'est du même coup reconnaître ses immenses possibilités." (16)

Et le PCC de rajouter à son tour:

"Cela (cette analyse — n.d.l.r.) amène le rejet par le PQ de la lutte de classes même si dans le programme de ce parti, il y a des éléments de réforme sociale qui sont progressistes et qui méritent notre soutien." (17)

Quant à Jorge Niosi, il conclut son article par la phrase qui suit:

"Si la classe ouvrière veut un jour devenir la classe hégémonique de la société québécoise ou canadienne, elle devra — dans une stratégie d'alliance de classes — reprendre à son compte une partie au moins des revendications de la petite bourgeoisie nationaliste du Québec." (18)

Voilà que le chat sort enfin du sac. Les porte-parole de la petite bourgeoisie, ce ne sont pas d'abord les péquistes, mais bien les Gagnon, Niosi, le GSTQ, le PCQ-PCC, etc. Or ces gens se considèrent les porte-parole du prolétariat et des masses laborieuses. Et, pour eux, présenter le PQ comme un parti petit-bourgeois, c'est-à-dire comme le parti d'une classe qui souffre de l'oppression nationale et qui est menacée par l'impérialisme, c'est ouvrir la porte au soutien aux réformes valables du PQ, c'est plus encore fournir une justification à "l'appui critique" que certains d'entre eux offrent ouvertement au PQ, sous prétexte que ce parti supposément petit-bourgeois hésiterait entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie.

Mais où est donc cette hésitation petite-bourgeoise chez ce parti qui, depuis son accession au pouvoir, a redoublé d'effort pour appliquer une politique systématiquement orientée dans le sens de la bourgeoisie: soumission des syndicats à l'appareil d'Etat bourgeois, ingérence dans leurs affaires internes, subventions aux monopoles canadiens et américains, élimination de la taxe de vente pour les secteurs "mous" de l'industrie québécoise, etc?

Où est l'hésitation de ce parti dont le ministre des Richesses naturelles a finalement admis que la nationalisation de l'amiante a essentiellement pour but d'ouvrir de nouveaux marchés aux capitalistes québécois? C'est d'ailleurs un des députés de "gauche" de ce parti qui devait déclarer que la compagnie d'amiante choisie pour être nationalisée avait l'avantage d'avoir déjà des succursales à l'étranger, dont en Allemagne, même si par ailleurs ses installations sont vétustes et dangereuses pour la santé des ouvriers. (19)

Non, les hésitations petites-bourgeoises entre les intérêts du prolétariat et ceux de la bourgeoisie monopoliste, c'est de moins en moins au PQ qu'on les trouve. C'est bien plutôt dans les propos mêmes d'Henri Gagnon, de Niosi, du PCQ, qui tentent de réconcilier les intérêts de la révolution prolétarienne avec ceux de la bourgeoisie.

De façon démagogique, les théoriciens de la "petite bourgeoisie salariée" confondent ici un certain nombre de choses, à savoir: l'origine de classe de ses dirigeants et de ses membres, les classes dont il essaie de s'assurer l'appui et finalement les intérêts de classe que défend le PQ. Or, on ne juge pas de ces derniers sur la base de la composition de classe d'un parti ou de son électorat — ce ne sont pas les banquiers qui forment la majorité dans les partis fascistes! — mais bien sur la base du programme de ce parti et sur l'application qu'il en fait. C'est là que se révèlent concrètement les objectifs qu'il poursuit.

Ce sont les trotskystes qui justement qualifient les partis réformistes tel le NPD de partis ouvriers, sur la seule base que leurs dirigeants sont issus du mouvement syndical. C'est pourquoi les trotskystes invitent les ouvriers à appuyer ou à se donner (quand ils n'en ont pas) de tels "partis ouvriers bourgeois". C'est ce que Marx et Engels appelaient en leur temps le "socialisme bourgeois" ou plus simplement, le programme bourgeois socialiste, destiné à amadouer les éléments les plus conscients de la classe ouvrière.

Nous touchons ici à une seconde caractéristique fondamentale du mouvement nationaliste québécois actuel. Son programme et ses objectifs ont un contenu essentiellement bourgeois, mais il n'en demeure pas moins qu'il rallie autour de lui de nombreuses couches populaires, des couches inférieures de la petite bourgeoisie et du prolétariat qui sont aussi trompées par le discours social-démocrate de ses dirigeants. La social-démocratie a depuis plusieurs années au Québec



Le mouvement nationaliste mobilise au Québec encore de larges couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat. Notre tâche est de rompre totalement avec ce mouvement et d'en détacher les couches populaires qui sont encore trompées par celui-ci. La tâche du prolétariat est de démontrer à ces couches que la seule solution à l'oppression nationale réside dans l'unité révolutionnaire des ouvriers des deux nations contre leur ennemi commun, la bourgeoisie canadienne.

été associée de près au mouvement nationaliste et elle joue certainement pour une grande part dans l'appui populaire que reçoit celui-ci.

A cet égard, il est bon de se rappeler que la social-démocratie n'a historiquement joué qu'un seul rôle depuis plus d'un demi-siècle: éloigner le prolétariat de la lutte pour le socialisme, le jeter dans les bras de la bourgeoisie nationale sous prétexte de défendre la patrie ou plus simplement de résister aux monopoles étrangers. Dans certains cas, la social-démocratie a même apporté objectivement son soutien à l'accession des fascistes au pouvoir, comme en Allemagne.

Quelle attitude faut-il donc adopter face au mouvement nationaliste, sachant, d'une part, que ce mouvement poursuit des objectifs bourgeois et, sachant d'autre part, qu'il recrute en son sein une large partie du peuple québécois trompé par la démagogie nationaliste et social-démocrate.

Que nous propose Henri Gagnon? La réponse est difficile à trouver. Parfois, il s'agit de la fameuse libération nationale et populaire dont on n'arrive pas à cerner le contenu, d'autant plus que des fractions de la bourgeoisie y sont associées. Parfois il s'agit plutôt d'une *"transformation sociale en profondeur"* (20). Il nous dit de plus que *"toutes les organisations populaires du Québec ont la tâche de créer un front commun de tous ceux qui, parfois pour des motifs différents, s'inscrivent pour la libération populaire et nationale du peuple québécois." (21)*

Il ajoute:

> *"Le sort du PQ et du mouvement national sera dans une large mesure déterminé par les pressions exercées de la part des membres de la base péquiste. Ceci ne fait aucun doute. Mais il le sera davantage par l'action des organisations du peuple et leur habileté à se rallier sous leur propre drapeau national pour défendre les intérêts populaires." (22)*

On ne sait pas trop si Henri Gagnon propose que les masses populaires s'unissent à la "base péquiste" pour exercer des pressions sur le PQ, afin que celui-ci soit plus "conséquent" dans la défense des intérêts nationaux, ou bien s'il propose que le prolétariat reprenne à son compte les objectifs nationaux "trahis" par le PQ et impulse une orientation socialiste au mouvement national...

Les trotskystes sont quant à eux, dans leur radicalisme petit-bourgeois, beaucoup plus pragmatiques.

> *"Il n'est pas impossible théoriquement,* **quoique peu probable**, *que le gouvernement Lévesque aille plus loin qu'il ne le désire dans sa remise en question de l'Etat canadien, ce ne sera que sous une formidable poussée des masses du Québec qui poseront la question de leur propre pouvoir." (23)*

Mais ce qui est plus probable pour le GSTQ, c'est que:

> *"Du projet d'indépendance du Québec, il ne reste même plus le mot. Jour après jour, le gouvernement Lévesque, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie du Québec reculent devant les exigences de l'impérialisme." (24)*

Bref, le PQ est en voie de trahir la lutte pour l'indépendance de la nation et il est du devoir du prolétariat de prendre la direction du mouvement nationaliste, de faire l'indépendance et de résoudre *"toutes ces questions non résolues par la bourgeoisie." (25)*

On pourrait croire que le GSTQ appelle le prolétariat à appuyer le projet d'indépendance du Québec, à condition que celle-ci ne soit pas dirigée par le PQ et que cette indépendance soit en même temps socialiste. C'est du moins ce que laisse entendre le mot d'ordre "indépendance et socialisme". Mais détrompons-nous! Le GSTQ écrit en effet:

"Mais nous ne faisons pas du socialisme une condition de notre appui à la séparation. Nous ne disons pas: "pour la séparation à condition qu'elle soit socialiste." Agir ainsi serait méconnaître les conditions vivantes de l'action révolutionnaire. Les questions d'oppression nationale sont des questions relevant de la démocratie politique, relevant des tâches démocratiques à accomplir dans un pays, et nous y répondons sur le terrain de la démocratie." (26)

Le GSTQ nous révèle ici le fin mot de toute l'affaire. Bref, dans la formule "indépendance et socialisme", il n'y a que l'"indépendance" qui soit importante, le mot "socialisme" n'étant quant à lui qu'une formule accessoire. Car ce qui est important, c'est de bien "connaître les conditions vivantes de l'action révolutionnaire" et de répondre à l'oppression nationale "sur le terrain de la démocratie"... bourgeoise. Eludant la question de la révolution prolétarienne, le GSTQ avoue clairement que pour lui, il n'est pas question de subordonner la lutte contre l'oppression nationale aux objectifs de la révolution socialiste, mais bien de maintenir cette lutte dans le cadre de la démocratie bourgeoise. Or, faut-il rappeler que c'est justement dans ce cadre que se mène la lutte contre l'oppression nationale depuis plus de 100 ans, avec pour résultat que cette oppression se maintient toujours et même s'accentue. Il serait erroné de dire que le GSTQ ne lutte pas contre la bourgeoisie. Au contraire, il la dénonce régulièrement, mais il la dénonce justement sur le terrain de la démocratie bourgeoise et du nationalisme, un terrain qui n'a jamais mené et qui ne mènera jamais à la révolution prolétarienne, ni non plus à la résolution de la question nationale québécoise, comme nous le prouve un siècle d'histoire du Québec.

Nous disions plus haut que les trotskystes ne comprenaient rien à la révolution. Nous pouvons maintenant dire qu'ils ne sont pas intéressés à la révolution. Ce qui les intéresse, au Québec, c'est de résoudre la question nationale "sur le terrain de la démocratie". Voilà qui est clair. Tout le reste, on le voit bien maintenant, c'est du vent, des mots, pour se donner des airs révolutionnaires. En effet, les trotskystes revendiquent la "République libre du Québec", un objectif que ne rejettent ni Lévesque, ni Morin du PQ, ni même les nationalistes d'extrême-droite que sont Reggie Chartrand, Marcel Chaput et Jean-Marc Brunet.

Nous demandons aux trotskystes: qui sera au pouvoir dans cette "République libre du Québec"? Dans cette "République" qui se serait construite sur le *"démantèlement de toute la structure d'Etat que la bourgeoisie a mise sur pied depuis 1867"*? (27) Puisque le GSTQ avoue qu'il ne fait pas du socialisme une condition de son appui à l'indépendance, cela signifie qu'il recherche en pratique une "République libre" mais bourgeoise. Soit. Mais alors en quoi le sort du prolétariat au Québec et au Canada sera-t-il modifié? En quoi la marche vers le socialisme aura-t-elle avancé? En quoi le pouvoir de la bourgeoisie aura-t-il été altéré? En quoi le capital financier aura-t-il été affaibli? Quelle classe, bref, sera au pouvoir? La bourgeoisie, bien sûr!

Le problème avec les trotskystes et aussi avec les nationalistes de "gauche" à la Henri Gagnon et les révisionnistes du PCC, c'est qu'ils voudraient faire une révolution bourgeoise dans un pays capitaliste parvenu au stade impérialiste. Or, aucune classe ne s'engagera jamais dans une telle voie, car aucune classe n'y a intérêt. C'est un non-sens absolu.

En définitive, la position des trotskystes et de leurs semblables constitue un rejet total du programme révolutionnaire du prolétariat, le programme de la lutte à finir contre l'exploitation capitaliste à la source de tous les problèmes vécus aujourd'hui par les masses laborieuses, et cela au profit de l'appui au mouvement nationaliste bourgeois qui, théoriquement, ne pourrait conduire qu'à une république bourgeoise et qui, en pratique, est condamné à l'échec car aucune des classes fondamentales au Québec, le prolétariat et la bourgeoisie, n'a intérêt à le mener à terme, compte tenu des conditions concrètes du Québec de 1978. Et c'est bien là que réside l'explication de l'évolution du PQ depuis 10 ans, une évolution qui l'a conduit sur le même terrain que l'autonomiste Duplessis. Ni plus ni moins.

La Ligue communiste, un autre agent du nationalisme bourgeois

Toute heureuse d'avoir trouvé chez Staline une expression qui lui permet de donner des apparences de légitimité marxiste-léniniste à son nationalisme, la Ligue n'a donc de cesse depuis quelques mois d'affirmer qu'EN LUTTE! est... révisionniste, car ce Groupe ne reconnaît pas que la nation québécoise est une "réserve" de la révolution, puisque Staline l'a dit et que le mot d'ordre de Lénine, *"Prolétaires de tous les pays, peuples et nations opprimés, unissez-vous!"*, le "démontre" (c'est bien le mot — **démontrer** — qu'emploie la Ligue) (28). Munie d'une aussi solide argumentation, la Ligue se considère parfaitement justifiée de donner libre cours à son nationalisme.

Que nous disait la Ligue l'an dernier alors que le PQ adoptait la Loi 101 qui bafouait les droits linguistiques du prolétariat anglophone et immigrant? Elle critiquait le PQ pour n'avoir pas été assez nationaliste et n'avoir pas instauré *"un système d'éducation unique, francophone et laique... Ce qui veut dire que tous les Canadiens anglais et tous les immigrants devraient aller à l'école française." (29)*

"Le PQ n'est pas assez nationaliste", il n'est pas assez "revanchard"; la Ligue allait par la suite répéter ce refrain régulièrement dans les pages de **La Forge**, accusant elle aussi le PQ d'avoir trahi la nation.

Pas plus que les trotskystes et cie ne sont justifiés de citer à tort et à travers les propos de Marx et de Lénine sur l'Irlande pour donner du poids à leur salade nationaliste, pas plus la Ligue ne l'est de détacher une expression de Staline de son contexte et de la brandir en lieu et place d'une position politique fondée sur l'analyse concrète de la situation.

Il est dangereux, au niveau des principes, de s'appuyer sur des bouts de phrase. Car, pour aller à l'essentiel, quand Staline parle de la question nationale, même quand il s'agit de l'URSS, il parle de situations où la révolution démocratique bourgeoise n'a pas été menée à terme, de situations donc où la paysannerie et d'autres couches non prolétariennes peuvent jouer un rôle majeur dans la transformation des rapports sociaux. Bien plus, l'affirmation qu'à l'époque de l'impérialisme les nations opprimées constituent une "réserve de la révolution", doit d'abord être considérée au plan international. Cela signifie qu'à notre époque, les nations qui se libèrent peuvent, ce faisant, affaiblir l'impérialisme, même si leur libération ne conduit pas directement et immédiatement à l'instauration du pouvoir de la classe ouvrière.

Qu'est-ce que cela peut bien signifier appliqué à la nation québécoise? Avant de se laisser aller à son schématisme doctrinaire, la Ligue ferait bien de considérer la situation concrète des rapports de classes au sein de la nation québécoise. Tenant compte du fait qu'au Québec la **grande majorité** des francophones appartiennent à la classe ouvrière et que leur intérêt immédiat, c'est la révolution prolétarienne,

on est en droit de se demander qui, au Québec, compose cette "réserve" de la révolution prolétarienne, révolution dans laquelle doivent s'engager directement, et non comme "réservistes", les prolétaires du Québec, en se dégageant totalement de la direction nationaliste que de nombreux syndicalistes, des trotskystes, des péquistes et divers nationalistes essaient d'imposer à leur lutte?

La question est posée. A la Ligue de répondre: qui sont ces Québécois qui formeraient une si importante "réserve" de la révolution prolétarienne au Canada?

Suivant la très savante revue **Octobre**, cette "réserve" de la révolution prolétarienne au Canada, c'est le *"peuple opprimé"* du Québec à l'exclusion de la bourgeoisie (30). Fort bien. Mais si, encore une fois, on considère qu'au Québec le "peuple" c'est principalement le prolétariat du Québec, on voit que l'immense réserve nationale québécoise se rétrécit comme une "peau de chagrin". Voilà où mène l'utilisation abusive d'expressions rapaillées au gré des lectures mal digérées par des gens qui se prétendent marxistes-léninistes, mais sont en fait des nationalistes désireux de se camoufler sous un langage à la mode.

Le nationalisme de la Ligue apparaît encore plus clairement dans le même article d'**Octobre** quand elle accuse EN LUTTE! de *"piétiner le concept léniniste qui affirme qu'il s'agit d'abord de combattre l'oppression et les inégalités, pour arriver, à travers une longue période historique de plein épanouissement des nations, à leur fusion éventuelle dans une société communiste." (31)*

On se demande ce que la Ligue peut bien avoir à reprocher au programme d'EN LUTTE! qui préconise "l'égalité absolue des langues et nations" au Canada, et qui dénonce la discrimination nationale. Faut-il comprendre que l'égalité des langues et des nations au sein du Canada ne satisferait pas aux exigences du "plein épanouissement" de la nation québécoise, suivant la conception que s'en fait la Ligue? Si c'est le cas, la Ligue pourrait-elle nous dire quelles sont les exigences de ce "plein épanouissement" des nations, non pas comme principe général, mais appliqué à la situation spécifique de la nation québécoise en 1978? Les réponses à cette question ne sont pas très nombreuses: ou bien c'est, comme l'avance EN LUTTE!, l'égalité des nations au sein d'un même Etat canadien, ou bien c'est l'indépendance de la nation québécoise, c'est la séparation et la constitution de deux Etats nationaux où, de toutes façons, la question nationale ne serait pas réglée, puisque continueraient d'exister les minorités francophones et autochtones au Canada anglais et les minorités anglophones et autochtones au Québec.

Il faut le redire: les positions de la Ligue, quand on les étudie de près, se révèlent n'être jamais rien d'autres que des collages de phrases tirées des classiques du marxisme-léninisme et de **Pékin Information**. Et, dans chaque cas, ces positions se révèlent impuissantes à rendre compte de la réalité canadienne et à fournir une orientation juste aux tâches de la révolution. Dans le cas de la question du Québec, les collages de la Ligue s'avèrent un camouflage malhabile de son nationalisme persistant qui la pousse à des sympathies plus que douteuses pour le "plein épanouissement" de la nation québécoise, un "plein épanouissement" que ne permettrait pas d'atteindre l'égalité absolue des langues et des nations à l'échelle du pays, un "plein épanouissement" qui pourrait donc bien exiger... la séparation du Québec, et qui permet déjà de dire que la Loi 101, par exemple, n'est pas assez nationaliste!

Le lecteur aura compris que, derrière des propos différents, on retrouve chez Henri Gagnon, au GSTQ, au PCQ et à la Ligue, la même nostalgie de la révolution bourgeoise "inachevée" ou de la nation non pleinement "épanouie", une nostalgie qui réveille les sentiments républicains des Patriotes de 1837-38, une nostalgie qui appelle, comme il se doit, au retour en arrière, bref à la réaction. Le "plein épanouissement" de la nation québécoise par le moyen d'une révolution démocratique "achevée" et conduisant à la "République libre du Québec", était une voie révolutionnaire en 1837-38, cela est indéniable. Mais nous sommes en 1978: un siècle et demi a passé...

Tout comme le GSTQ, la Ligue dénonce le PQ sur le terrain du nationalisme et de la démocratie bourgeoise. Selon eux, le PQ serait inconséquent et trahirait les droits nationaux; ils sèment ainsi l'illusion sur les véritables intérêts de classe que défend le PQ. Evitant de montrer qu'au contraire, sa politique est très conséquente si on ne considère pas la nation dans l'abstrait, mais si on analyse les intérêts de classe que le PQ représente, malgré toutes ses déclarations sur "l'identité nationale". Tout comme le GSTQ, la Ligue se limite à critiquer le PQ sur le terrain de la démocratie bourgeoise et du nationalisme, le PQ est inconséquent ou pas assez nationaliste. Ses critiques au PQ ne visent en fait, là aussi, qu'à lui ravir la direction du mouvement national au profit d'un nationalisme plus radical.

La politique du prolétariat ne peut en aucune façon être celle du ralliement au mouvement national, ni celle de "l'impulsion révolutionnaire" du mouvement national. Sa tâche n'est pas non plus de détourner les masses populaires trompées par les nationalistes pour leur offrir un nouveau programme bourgeois, mais cette fois habillé de rouge.

La tâche des communistes est de travailler à rallier au prolétariat et à son programme les couches du peuple aujourd'hui sous la domination du mouvement nationaliste et donc de la bourgeoisie. L'oppression nationale a en effet pour résultat d'éveiller de larges couches du peuple québécois à la vie politique. Cet éveil est encore largement récupéré par la bourgeoisie. Plutôt que d'attiser dans ces couches le "sentiment national", le prolétariat doit au contraire les amener à rompre totalement avec le nationalisme et les rallier à son programme révolutionnaire, et non démocrate bourgeois, qui inclut les revendications propres au prolétariat sur la question nationale. Ce programme stipule la *"reconnaissance de droit et de fait des droits nationaux de la nation québécoise, y compris le droit de sécession, et des autres minorités nationales, inuit, amérindienne et francophone; abolition de toutes formes de discrimination pour toutes les minorités et pour les immigrés;"* (Projet de programme d'EN LUTTE!, p. 27).

Envisageant la question nationale du point de vue de ses propres intérêts, du point de vue de la révolution prolétarienne, le prolétariat défendra fermement les droits nationaux du Québec et des minorités nationales, non pas en "démocrate", mais parce qu'il sait que c'est là que réside la garantie de l'unité indéfectible du prolétariat de toutes les nations et minorités nationales contre le Capital.

Le prolétariat ne tente pas de rallier la nation à son projet de classe comme le propose la Ligue. Car il sait fort bien que la bourgeoisie tentera toujours de résoudre la question nationale en fonction de ses propres intérêts de classe exploiteuse. La tâche du prolétariat est au contraire de rompre totalement avec le mouvement nationaliste dans son ensemble et d'en détacher les larges couches populaires qui sont encore sous sa domination et qui sont trompées par celui-ci. La tâche du prolétariat révolutionnaire est de démontrer à ces couches que la seule solution à l'oppression nationale en général (celle

de la nation québécoise et de toutes les minorités nationales), et à l'oppression nationale du Québec en particulier, réside dans l'unité révolutionnaire des prolétaires des deux nations contre leur ennemi commun, la bourgeoisie canadienne et son Etat qui maintiennent et perpétuent l'oppression nationale depuis plus de 100 ans dans notre pays. Et cela inclut la fraction québécoise de la bourgeoisie canadienne pour qui les droits nationaux ne sont qu'objet de marchandage. Pour cela, il faut arrêter de voir la solution à l'oppression nationale sur le seul terrain des droits démocratiques de la nation et du "démocratisme" bourgeois et voir que l'élimination de l'oppression nationale, dans les conditions concrètes de notre pays, passe par la révolution prolétarienne au Canada. C'est dans cette lutte que doit s'engager dès aujourd'hui le prolétariat québécois et il doit y rallier ses "alliés potentiels" que constituent *"les forces populaires engagées dans la lutte contre l'oppression nationale"*, comme l'affirme le Projet de programme d'EN LUTTE!

Le point de vue du prolétariat et celui de la bourgeoisie

La nation fut la porte d'entrée de la bourgeoisie dans l'histoire et c'est aussi sa dernière bouée de sauvetage. Le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie a en effet résidé historiquement dans sa capacité de libérer, sur une large échelle, les nations autrefois emprisonnées dans les chaînes du féodalisme. Ce vaste mouvement national renversant les vieux rapports de production, a joué un grand rôle historique. Il a permis de développer à un niveau encore inégalé les forces productives, éveillant aussi les peuples à une vie politique nouvelle, aux grands idéaux de la démocratie et de la liberté. Mais cela devait être de courte durée. Arrivé à maturité, parvenu au stade de l'impérialisme, le capitalisme devait se transformer en son contraire et devenir une vaste prison des nations, retenant dans ses chaînes les colonies et les néocolonies et opprimant en son propre sein des nations comme le Québec.

Où est donc aujourd'hui la bouée de sauvetage de la bourgeoisie, sinon dans le nationalisme et la glorification des "intérêts supérieurs de la nation" au-dessus des classes. C'est ainsi que tous les bourgeois et leurs théoriciens s'accrochent à leur bouée par peur de quitter la scène de l'histoire trop rapidement. C'est ainsi qu'on tente de nous faire croire que les nations ont toujours existé et qu'elles existeront tant que le monde sera monde.

Quel est donc cet objet rare qui existerait jusqu'à la fin des temps, sans subir le mouvement irréversible de l'histoire? Ne cherchez pas, c'est une vaste supercherie! Mais une supercherie qui a l'air de plaire grandement à tous nos sociaux-nationalistes. Cette bouée de sauvetage, ils s'y sont accrochés fermement, lorsqu'EN LUTTE! a eu l'audace de leur dire que les nations étaient nées avec le capitalisme et qu'elles tendraient inévitablement à disparaître avec lui. Nous écrivions en juillet 1977:

> *"Et si alors, le mouvement de l'histoire en venait à assimiler l'une ou l'autre nation, l'une ou l'autre minorité nationale, cela ne correspondrait nullement à une oppression nationale mais bien à la tendance objective du développement économique à dissoudre les frontières nationales (...)" (32)*

Quel ne fut pas alors le tollé général que devait soulever, chez tous les défenseurs de "l'identité nationale", cette toute petite phrase.

Ce fut Henri Gagnon qui nous accusa *"d'assimilationnisme"* et d'inviter *"les Québécois à se faire harakiri". (33)*

Ce fut ensuite le rédacteur de la revue **Octobre**, si attaché aux principes, qui devait s'insurger et proclamer qu'EN LUTTE! adopte une *"position chauvine"*, *"une vieille thèse trotskyste"* et pire, *"piétine"* les concepts marxistes-léninistes. (34)

Tant de brouhaha pour une si petite phrase! Nous avions tout simplement osé toucher à la sacro-sainte Nation. Malheur à ceux qui osent prétendre que les nations ne sont pas immortelles et surtout l'écrire dans leur journal, car ils se verront rejetés dans les flammes de l'enfer!

Tout ce brouhaha a tout de même un bon côté. Il aura permis à ceux qui suivent de près le mouvement marxiste-léniniste de faire le partage par eux-mêmes entre les défenseurs effrénés de la nation et ceux qui se soucient de dire la vérité aux peuples. Et la vérité est du côté du marxisme-léninisme, du côté de ceux qui, plutôt que de flirter avec le nationalisme, sont en mesure de dire clairement aux masses qu'à une époque où tout privilège national aura été aboli, sous le socialisme et le communisme, les nations auront inévitablement tendance à disparaître et à fusionner.

Cela, les philistins bourgeois ne l'auront pas compris, mais n'importe quel ouvrier, n'importe quel travailleur immigrant comprendra que, lorsque les privilèges nationaux et toute politique d'assimilation d'une nationalité par une autre auront été abolis, c'est la vie elle-même qui amènera les ouvriers à apprendre la langue et les coutumes de leurs frères de classe des autres nations.

Car la classe ouvrière sait plus que toute autre que la nation n'est pas au-dessus des classes. Elle sait plus que toute autre, qu'au Québec il y a deux "nations", celle de l'aristocrate Parizeau et celle des ouvriers. Elle sait aussi qu'il y a deux points de vue face à la question nationale.

Devant les ouvriers et les masses populaires du Québec, se présentent aujourd'hui deux solutions à la question nationale. Celle de la bourgeoisie et celle du prolétariat. A ces deux solutions on pourrait même en ajouter une troisième, celle de la petite bourgeoisie radicale, mais qui n'est en fait qu'une autre solution bourgeoise. La bourgeoisie propose au peuple de régler l'oppression nationale au profit de ses propres intérêts de classe. Au Québec, ce projet est défendu par la fraction nationaliste de la bourgeoisie québécoise qui vise à se constituer en bourgeoisie nationale et à utiliser l'Etat pour se développer en tant que bourgeoisie impérialiste.

Or, il n'est pas de bourgeoisie qui puisse consolider sa puissance autrement qu'en accentuant l'exploitation du prolétariat. Cela est d'autant plus vrai pour une bourgeoisie faible comme la bourgeoisie québécoise qui devra s'appuyer plus que toute autre sur l'exploitation effrénée et la répression pour faire face aux autres bourgeoisies dont la puissance économique et politique est de loin supérieure. C'est cela que signifie la solution de la bourgeoisie à la question nationale québécoise.

La bourgeoisie au Québec a prouvé, depuis Honoré

Mercier, depuis Duplessis et maintenant René Lévesque, qu'elle n'était pas en mesure de régler la question nationale et de mettre fin à l'oppression nationale du Québec.

La question concrète qui se pose aux bourgeois du Québec, c'est de savoir s'il est plus profitable de fermer le Québec sur son marché de 6 millions d'habitants et de s'aliéner le capital canadien et américain, ou bien s'il est suffisant tout simplement d'obtenir plus de pouvoir dans le cadre du marché canadien de 22 millions d'habitants et de continuer de profiter de l'alliance avec les USA. Il est évident que le PQ a choisi la deuxième voie, tout comme l'avait fait Duplessis avant lui. A tel point que le ministre Laurin parle aujourd'hui non plus d'un référendum sur l'indépendance, mais sur la souveraineté fiscale. On aura reconnu là la vieille thèse de Duplessis sur le rapatriement des impôts, c'est lui d'ailleurs qui devait créer l'impôt provincial dans les années 50.

La solution petite-bourgeoise ne se distingue pas en pratique de la solution bourgeoise. On a vu plus haut comment en fin de compte, Henri Gagnon en arrivait à préconiser l'appui au PQ; comment, poussé au pied du mur, le GSTQ ne fait pas du socialisme une condition de son appui à l'indépendance. La petite bourgeoisie nationaliste n'a pas d'avenir politique propre au Québec — elle n'a plus qu'un passé — pour la raison qu'au Québec, il n'y a que deux classes capables d'exercer le pouvoir; c'est la bourgeoisie, d'une part, pour un certain temps encore, et le prolétariat, d'autre part. Ceux qui pensent arriver au gouvernement et ne pas servir l'impérialisme sans pour autant le renverser, avec l'intention de pratiquer une politique de progrès, favorable aux travailleurs, ne peuvent s'attendre à un autre sort que celui d'Allende au Chili... à moins bien sûr de se plier aux diktats du Capital.

Dans une société comme la nôtre, la polarisation des intérêts de classes a atteint un point tel que toute solution mitoyenne ou transitoire entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, est impossible. Ceux qui s'accrochent au vieux rêve de la république libre du Québec débarrassée de l'impérialisme, comme Vallières, sont de dangereux illusionnistes dont l'action ne peut avoir qu'un effet: retarder la constitution du camp de la révolution prolétarienne au pays et, par le fait même, repousser à plus tard la solution réelle à l'oppression nationale au Québec.

Est-ce à dire que le prolétariat n'a pas à se préoccuper de la question nationale et qu'il s'agirait d'attendre le grand soir de la révolution. Est-ce à dire que les communistes se réfugient dans *"l'attente de la révolution socialiste" (35)* comme nous en accuse le GSTQ dans sa brochure et qui nous presse de *"donner le contenu concret de l'exercice de ce droit"* à l'autodétermination. (36)

Bien au contraire, ce qui nous importe justement, c'est que ce contenu concret des revendications du prolétariat ne se limite pas au seul terrain de la démocratie bourgeoise et des droits démocratiques.

> *"A l'opposé des démocrates petits-bourgeois, Marx voyait dans toutes les revendications démocratiques sans exception non pas un absolu, mais l'expression historique de la lutte des masses populaires, dirigées par la bourgeoisie, contre le régime féodal. Il n'est pas une seule de ces revendications qui, dans certaines circonstances, ne puissent servir et n'aient servi à la bourgeoisie pour tromper les ouvriers. Il est radicalement faux, du point de vue théorique, de monter en épingle, à cet égard, l'une des revendications de la démocratie politique, à savoir le droit des nations à disposer d'elles-mêmes, et de l'opposer à toutes les autres. Dans la pratique, le prolétariat ne peut conserver son indépendance qu'en subordonnant sa lutte pour toutes les revendications démocratiques sans excepter la république, à sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la bourgeoisie." (37)*

Or, pour définir la position précise du prolétariat, il ne faut pas se contenter d'en appeler au "contenu concret" des revendications démocratiques, il faut d'abord subordonner toutes ces revendications aux intérêts fondamentaux du prolétariat, à ses objectifs révolutionnaires. C'est en partant de ce point de vue et en le soumettant à l'analyse de la réalité concrète de notre pays que les marxistes-léninistes éviteront de lutter contre la bourgeoisie sur le seul terrain de la démocratie bourgeoise.

L'intérêt fondamental du prolétariat

Les nationalistes disent: la nation québécoise est opprimée, privée de ses droits et, en particulier, de celui de s'autodéterminer. Cela est indéniable. Conclusion? La nation, et elle seule, doit choisir son avenir; et le meilleur choix, c'est l'indépendance ou encore la souveraineté-association, car alors la nation sera maîtresse d'elle-même, de son avenir; elle disposera d'un Etat à elle capable de veiller à ses intérêts sans ingérence extérieure. Bref, votez pour le PQ et dites oui au référendum qu'il va tenir; la nation sera ainsi entre bonnes mains.

Les nationalistes de "gauche", eux, qui lisent plus de livres, souvent par profession — plusieurs d'entre eux étant des "manipulateurs de symboles"! — ont une pensée plus "riche" et plus "complexe". Cependant, réduite à l'essentiel, elle n'est pas tellement différente de celle de leurs frères nationalistes "tout court". Eux aussi partent de l'affirmation que le Québec est une nation opprimée, privée de ses droits et qui doit pouvoir décider seule de son avenir. Cet avenir, comme pour toute nation quand ce n'est pas pour toute colonie, c'est l'indépendance qui seule permet "l'achèvement" de la révolution démocratique ou encore le "plein épanouissement" de la nation. Conclusion? Les droits démocratiques sont des droits que même le prolétariat doit défendre. Les travailleurs québécois ont aussi intérêt à la réalisation des droits nationaux. Donc, ils doivent prendre la direction de la lutte nationale des mains de la bourgeoisie qui est en train de la trahir; pour certains, comme le GSTQ, ils doivent agir ainsi pour accomplir l'indépendance du Québec et briser ainsi la prison des nations qu'est le fédéralisme canadien qui ne repose même pas sur une constitution indépendante. Pour d'autres, comme la Ligue communiste (de nom à tout le moins), la classe ouvrière doit diriger la lutte nationale afin de faire enfin du Québec une "terre d'épanouissement" national, une terre exclusivement française où il n'y aura que des écoles françaises, pour ces immigrés rebelles à la culture de la nation. (La Ligue n'a pas dit à ce jour qu'il faudrait faire au Québec comme en Israël, c'est-à-dire assurer une grande pureté nationale, au prix même de certains déplacements de population, mais sa logique du "plein épanouissement" de la nation et de l'assimilation forcée des immigrants non francophones appartient à la même logique ultra-nationaliste et chauvine, tout à fait rebelle au mélange des langues. Elle devrait lire Staline avec plus de soin sur la question nationale: elle y trouverait peut-être autre chose que le mot de "réserve"...)

* * *

Ce n'est pas ainsi que se pose le problème pour le prolétariat. Pour celui-ci, et pour les communistes qui défendent ses intérêts, le Canada entier se présente comme

une société capitaliste où le socialisme représente la seule voie d'avenir face aux multiples contradictions que les masses travailleuses ont à vivre. La question qui se pose alors, c'est celle de la voie pour parvenir au socialisme. L'expérience du mouvement ouvrier est là-dessus concluante. Dans toute société capitaliste, le socialisme passe par une seule voie, celle de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Le prolétariat canadien doit donc s'unir et s'organiser pour réunir les forces capables d'affronter la bourgeoisie sur tous les terrains, lui forcer la main le plus souvent, et pour finalement la renverser du pouvoir.

Voilà l'intérêt fondamental du prolétariat canadien et québécois, tout comme des masses laborieuses des deux nations et des minorités nationales, des femmes, des immigrés, etc. Mais justement, énumérer ainsi diverses couches ou sections des masses laborieuses, n'est-ce pas reconnaître que le prolétariat est effectivement divisé? En effet, plusieurs facteurs, soigneusement cultivés par la bourgeoisie, divisent la classe ouvrière du pays, à commencer par le fait qu'une section importante de celle-ci appartient à une nation opprimée.

Mais, est-ce là une raison pour le prolétariat de consacrer cette division et toutes les autres et d'affaiblir par le fait même ses capacités de lutte, ses possibilités de victoire?

Le prolétariat du Canada, en raison de l'histoire particulière de notre pays, est divisé entre deux nations et des minorités nationales. Le prolétariat ne refera pas l'histoire, pas plus que la petite bourgeoisie; il doit plutôt transformer la réalité présente dans le sens de ses intérêts de classe, dans le sens de la révolution prolétarienne. Pour cela, il n'ira certainement pas confier son sort à une section ou à une autre de la bourgeoisie, son ennemi juré. Non, il résoudra lui-même la question nationale du Québec comme des minorités dans la perspective d'avancer dans la voie de la révolution.

Mais comment? Après la révolution socialiste? Pas du tout. Dans la poursuite de son unité indéfectible, condition de sa victoire, le prolétariat adoptera la seule position conséquente sur cette question, quand sont éliminées les rivalités capitalistes qui divisent les nations depuis toujours, c'est-à-dire la position qui affirme l'égalité absolue des langues et des nations. Il s'opposera farouchement dès maintenant à toutes les formes de discrimination exercées par quiconque, y inclus les dirigeants syndicaux réactionnaires, sur la base de la langue ou de la nationalité; il luttera pour que les travailleurs des deux nations et des minorités nationales puissent travailler dans leur langue, pour qu'ils aient des écoles dans leur langue, pour qu'ils reçoivent des salaires égaux pour un travail égal et aient le même accès aux différents types d'emploi.

En outre, le prolétariat anglophone, tirant toutes les conclusions pratiques du principe de l'égalité absolue des nations, grandes ou petites, riches ou pauvres, luttera pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination de la nation québécoise en s'opposant fermement à toutes tentatives de la bourgeoisie canadienne et de la réaction d'y faire échec.

C'est ainsi, et pas autrement, que le prolétariat de tout le pays bâtira son unité, c'est ainsi qu'il s'unira contre son ennemi commun et non pas avec son ennemi contre ses frères de classe; c'est ainsi qu'il bâtira ses forces, qu'il affaiblira en même temps son ennemi; c'est ainsi qu'il se rapprochera du jour de la victoire de la révolution prolétarienne sur les forces de la réaction.

C'est ainsi que le prolétariat canadien fera la preuve concrète du caractère réactionnaire du nationalisme, y compris du nationalisme de "gauche".

(1) **Henri Gagnon,** *La Confédération y'a rien là,* **Editions Parti Pris, Montréal, 1977, p.1**
(2) **GSTQ,** *La question nationale et la révolution prolétarienne au Canada: définition des mots d'ordre du GSTQ au Québec dans la lutte pour la destruction de l'Etat fédéral,* **Presses socialistes internationales, Montréal, 1978**
(3) **Henri Gagnon, ouv. cité, p. 46**
(4) **Henri Gagnon, ouv. cité, p. 242**
(5) **GSTQ, ouv. cité, p. 57**
(6) **Stanley-Bréhaut Ryerson,** *Le capitalisme et la Confédération,* **Editions Parti Pris, Montréal, pp. 105-106**
(7) **GSTQ, ouv. cité, pp. 18-17**
(8) **Lénine,** *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique,* **Editions en langues étrangères, Pékin, 1970, p. 94**
(9) **Idem, p. 94**
(10) **Lénine,** *Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* **Oeuvres choisies, Editions du Progrès, Moscou, 1971, p. 621**
(11) **Idem, p. 621**
(12) **Idem, p. 625**
(13) **Henri Gagnon, ouv. cité, p. 58**
(14) **Samuel Walsh,** *Quelques questions tactiques soulevées par la victoire du Parti québécois,* **dans Pour l'autodétermination du Québec, plaidoyer marxiste, Editions Nouvelle Frontière, Montréal, 1978, p. 62**
(15) **Jorge Niosi,** *La nouvelle bourgeoisie canadienne-française,* **dans Les cahiers du socialisme, no 1, mai 1978, p. 34**
(16) **Henri Gagnon, ouv. cité, p. 58**
(17) **Samuel Walsh, ouv. cité, p. 82**
(18) **Jorge Niosi, ouv. cité, p. 37**
(19) **Déclaration du député Gilbert Paquette à Sorel en mai 1978, lors d'un débat sur la question nationale.**
(20) **Henri Gagnon, ouv. cité, p. 17**
(21) **Idem, pp. 220-221**
(22) **Idem, p. 59**
(23) **GSTQ, ouv. cité, p.7**
(24) **Idem, p. 7**
(25) **Idem, p. 58**
(26) **Idem, p. 34**
(27) **Idem, p. 21**
(28) **LC(m.-l.)C,** *Résolutions sur la question nationale québécoise,* **dans Octobre no 2-3, 1978, p. 72**
(29) **Aube Rouge, vol. 1, no 2, p. 5**
(30) **LC(m.-l.)C,** *Résolutions...* **ouv. cité, p. 74**
(31) **Idem, p. 102**
(32) *EN LUTTE!* **, 26 mai 1977, no 89 (vol. 4 no 21), p. 7**
(33) **Henri Gagnon, ouv. cité, p. 204**
(34) **LC(m.-l.)C,** *Résolutions...* **ouv. cité, p. 204**
(35) **GSTQ, ouv. cité, p. 30**
(38) **Idem, p. 25**
(37) **Lénine,** *La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* **Oeuvres complètes, Editions du Progrès, Moscou, 1973, tome 22, p. 162**

Les nouvelles couches du prolétariat canadien

Le prolétariat suit inévitablement le mouvement du capital, et la croissance du capitalisme entraîne au Canada la prolétarisation de couches de plus en plus larges de la population. Ce processus de prolétarisation, caractéristique de toutes les sociétés capitalistes, a donné naissance dans notre pays à de nouvelles couches du prolétariat dans les secteurs de la Fonction publique, des banques et du commerce. Malgré la prolétarisation récente de ces nouvelles couches, malgré le fait qu'elles portent encore dans certains cas les traces de leurs origines petites-bourgeoises, il importe de montrer l'unité fondamentale d'intérêts qui les unit à l'ensemble du prolétariat canadien dont elles constituent une partie intégrante. C'est ainsi que plus de 100 ans de développement du capitalisme au Canada ont fait du prolétariat canadien, non seulement la force dirigeante de la révolution prolétarienne, mais aussi sa force principale constituant la majorité écrasante de la population canadienne.

La lutte du prolétariat dans tous les pays a toujours exigé la plus grande unité à l'intérieur de ses propres rangs. Au Canada, la réalisation de cette tâche se heurte à divers obstacles, dont notamment la complexité croissante de sa composition elle-même. Dans cet article, nous nous proposons de démontrer de façon concrète que le prolétariat canadien, loin d'être une classe figée dans le stéréotype de l'ouvrier d'usine, se trouve en fait à être une réalité diversifiée et en mouvement.

Cette situation objective présente des dangers évidents. D'une part, le prolétariat ne pouvant être réduit à l'ensemble de ceux qui exécutent un travail manuel en usine, la porte peut facilement s'ouvrir — et le révisionnisme y contribue activement — au point de laisser entrer dans ses rangs des couches petites-bourgeoises. Cette dissolution du prolétariat dans le vaste groupe des "travailleurs salariés" conduit inévitablement à la négation de son rôle dirigeant.

D'autre part, la complexité du prolétariat sert de prétexte rêvé pour toutes les manoeuvres de division de la bourgeoisie canadienne. Dans l'histoire, on a vu cette dernière utiliser le prolétariat du secteur privé contre celui du secteur public pour justifier des baisses de salaires: le prolétariat en chômage contre celui qui est encore "en-dedans", les employés de bureau contre les ouvriers de la production, etc.

Pour contrer ces attaques, il importe au plus haut point d'établir l'unité de classe fondamentale de toutes les couches du prolétariat canadien. Le prolétariat canadien lui-même doit être en mesure d'identifier avec précision ses forces, au-delà de toutes les contradictions secondaires qui existent en son sein, de telle manière que toute tentative de division se heurte à une unité de classe indestructible.

L'article sur le prolétariat, paru dans le précédent numéro de la revue UNITÉ PROLÉTARIENNE nous fournit la base théorique sur laquelle nous allons nous appuyer pour examiner les questions particulières que nous abordons ici. Nous y avons démontré, en effet, que le prolétariat suit inévitablement le mouvement du capital et donc que la croissance du capitalisme entraîne nécessairement celle du prolétariat. En pratique, le capital, à l'origine surtout limité au secteur industriel, a pénétré peu à peu dans tous les secteurs de l'activité économique, dans le commerce, dans les services, et a par conséquent donné naissance à de nouvelles couches du prolétariat dans ces secteurs.

Le prolétariat prend ainsi des formes multiples, mais ses caractéristiques fondamentales n'en sont pas le moins du monde altérées. Le Capital n'a pu grandir qu'en ruinant une partie de plus en plus large des petits propriétaires et en privant la majorité de la population de tout moyen de production. Forcés de se présenter sur le marché du travail pour y vendre leur force de travail, ces gens furent soumis à la dure loi de l'exploitation capitaliste. Leur subsistance ne fut plus assurée que par un salaire, qui ne représentait qu'une partie seulement de la richesse qu'ils créaient ou contribuaient à réaliser au profit de la classe capitaliste. Ils furent transformés en purs exécutants, rouages de la machine, victimes d'une exploitation qu'ils ne contribuaient en aucune façon à organiser.

Ce processus de prolétarisation suit un cours inégal. Tout à fait achevé ici, il porte encore des séquelles du passé petit-bourgeois ailleurs. La situation est particulièrement litigieuse dans le cas des couches nouvellement prolétarisées, notamment celles de la Fonction publique. C'est pourquoi, dans le cadre limité de cet article, nous nous proposons d'accorder une attention particulière à cette question des "nouvelles couches". Ce qui signifie par contre que d'autres caractéristiques fondamentales du prolétariat, ayant un impact majeur sur son unité, notamment son caractère multinational et l'existence en son sein d'une aristocratie ouvrière, ne seront pas abordées, mais le seront dans un prochain numéro.

Le prolétariat canadien, force principale de la révolution

L'article du numéro 12 d'UNITÉ PROLÉTARIENNE auquel nous avons fait référence se terminait par un tableau statistique des classes sociales au Canada en 1971. Nous le reprenons ici de façon plus détaillée et nous le commenterons ensuite à la lumière de l'histoire.

TABLEAU 1
Classes sociales au Canada 1971
(selon la population active)

Bourgeoisie	
Directeurs généraux	41,400
Juges, magistrats, corps législatif, officiers de l'armée	4,400
Hauts fonctionnaires	14,400
Administrateurs et directeurs	141,000
sous-total	201,200 (2.5%)
Petite-bourgeoisie	
Professions reliées à la direction et à l'administration (comptables, vérificateurs, agents du personnel...)	188,000
Professions scientifiques (chimistes, ingénieurs, physiciens, agronomes, biologistes, mathématiciens,actuaires, analystes de systèmes...)	157,000
Professions en sciences sociales (économistes, sociologues, psychologues...)	17,000
Professions "libérales" (avocats, notaires, religieux, médecins, pharmaciens, dentistes...)	103,000
Infirmières diplomées (sauf surveillantes)	95,000
Professeurs	350,000
Divers (travailleurs sociaux, artistes, sportifs...)	136,000
Chefs des ventes, représentants de commerce, agents d'assurance agents immobiliers, courtiers, agents en publicité...	280,000
Surveillants et contremaîtres (bureaux, soins infirmiers, mines, forêt, industrie...)	527,000
sous-total	1,853,000 (23%)
Petite bourgeoisie (petits propriétaires)	
Cultivateurs et éleveurs	234,00
Petits propriétaires de commerce et de services	180,000
Pêcheurs, chasseurs	24,000
Camionneurs-artisans, taxis	50,000
sous-total	488,000 (6%)
sous-total toute la petite bourgeoisie	2,341,000 (29%)
Armée, police	183,000 (2.3%)
Prolétariat	
A)Industriel	
bûcherons	60,000
Mineurs	50,000
Usinage, fabrication...	1,371,000
Transports et communications	474,000
Construction, pavage	477,000
sous-total	2,432,00 (31%)
B) Non-industriel	
Bureaux (sténos-dactylos, commis, opérateurs de machines de bureaux...)	1,283,000
Commis-vendeurs et travailleurs assimilés	340,000
Infirmières-auxiliaires et aides-infirmières	98,000
Serveuses, barmen	140,000
Divers (chauffeurs-livreurs, travailleurs de l'alimentation, femmes de chambre, hommes d'entretien, manoeuvres...)	510,000
sous-total	2,371,00 (30%)
C)Agricoles	
Ouvriers agricoles	254,000 (3%)
sous-total tout le prolétariat	5,057,000 (64%)
Techniciens (sciences physiques, sciences de la vie, génie, radiologie, laboratoire médical, dessinateurs industriels	120,000 (1.5%)
Professions non-déclarées	737,000
Population active totale	8,639,200

Notes sur le tableau statistique des classes:

Ce tableau diffère légèrement du tableau présenté dans le numéro 12 de UNITÉ PROLÉTARIENNE, surtout par la précision supplémentaire qui a été apportée à certaines données à la suite de recherches subséquentes. Les principales modifications portent sur trois points.

D'abord, nous ne pouvons établir aussi clairement que le faisait le précédent tableau le nombre exact de propriétaires de grands moyens de production. En effet, Statistiques-Canada n'établit pas de distinctions entre celui qui dirige sa propre entreprise et celui qui dirige une entreprise qui ne lui appartient pas, tous deux étant indistinctement classés comme directeurs. Le lecteur devra donc tenir compte de ce fait dans la lecture du tableau: les propriétaires des moyens de production se retrouvent sous la rubrique Directeurs et administrateurs, en nombre pour le moment non-précisé.

La seconde remarque tient au total de la population active en 1971 qui n'est pas de 8,400,000, mais bien de 8,608,000 personnes. A cause de l'arrondissement des chiffres, ce tableau-ci présente une légère erreur de 0.3%. Ce qui est plus important, par contre, c'est l'augmentation du nombre de petits propriétaires, qui double en fait. Encore ici, il a fallu procéder à certaines estimations sur la base de diverses informations afin de départager correctement le petit propriétaire de commerce du chef de rayon de supermarché, que Statistiques-Canada ne distingue pas.

Enfin, nous avons mis les techniciens à part dans ce tableau dans la mesure où il n'est pas possible pour le moment de les répartir en quantités précises dans l'une ou l'autre classe. Cette catégorie sert en effet de fourre-tout et la notion de technicien recouvre des réalités de classe bien différentes. Retenons seulement pour l'instant qu'une partie de ces techniciens doit rejoindre les rangs du prolétariat, et une autre les rangs de la petite bourgeoisie.

En dehors de ces remarques, celles qui figuraient en note au bas du précédent tableau gardent toute leur valeur.

Les pourcentages sont basés sur le nombre de professions qui ont été DÉCLARÉES

Avant de s'engager plus avant dans l'analyse, il faut dire un mot de la méthode utilisée. Le tableau a été construit à partir des données du recensement de 1971 compilées par Statistiques-Canada. Il s'agit des dernières données complètes sur l'emploi au pays.

La première remarque qui s'impose sur le tableau des classes sociales, c'est qu'il ne tient compte que de la population active au Canada, soit celle qui avait un emploi en 1971. C'est donc dire qu'en sont exclus tous les sans-travail, chômeurs, ménagères, assistés sociaux, étudiants, vieillards, etc., qui comptent pour près de 2 millions de personnes au Canada. Or, nous savons très bien que l'exclusion du travail social touche au premier titre le prolétariat. Les bourgeois en chômage sont en effet plus rares que les ouvriers en chômage dans la société capitaliste. Or, ces couches exclues du marché du travail comptent en majorité des prolétaires dans leurs rangs, ce qui peut modifier considérablement les chiffres et les proportions concernant le prolétariat canadien. Contentons-nous pour l'instant de dire (nous aurons l'occasion de revenir ultérieurement sur la question des sans-travail dans un prochain numéro) que si ces couches étaient incluses dans notre tableau, cela aurait pour conséquence d'accroître considérablement l'importance du prolétariat canadien, portant ainsi sa proportion à près de 70% du total de la population canadienne.

Différents problèmes se posent aussi lorsque vient le temps de répartir la population active selon les différentes classes sociales. Manifestement, Statistiques-Canada n'adopte pas un point de vue de classe! Ainsi, les emplois sont regroupés selon la nature concrète du travail, et cela indépendamment des relations sociales à l'intérieur desquelles ils s'effectuent. Pour ne prendre qu'un exemple: les statistiques mettent tous les camionneurs dans le même sac. Pourtant, nous savons qu'il existe deux types de camionneurs: le prolétaire au service de Allied Van Lines, et le petit bourgeois, le camionneur-artisan, propriétaire du moyen de production qu'il utilise, son camion. Nous avons donc dû procéder dans des cas de ce genre à diverses estimations afin de répartir les emplois en question dans les différentes classes.

Une seconde difficulté surgit du fait que si les classes sont parfaitement définies du point de vue théorique, la réalité n'en est pas pour autant tranchée au couteau. La prolétarisation étant un processus continuel, il arrive que plusieurs fonctions sont en pleine transition sans appartenir clairement encore ni à l'une ni à l'autre classe. Nous avons néanmoins dû trancher de façon catégorique pour construire le dit tableau. Ces difficultés n'enlèvent toutefois rien au caractère fondamentalement juste de nos données sur les classes, mais oblige à les voir davantage dans leurs grandes lignes que dans la particularité de chaque détail.

Ce qui en ressort en tout premier lieu, c'est la division de la société en trois classes principales, le prolétariat, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie, chacune trouvant sa raison d'être et son unité par la place identique que ses membres occupent par rapport à la production sociale.

Le prolétariat se distingue tout de suite de l'ensemble par son grand nombre: 5 millions de personnes sur les 8 millions qui ont déclaré leur occupation. Il constitue de ce fait, et très nettement, la force principale de la révolution au Canada. Il se divise en trois secteurs principaux. Le prolétariat industriel, qui ne compte pas seulement les ouvriers d'usine, mais aussi ceux du transport, des mines, etc., forme exactement la moitié des effectifs du prolétariat. A lui seul, il est responsable de la quasi-totalité des nouvelles richesses produites dans la société et accaparées par la bourgeoisie. De là lui vient son caractère de noyau dur du prolétariat.

L'autre moitié représente le prolétariat non-industriel, celui qu'on retrouve dans les bureaux, les commerces, les banques et les services. Il ne crée pas de valeur nouvelle, mais par son travail non-payé il permet à diverses fractions de la bourgeoisie de réaliser la plus-value produite dans le secteur industriel. C'est un prolétariat plus jeune, moins expérimenté au niveau de la lutte contre la bourgeoisie, moins organisé, mais aussi, souvent surexploité.

Il existe enfin une troisième couche du prolétariat dont l'existence — et surtout l'importance — surprendront bien des citadins. Il s'agit du prolétariat agricole, dont le nombre est aujourd'hui à peu près égal à celui des paysans-propriétaires. Cette couche souffre des pires conditions de vie et de travail.

A l'opposé, la bourgeoisie, extrêmement minoritaire avec ses 3% de la population active, vit de l'exploitation du travail salarié. Elle ne se compose pas uniquement des propriétaires des moyens de production, mais de tous ceux dont la fonction à l'intérieur du système capitaliste est de diriger son processus d'accumulation, de répression et d'exploitation. Le ministre, le juge, le général partagent avec le directeur général de l'entreprise privée cette même fonction sociale.

Enfin, entre ces deux classes fondamentales, on retrouve la petite bourgeoisie dont la caractéristique essentielle est justement d'être coincée entre les deux premières. Victimes de la bourgeoisie d'un côté, les petits bourgeois restent par ailleurs maîtres, dans diverses proportions, de leur propre travail. Cette classe se divise principalement en deux: d'une part, les petits propriétaires qui possèdent leurs moyens de production, tels les fermiers, et que le développement du capitalisme a depuis longtemps condamnés à la disparition; d'autre part, la petite bourgeoisie salariée formée de tous ces gens qui encadrent plus ou moins directement le prolétariat et qui jouent un rôle actif dans la reproduction du système capitaliste, contrairement au prolétaire qui d'ailleurs se trouve souvent directement sous leurs ordres. La petite bourgeoisie, en politique, oscillera donc continuellement entre l'espoir de prendre une place toujours plus importante au sein du capitalisme, et la crainte de tout perdre de ses privilèges. Elle sera ainsi amenée à se ranger, tantôt du bord de la bourgeoisie et à mettre ses espoirs dans le développement du capitalisme, tantôt du bord du prolétariat qui, lui, a tout à gagner du renversement de ce système d'esclavage salarié.

Cette analyse de classe marxiste-léniniste nous permet, comme on peut le voir, de situer avec une précision relative les différentes forces dans la société et de les situer par rapport à la révolution prolétarienne. Et au tout premier chef, elle nous permet d'identifier le prolétariat, la classe dirigeante de cette lutte, dans son rapport avec les autres classes. Peut-on en dire autant de l'analyse révisionniste qu'a faite le Parti communiste du Canada, des classes de la société canadienne? Pour que le lecteur puisse lui-même se faire une idée précise, nous reproduisons ici le tableau des classes au Canada selon le PCC, pour l'année 1971, fait à partir des mêmes sources d'information que les nôtres:

Tableau 2
Composition numérique de la main-d'oeuvre canadienne 1951-1971
(NDLR - Nous ne retenons ici que les données pour 1971)

Fermiers	**(234,000)**
Autres	**(278,000)**
Agriculteurs **(Total)**	**512,000**
Pêcheurs et trappeurs	**27,180**
Industrie forestière	**(67,120)**
Mines	**(59,160)**
Transport	**(337,455)**
Construction	**(568,565)**
Industrie secondaire (1)	**(1,707,330)**
Prolétariat industriel **(Total) (2)**	**2,739,630**
Gérants	**372,245**
Professionnels	**1,093,110**
enseignants	**(349,295)**
médecine et santé	**(326,555)**
sciences naturelles génie Mathématiques	**(234,130)**
Autres (3)	**(183,130)**
Employés	**3,012,660**
de bureaux	**(1,302,565)**
de commerce	**(828,295)**
des communications	**(89,255)**
des services	**(792,545)**
Secteur tertiaire **(Total) (4)**	**4,488,015**
Police, gardes de sécurité Forces armées	**185,875**
Non spécifiées et déclarées	**684,230**
Main-d'oeuvre totale	**8,626,940**

(1) Industrie de transformation et manufactures
(2) Industrie forestière, mines, transport, construction et industrie secondaire
(3) Sciences sociales, religion, culture et loisir
(4) Gérants, professionnels et employés

Source: Van Honten, ***Historical changes in Canada's class structure*****, 1891-1976 in Communist Viewpoint, vol 9, no 6, nov-déc 1977, p.39**

Maintenant, sur cette base, posons-nous la question suivante, centrale pour un authentique marxiste-léniniste: qui est le prolétariat canadien? S'il fallait uniquement se fier au tableau du PCC, on ne le saurait jamais.

Ou bien, pour le PCC, le prolétariat se réduit au prolétariat industriel, et on peut mesurer jusqu'à quel point une ligne révisionniste peut le diviser en l'amputant de la moitié de ses forces! Ou bien le prolétariat, c'est un peu tout le monde et il n'est pas nécessaire d'établir de distinctions très claires entre lui et la petite bourgeoisie.

En fait, le PCC, abandonnant là comme ailleurs le point de vue de classe, se soumet presqu'entièrement aux catégories bourgeoises sans signification de "primaire", "secondaire" et "tertiaire" pour diviser la population active. L'opportunisme du PCC réside justement en ceci, qu'après avoir identifié une partie du prolétariat, il laisse tout le reste dans l'ombre. Où est la bourgeoisie? Le lecteur devra supposer que c'est le groupe de "managers" en espérant qu'il n'y ait pas là trop de cadres intermédiaires petits-bourgeois. Qui sont ces employés et professionnels? Est-ce une seule et même classe ou bien deux classes, et alors lesquelles? Ce n'est plus un tableau des classes, c'est un jeu d'imagination. Si on l'examine plus à fond, en le comparant à celui que nous venons de produire, nous pouvons mieux saisir ce que recouvre réellement cet opportunisme.

Le PCC ne paraît pas inquiet de savoir qui sont ces "autres" qui forment la moitié du secteur de l'agriculture. Un détail, sans doute, puisqu'il s'agit des ouvriers agricoles, une partie intégrante du prolétariat canadien. Voilà le premier volet de l'histoire: la division du prolétariat. Le second le complète: le PCC introduit dans les rangs du prolétariat industriel les 330,000 contremaîtres qui y font régner la discipline du Capital. Il est déjà extrêmement significatif de constater le grand nombre de contremaîtres et surveillants dont la bourgeoisie a besoin pour assujettir la classe ouvrière. Cela donne la mesure de la contrainte qui s'exerce sur elle, quand on voit qu'il faut un surveillant immédiat pour dix prolétaires, que plus de 500,000 personnes au Canada sont là simplement pour la pousser dans le dos et jouer aux "petits boss". Ce sont ces gens que le PCC assimile à la classe ouvrière. Et voilà pourquoi les chiffres diffèrent!

Par ailleurs, le PCC gonfle les rangs de la petite bourgeoisie "scientifique" de façon artificielle: là où nous identifions un maximum de 154,000 professionnels de la santé, le PCC en compte le double.

Il y a là un mystère, mais un mystère vite résolu quand on s'apercoit que le PCC fait entrer dans cette catégorie les infirmières auxiliaires et les aide-infirmières qui comptent parmi les couches les plus défavorisées du prolétariat. Le même procédé se répète à propos des professionnels des sciences. Les ingénieurs et chimistes sont amalgamés avec les simples techniciens qui sont souvent de purs exécutants sous les ordres des premiers. Encore une fois, les différentes classes sont fusionnées.

Il en va de même de cette énorme catégorie des employés commerciaux de plus de 800,000 personnes qui recouvre en fait environ 300,000 commis-vendeurs prolétariens, 150,000 petits propriétaires de commerce, 100,000 chefs de ventes, chefs de rayon, courtiers en valeurs, agents de publicité, etc.

Bien sûr le PCC ne fait pas cela innocemment. Au delà des déclarations pompeuses et solennelles sur la place centrale qu'occupe le prolétariat industriel, il cherche à montrer que tout autour de lui, notamment dans le domaine de la science, il y a prolifération de "couches démocratiques", de gens qui travaillent, mais qui semblent en dehors de toute classe, et avec lesquels le prolétariat devrait nouer une large alliance anti-monopoliste et travailler à l'établissement d'un "Canada démocratique" (?). On voit de la sorte le lien intime qui s'établit entre une analyse de classe révisionniste et une stratégie révisionniste.

Les principaux développements dans l'histoire du prolétariat au Canada

S'il est important d'avoir un portrait actuel du prolétariat canadien, tant du point de vue de son nombre que de celui des secteurs où on le rencontre, il n'est pas moins important de connaître selon quelles lignes de force il s'est développé avec le temps. Le tableau suivant nous fournira ces indications, avec les limites évidentes que nous exposerons par après:

TABLEAU 3
Répartition de la population active globale, selon les grands groupes professionnels, Canada 1901-1961

	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961
Toutes professions	1,782,832	2,723,634	3,164,348	3,917,612	4,195,951	5,214,913	6,342,289	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100 0
Professions de col blanc	272.899	460,222	795,757	958,184	1,058,696	1,690,626	2,446,722	15 2	16 8	25 1	24 5	25 2	32.4	38.6
Propriété et gestion	77,260	126,777	228,611	219,753	225,551	392,896	500,911	4.3	4.6	7.2	5 6	5.4	7.5	7.9
Professions libérales	82,470	101,996	171,512	238,077	282,242	385,676	634,271	4.6	3.7	5.5	6 1	6.7	7 4	10.0
Emplois de bureau	57,231	103,543	216,691	260,674	303,655	563,083	818,912	3.2	3.8	6.8	6.7	7 2	10 8	12.9
Commerce et finance	55,938	127,906	178,943	239,680	247,248	348,971	492,628	3.1	4.7	5.6	6 1	5.9	6.7	7.8
Professions manuelles	574,947	981,871	988,931	1,323,381	1,401,511	1,963,478	2,213,485	32.2	36.1	31.3	33.8	33.4	37.7	34 9
Fabrication et mécanique	283,907	372,893	361,761	452,256	673,037	907,581	1,036,942	15.9	13.7	11 4	11.5	16.0	17.4	16.4
Construction	83,933	128,760	147,291	183,560	196,082	291,384	335,877	4.7	4 7	4 7	4 7	4.7	5 6	5.3
Manoeuvres	128,303	326,142	305,915	441,746	265,720	351,206	343,843	7.2	12.0	9.7	11.3	6 3	6 8	5.4
Transport et communications	78,804	154,076	173,964	245,819	266,672	413,307	496,823	4.4	5.7	5.5	6.3	6.4	7.9	7.8
Services	145,561	210,068	223,907	359,569	439,714	446,040	683,933	8.2	7.7	7.1	9 2	10 5	8.6	10.8
Services personnels	139,251	203,451	184,477	324,006	391,226	382,179	588,419	7.8	7.5	5.8	8.3	9 3	7 4	.9.3
Services de protection	6,310	6,617	39,430	35,563	48,488	63,861	95,514	0.4	0.2	1 3	0 9	1.2	1.2	1 5
Professions primaires	789,425	1,071,473	1,148,604	1,274,824	1,284,617	1,050,091	830,180	44.4	39.4	36.3	32.5	30 6	20 1	13.1
Agriculture	718,281	933,735	1,036,249	1,127,682	1,083,816	830,441	648,910	40.3	34 3	32 7	28 8	25 8	15 9	10 2
Pêche et piégeage	27,184†	34,812	29,148(3)	47,704	51,450	53,005(3)	36,977	1 6	1 3	0 9	1.2	1 2	1 0	0.6
Exploitation forestière	16,055	41,589	36,717	42,105	78,834	101,354	79,682	0 9	1.5	1.2	1 1	1 9	1.9	1.3
Exploitation et ext. minière	27,905	61,337	46,490	57,333	70,517	65,291	64,611	1 6	2.3	1 5	1 4	1.7	1.3	1.0
Professions non déclarées	–	–	7,149	1,654	11,413	64,678	167,969	–	–	0.2	*	0.3	1.2	2.6

– néant
* Moins de 0,05 p. 100
† Sans les Indiens

Source: Meltz Noah, *La main-d'oeuvre au Canada 1931-1961*, **publié par le ministère du Travail, Ottawa, p. 60**

Il ne faut pas considérer ce tableau comme une analyse de classes pour chacune des années indiquées. Les mêmes remarques qui valent pour le tableau du PCC valent ici, c'est d'ailleurs ce qui est grave pour le PCC car le tableau 3 est l'oeuvre de statisticiens bourgeois. Outre ces considérations, il y a un facteur supplémentaire à faire entrer en ligne de compte: lorsqu'on embrasse une aussi longue période de temps, on ne peut plus comparer à strictement parler les mêmes catégories aux différentes années. Il serait par exemple tout à fait erroné de transposer directement la situation de classe actuelle des employés de bureau et de la plaquer sur cette même catégorie au début du siècle. Cet article vise notamment à montrer comment la situation de classe de ces employés s'est effectivement transformée au cours du siècle. Le tableau cache donc une partie importante de la prolétarisation réelle de la société canadienne.

Cependant, nous jugeons opportun de le reproduire, car il peut nous apprendre bien des choses. D'abord que le **prolétariat industriel**, malgré tous les pronostics de sa disparition prochaine, demeure, tout au cours du siècle, une part de la population active constamment égale ou supérieure à 33%. Il s'agit des "professions manuelles", de "l'exploitation forestière" et de "l'exploitation et extraction minières". Tenant compte que ces chiffres incluent un maximum de 10% de contremaîtres et artisans, nous pouvons nous permettre de tirer la conclusion déjà mentionnée comme indice assez certain d'un ordre de grandeur. Nos propres statistiques pour 1971 montrent d'ailleurs que le prolétariat industriel forme aujourd'hui le tiers de la population active totale, ce qui est considérable, et que le prolétariat des usines à proprement parler tend même à augmenter légèrement sa part de l'ensemble de la main-d'oeuvre (17.4% en 1971).

Sur une longue période de temps, le prolétariat industriel a donc augmenté à peu près à la même vitesse que l'ensemble de la population active (350% contre 380%), ce qui implique un accroissement à coups de centaines de milliers de personnes. Il ne faut donc pas se laisser étourdir à la manière du PCC par les seuls pourcentages d'augmentation de telle ou telle catégorie de professionnels dont le nombre absolu est beaucoup plus réduit.

Nous pouvons constater par ailleurs un mouvement à l'intérieur même du prolétariat, à savoir le déclin à la fois en nombre et en proportion des manoeuvres. Cela manifeste de façon générale la qualification croissante de la force de travail qui tend à devenir plus complexe. Moins d'ouvriers n'ont aucun métier en particulier. En effet, *"C'est dans le secteur de la fabrication que les changements dans les caractéristiques du travailleur moyen ont été le plus favorables à la productivité"* (1). Les ouvriers ont donc acquis dans la majorité des cas une compétence particulière, souvent liée à la conduite de machines-outils (tours, fraiseuses, machines à affichage numérique...). Le Conseil économique du Canada évalue à 4.8% l'augmentation annuelle (1946-1966) de la productivité qui résulte de cette situation. Cela ne change en aucune façon le rapport que l'ouvrier entretient vis-à-vis le Capital, c'est-à-dire sa nature de classe; cela permet au contraire d'accroître l'exploitation de sa force de travail.

Une troisième conclusion importante s'impose: depuis le début du siècle, il s'est produit une très importante montée du prolétariat non-industriel, égal, selon le tableau de 1971, au prolétariat industriel en termes de nombre, et dont la croissance correspond directement à la productivité du prolétariat industriel. C'est l'augmentation de la productivité du prolétariat industriel qui a permis la multiplication considérable de la richesse sociale, qui a entraîné la nécessité d'un vaste réseau commercial qui permettrait au capital de circuler plus rapidement, qui a entraîné la croissance d'un nombreux personnel de bureau pour dactylographier les con-

trats qui sont passés aujourd'hui à l'échelle du monde, pour percevoir les comptes des centaines de milliers d'abonnés des compagnies d'électricité etc.

La productivité plus faible de ces secteurs, 1.1% par an à peine de 46 à 66, a fait en sorte que la quantité de travail croissante s'est traduite plus directement que dans l'usine par une augmentation des effectifs. Ce qui n'exclut pas, loin de là, comme on le verra au sujet de la Fonction publique, une offensive générale de la bourgeoisie canadienne pour intensifier le travail dans ce secteur et augmenter la productivité.

Plus spécifiquement, nous pouvons voir que la catégorie des employés de bureau s'est accrue trois fois plus vite que l'ensemble de la population active, et que de 1901 à 1961, le nombre s'est multiplié quatorze fois. Et notre tableau pour 1971 indique que cette progression s'est maintenue. On comptait 1 employé de bureau pour 5 prolétaires des usines au début du siècle, en 1961 le rapport est de 1 à 3 et en 1971 aux environs de 2 à 3. Dans le commerce et la finance, la progression est aussi accentuée, presque trois fois le taux d'accroissement de la population active, alors que dans les services, après une longue période de stagnation jusqu'en 1951, on constate une poussée jusqu'à aujourd'hui, attribuable principalement au développement de l'éducation et des soins médicaux. Un peu plus loin, à partir d'exemples, nous analyserons les effets de cette croissance numérique sur la prolétarisation des secteurs non-industriels et la différenciation de classes qui s'y opère.

Depuis le début du siècle, nous sommes en mesure de constater un autre phénomène qui a un grand impact sur l'évolution des classes: la disparition graduelle et irrésistible de la petite propriété agricole. Dès 1911 en effet, le nombre de personnes employées dans l'agriculture plafonne, pour ensuite se mettre à décliner de façon absolue à partir de la Deuxième Guerre. Mais ces chiffres ne rendent compte toutefois que de la moitié de la réalité. A l'intérieur même de la population qui s'occupe d'agriculture, la plus forte baisse est imputable à la ruine des paysans pauvres, alors que les ouvriers agricoles ne diminuent que légèrement.

Ainsi, en 1951, on dénombrait 267,000 ouvriers agricoles contre 480,000 agriculteurs, donc un rapport de 1 à 2. En 1971, le rapport est de 202,000 à 234,000, c'est-à-dire maintenant un rapport de 1 à 1. Sous la diminution du nombre de gens employés dans l'agriculture, nous pouvons donc déceler la ruine de la petite bourgeoisie et sa prolétarisation grandissante, conséquence inévitable de l'introduction des rapports sociaux capitalistes à la campagne. Ce processus engendre une situation transitoire, semi-prolétarienne chez un bon nombre de paysans pauvres. Presque complètement ruinés, endettés jusqu'au cou, beaucoup d'entre eux n'ont pas d'autre choix que de vendre leur force de travail une partie de l'année, comme bûcherons, ouvriers de la construction, vendeurs... Cette situation intermédiaire n'est que le prélude à la prolétarisation totale. Le paysan n'ayant plus la possibilité de s'occuper de sa terre, sa situation comme paysan se détériore sans cesse, jusqu'à ce qu'il aille rejoindre les rangs du prolétariat canadien. Nous pouvons évaluer à 1% environ de toute la population active le nombre de paysans semi-prolétaires.

De façon plus générale, pour l'ensemble des secteurs d'activité, le tableau suivant nous fait voir le recul incessant de la petite propriété:

TABLEAU 4:
Personnes occupées selon le statut

Personnes occupées	1957		1961		1966		1971		1976	
	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%	milliers	%
Travailleurs rémunérés	4,540	79.2	4,911	81.1	6,096	85.2	7,029	87.0	8,272	88.9
Travailleurs indépendants:										
Sans salariés	667	11.6	607	10.0	541	7.6	517	6.4	512	5.4
Avec salariés	318	5.6	347	5.7	344	4.8	344	4.3	360	3.9
Travailleurs familiaux non rémunérés	206	3.6	190	3.2	171	2.4	189	2.3	163	1.8
Total	5,731	100.0	6,055	100.0	7,152	100.0	8,079	100.0	9,308	100.0

Source: *Perspectives Canada 1976*

L'évolution des classes au Canada se caractérise donc par une augmentation constante du prolétariat, notamment par l'arrivée de couches autrefois petites-bourgeoises et nouvellement prolétarisées. Ce sont ces couches qui ont le plus vite grandi au cours des trente dernières années. Il serait cependant tout à fait erroné de prétendre que ce seul fait est en train de faire perdre au prolétariat industriel la place centrale qui est la sienne, comme fer de lance de la lutte contre la bourgeoisie canadienne et son Etat.

Ce n'est pas une question de nombre, mais de place déterminée dans la production. A cet égard, si l'ensemble du prolétariat partage une même place fondamentale vis-à-vis le Capital, le prolétariat industriel se distingue par le fait que lui seul crée la plus-value. C'est sur son travail que repose la création de la plupart des richesses de la société, que repose l'existence même du Capital. Aussi est-il au coeur de l'antagonisme qui oppose le prolétariat en entier à la bourgeoisie.

Ce rôle de noyau dur du prolétariat, propre au prolétariat industriel, s'est toujours traduit par sa place centrale dans la lutte de classes. Quand, dans les bureaux et dans d'autres secteurs non-industriels, les employés résistaient à la poussée de la prolétarisation et cherchaient à préserver leurs privilèges, le prolétariat menait des luttes épiques. Il conduisait celle pour le droit à la syndicalisation qui culmina en 1872 par une très grosse manifestation de 10,000 personnes à Toronto et par la loi d'urgence que le Parlement canadien dût passer la même année pour légaliser l'existence des syndicats ouvriers. Cette lutte se poursuit toujours, mais grâce à la brèche ouverte par le prolétariat industriel, beaucoup d'autres couches du prolétariat et de la petite bourgeoisie ont pu par la suite se donner leurs organisations de défense.

Dans les années 30, c'est encore principalement le prolétariat industriel qui mena la lutte en faveur d'un régime d'assurance-chômage non-contributif et contre la répression qui mettait le Parti communiste canadien d'alors hors-la-loi. Il fut aussi un des principaux artisans de la lutte contre le fascisme et c'est par centaines qu'on compte les ouvriers canadiens qui allèrent se battre en Espagne contre le franquisme. L'histoire du prolétariat industriel est ainsi parsemée de luttes importantes qui furent non seulement des victoires pour un groupe restreint d'ouvriers, mais des victoires pour tout le peuple, au niveau des droits démocratiques comme à celui de conditions de vie. La grève des ouvriers de Ford à Oshawa, en 1945, par exemple, permit d'obtenir la formule Rand qui s'est par la suite largement répandue, ou encore la bataille pour l'indexation des salaires qui par ricochet établit le principe de l'indexation de tous les revenus fixes comme les pensions, le salaire minimum etc. Que la bourgeoisie remette constamment en question ces gains ne change rien au rôle joué par le prolétariat industriel dans toutes ces grandes batailles, y compris la grève générale du 14 octobre 76 qui fut une des plus grandes manifestations de force de toute l'histoire du prolétariat canadien.

Même les années récentes, qui ont vue une participation plus active de diverses couches du prolétariat non-industriel à la lutte de classes, n'ont pas renversé cette situation. Autant faut-il reconnaître l'apport positif de ces couches à la lutte, autant il nous faut reconnaître que le prolétariat industriel demeure le noyau dur du prolétariat. Le tableau suivant des grèves et lock-out dans les secteurs industriel et non-industriel confirme ce point de vue, même s'il ne faut pas réduire la lutte de classes au mouvement gréviste.

TABLEAU: 5
Durée des grèves et lock-out en jours-hommes par industrie, 1968-1972

Industrie	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Agriculture	150	—	—	—	—	—	2,450	—	—	—
Forêts	9,740	8,100	2,010	49,480	120,330	17,490	204,870	44,390	36,320	22,170
Pèche	—	—	—	40,500	—	55,950	101,480	246,430	350	14,960
Mines	100,800	2,087,490	53,680	193,490	334,880	220,570	386,000	1,179,380	579,430	91,050
Ind. Manufacturière	3,746,190	2,690,260	3,630,670	1,541,520	2,042,500	3,376,000	4,783,140	5,339,850	4,493,260	1,665,460
Construction	275,510	1,981,300	2,156,890	400,990	1,420,460	519,300	2,406,820	984,920	2,856,370	404,990
Transports	490,090	559,460	379,990	254,270	1,387,130	1,086,870	839,030	1,398,670	622,630	527,100
Commerce	366,712	270,930	46,220	81,040	95,620	166,430	122,010	343,460	199,550	128,470
Finances	—	—	—	1,140	1,770	260	2,010	164,530	13,110	10,720
Services	26,000	141,250	239,440	220,440	1,553,710	234,190	262,500	752,530	1,298,490	328,150
Adm. publique	67,540	13,090	30,860	83,720	797,330	99,020	109,580	404,650	62,680	114,810
Diverses	—	—	—	—	—	—	—	50,000	1,447,000	—
Total	5,082,732	7,751,880	6,539,560	2,866,590	7,753,530	5,776,080	9,221,890	10,908,810	11,809,890	3,307,880

Source: Ministère du Travail, *Grèves et lock-out*, 1977 et 1972

On peut y constater que la part la plus importante des grèves revient encore au prolétariat industriel dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction et des transports. Par ailleurs, on doit noter un développement significatif du mouvement gréviste dans les secteurs des services principalement ainsi que l'apparition de ce mouvement dans le secteur des finances en 1971.

Ayant établi que le prolétariat industriel constituait, tant en nombre qu'au niveau des caractéristiques politiques et économiques, le noyau le plus solide du prolétariat canadien, il convient d'analyser le processus de prolétarisation qu'ont subies les nouvelles couches du prolétariat. C'est en effet grâce à l'apport de ces nouvelles couches que le prolétariat constitue aujourd'hui la vaste majorité de la population canadienne. On y verra que contrairement à ce que prétendent les idéologues bourgeois ou révisionnistes, ce qui caractérise la société canadienne, ce n'est pas la déprolétarisation, mais bien la prolétarisation de couches toujours plus grandes de la population. En fait, de plus en plus, notre société est divisée entre deux camps irrémédiablement opposés: la bourgeoisie et le prolétariat.

Les nouvelles couches du prolétariat

Une fois ce tableau général du prolétariat tracé, et la constatation faite du développement rapide de nouvelles couches en son sein, nous allons examiner de façon plus concrète comment s'est opéré le processus de prolétarisation. Pour cela, nous allons choisir un cas-type, celui des employés de la Fonction publique fédérale.

Il est très significatif de constater que la croissance du nombre des employés de l'Etat correspond entièrement à la croissance de l'impérialisme canadien. Que ce soit au cours de la Première Guerre mondiale où les effectifs de la Fonction publique vont doubler, ou bien au cours de la Seconde alors qu'ils vont tripler, ou enfin au cours des trente ans qui ont suivi cette guerre et qui furent en général des années de prospérité et d'expansion pour la bourgeoisie canadienne, on peut établir une corrélation étroite entre les périodes d'essor de l'impérialisme canadien et les périodes d'essor de la Fonction publique. En fait, comme Engels l'avait déjà prévu, l'Etat bourgeois est fatalement appelé à prendre de plus en plus en mains le contrôle de l'économie capitaliste. Son intervention de plus en plus massive devient un élément indispensable et fondamental de l'accumulation capitaliste et de la reproduction des rapports sociaux capitalistes basés sur l'exploitation du prolétariat. L'Etat étant devenu le capitaliste collectif par excellence, celui qui veille aux intérêts de l'ensemble de la bourgeoisie, par delà les divers intérêts particuliers à l'intérieur de cette classe. Pour remplir ce rôle, l'Etat doit nécessairement prendre en mains une foule de tâches qui nécessitent une main-d'oeuvre nombreuse, d'autant plus nombreuse d'ailleurs que l'Etat assume à fond son rôle de capitaliste collectif. Nous allons donc examiner comment une grande partie des employés de cet Etat en sont venus à joindre les rangs de l'ensemble du prolétariat canadien.

Les premiers ministères mis en place avec la Confédération de 1867 n'avaient pas grand chose de commun avec ceux qu'on connaît aujourd'hui. Leur bureau-chef à Ottawa ne comptait souvent guère plus de deux ou trois douzaines de personnes. Pendant au-delà d'une cinquantaine d'années, les fonctionnaires furent nommés par voie de patronage politique: le parti au pouvoir choississait ceux qu'il voulait récompenser de leurs services, et à qui il allait demander d'autres services, cette fois en tant que fonctionnaires. A cette époque, le patronage n'était pas cette pratique honteuse que tout le monde s'empresse de condamner officiellement aujourd'hui. Au contraire, c'était la pratique normale, officielle par laquelle les fonctionnaires étaient désignés. On a vu souvent des assemblées publiques d'un parti se tenir pour choisir un maître de poste ou quelqu'autre fonctionnaire.

Ce système du patronage institutionalisé était étroitement lié à la nature même de la fonction qu'avaient à remplir les personnes choisies. Il s'agissait en fait d'une fonction petite-bourgeoise d'auxiliaire actif du parti en place, de gens nommés pour leur capacité de mettre de l'avant la politique de ce parti. Leur travail, à peu près pas divisé et qui n'était pas simplement un travail d'exécution, leurs revenus de 20% supérieurs à ceux des ouvriers d'usine, leurs privilèges de toutes sortes reflétaient ce rôle différent qu'ils occupaient dans le régime de la production sociale.

Avec la Première Guerre mondiale, les effectifs passent de 12,000 à 24,000 personnes. Ce gonflement important et rapide des employés pose pour la première fois devant la bourgeoisie le problème de la division du travail et d'une organisation plus stricte. Aussi, la bourgeoisie promulga-t-elle en 1918 la Loi de la Fonction publique qui restera en vigueur jusqu'en 1967, à peu de choses près. Cette loi et les mesures qui en découleront contribueront activement au processus de prolétarisation des fonctionnaires. Elle se fondait en effet sur deux principes de base: dorénavant, la nomination des fonctionnaires allait se faire sur la base du mérite et non plus de la couleur politique. Du même coup, la participation des fonctionnaires à la politique active est interdite. D'autre part, la loi introduit l'idée que le travail au sein du gouvernement doit être régi par les principes du "scientific management", qui se répandent à ce moment comme un traînée de poudre dans l'industrie.

Deux firmes privées de spécialistes en "management" furent engagées par le gouvernement au cours des années 1919 et 1920 afin justement de mener à bien cette nouvelle orientation. Le nouveau plan de classification de 1919 se fonde donc sur les tâches à accomplir et non plus sur les personnes:

> *"On classifierait les tâches plutôt que les individus et le personnel serait engagé comme composante intégrale de la machinerie déjà existante." (2)*

Cette situation marquait une nette rupture avec le passé et les fonctionnaires y résistèrent, mais en vain. Du seul point de vue des salaires, ce plan de classification ramena les fonctionnaires à peu près au niveau des prolétaires de l'industrie; en fait, en 1921, ils ne gagnaient que 3% de plus.

Le plan de classification de 1919 fut suivi en 1920 par le plan de réorganisation de la firme Griffinhagen. Copiant les plus récentes méthodes industrielles d'étude de temps et de mouvement, proposant l'introduction de machines de bureau plus nombreuses et automatisées, ce plan rencontra aussi l'opposition des associations de fonctionnaires. Celles-ci, nombreuses, désunies et impuissantes firent face avec les moyens qui étaient les leurs: mémoires au gouvernement, lettres au ministre... Il faut se rappeler que ces associations n'étaient pas des syndicats, les fonctionnaires n'y ayant pas droit. Finalement, la bourgeoisie canadienne rangea le plan dans les boules à mites et suite à deux ajustements de salaires importants dans les années 20, les fonctionnaires furent replacés en gros dans leur situation privilégiée d'avant-guerre.

Le processus de prolétarisation connaissait donc un intermède. Les principes du "scientific management" ne faisaient pas en effet que morceller à l'extrême toutes les tâches un peu complexes, ils amenaient une séparation très stricte entre les fonctions d'exécution et les fonctions de direction. Refusant de perdre leur statut petit-bourgeois, les fonctionnaires s'ob-

jectèrent donc à être ravalés au simple rang d'exécutants.

La grande crise des années 30 allait cependant les frapper durement, tout comme elle frappa la classe ouvrière. En 1932, les salaires furent réduits de 10% et gelés à ce niveau. Tous les postes vacants furent abolis, les promotions furent suspendues ou accordées sans hausse de traitement. On stoppa l'engagement de personnel temporaire et permanent. En 1933, le gouvernement rendait obligatoire la retraite à 65 ans et abolissait les postes ainsi devenus vacants. Comme on le voit, Trudeau n'a rien inventé!

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, les effectifs de la Fonction publique plafonnaient toujours à leur niveau de 1920. Puis, avec la guerre, ils triplèrent en cinq ans. C'est l'époque où les idées de l'économiste **Keynes** font fureur parmi la bourgeoisie canadienne. La crise des années 30 avait montré que les lois du marché, la main invisible de la loi de l'offre et de la demande, ne suffisaient pas à assurer la santé de l'économie. Des "surplus" de nourriture étaient détruits parce que la population affamée était trop pauvre pour l'acheter. A partir de là, l'idée fit son chemin que l'Etat devrait avoir un rôle plus actif pour organiser l'accumulation capitaliste. Avec le Livre blanc sur l'emploi et le revenu présenté par le ministre C.D. Howe en 1945, cette orientation va devenir la ligne de conduite du gouvernement pour de nombreuses années, et conduira à la mise sur pied d'un nombre incalculable d'agences, d'organismes et de programmes, tous destinés à l'expansion de l'impérialisme canadien: la Commission canadienne du blé en 43, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 1960, le Ministère de l'expansion économique régionale (MEER) en 69, la Société pour l'expansion des exportations en 70, la Corporation de Développement du Canada en 71, Panartic Oils, Uranium Canada, Petro Canada, les programmes de construction de routes, de recherche et développement, de création de parcs industriels municipaux, le régime d'allocations de dépréciation rapide etc. etc.

Un personnel énorme était devenu nécessaire pour mener à bonnes fins ces projets. En 1960, la Fonction publique fédérale comptait 216,000 employés civils, soit dix fois plus que lors de la Première Guerre mondiale. Durant la même période, la population canadienne avait augmenté de deux fois et demi. De 1939 à 1961, les dépenses de l'Etat fédéral s'étaient accrues de 300% en dollars constants par habitant.

C'est dans ce contexte que la bourgeoisie canadienne mit sur pied la Commission Glassco en 1960 afin de poursuivre son projet de "réorganisation" du gouvernement. C'est un peu la poursuite des plans de 1919 et 1920; il s'agit pour la bourgeoisie de rentabiliser son appareil d'Etat, c'est-à-dire d'en augmenter la productivité afin de réduire les frais que son maintien indispensable entraîne.

La Commission Glassco se mit donc à l'ouvrage et nous fournit une assez bonne description de ce qu'est devenu concrètement le travail de fonctionnaire au début des années 60:

"Dans un grand nombre de bureaux du gouvernement, les routines inhérentes à des opérations matérielles énormes, telles que le classement, le travail de machine à écrire (...) ont pris l'aspect du travail en série, comportant la répétition de beaucoup de petites tâches." (3)

Ce que la Commission met là involontairement en évidence, c'est justement la prolétarisation d'un grand nombre de fonctionnaires, de ceux à qui on ne demande que de fonctionner comme une machine. Le reste du rapport, comme on va le voir, confirme tout à fait que, non seulement les privilèges du début du siècle ont disparu, mais aussi que la tâche de beaucoup de fonctionnaires, leur place par rapport à l'Etat, capitaliste collectif, se compare en tous points au rapport que le prolétaire canadien entretient avec la bourgeoisie.

Après avoir constaté à quel point le travail était souvent morcelé et fait en série, on pourrait s'attendre à ce que la Commission propose une façon de remédier à cette situation. Pas du tout, elle voit plutôt immédiatement les "bons" côtés de l'affaire. Le travail d'exécution de routine, en effet, *"peut être mesuré de façon assez précise et à un coût raisonnable. Une fois le travail mesuré, l'efficacité peut être évaluée; l'expérience en d'autres secteurs a démontré qu'une surveillance efficace peut habituellement accroître le rendement de plus de 50% par rapport au travail fourni par des travailleurs non soumis à de semblables normes" (4).* Bien entendu, ça peut avoir pour effet de saper un moral que la Commission juge déjà passablement bas dans certains secteurs:

"Le moral (c'est-à-dire le fait de faire siens les objectifs du gouvernement — n.d.l.r.) semble excellent parmi certains groupes de fonctionnaires, notamment parmi les fonctionnaires supérieurs, les chercheurs scientifiques et dans un certain nombre d'organismes investis d'un certain degré d'autonomie dans le domaine de la gestion de leur personnel. Ailleurs, il semblerait que le moral et la productivité soient moins satisfaisants." (5)

La Commission met ici en lumière un aspect important de la distinction qu'il faut opérer entre la petite bourgeoisie et le prolétariat: le petit bourgeois, "notamment le fonctionnaire supérieur, le chercheur scientifique" jouit d'une autonomie dans le travail qui le lie nécessairement au système qui lui accorde cette faveur et dont il partagera finalement les buts. A l'inverse, le prolétaire ne se sent pas concerné par les buts que se fixe son patron parce que, justement, ces objectifs ne peuvent s'atteindre que par une exploitation encore plus grande de sa force de travail. A moins de s'imaginer dans un moment d'égarement que le prolétaire aime ses chaînes. La Commission semble cependant y croire:

"La simplification du travail contribue grandement à rendre l'exécutant plus conscient du coût d'une opération; elle devient pour lui un stimulant et lui procure le sentiment d'une participation active." (6)

Si on quitte un instant le monde merveilleux des contes de fées où le prolétaire débordera de satisfaction à mettre le même formulaire dans les mêmes enveloppes à longueur de journée, sachant que par là il participe activement aux économies de dépenses de l'Etat, on peut considérer quelques-unes des mesures concrètes que la Commission destine au prolétariat de la Fonction pulique.

Des mesures qui nous suggèrent l'idée que la Commission ne croit pas trop elle-même à ses propres fables: la pierre angulaire repose en effet sur *"des programmes énergiques et permanents de formation de cadres de gestion"* (7). Et quels sont les éléments-clés de ces programmes? Le maintien d'une bonne discipline, l'appréciation du rendement et de la qualité du travail, le tout assorti du droit pour les ministères, organismes, etc., de rétrograder, suspendre et révoquer les fonctionnaires (auparavant cette prérogative relevait d'interminables méandres bureaucratiques en dehors des ministères qui, en fait, avaient peu de pouvoir de gestion sur leur personnel). La Commission ne badine pas avec ce sujet: *"toute négligence à cet égard aurait des répercussions fâcheuses sur le maintien du moral comme de la productivité" (8).*

Ce tableau concret de la situation et des voies qui s'ouvrent de façon plus

précise avec ce rapport, ne serait pas complet si on ne mentionnait pas l'attaque contre les salaires des fonctionnaires subalternes. D'abord, bien sûr, éliminer les augmentations de salaires statutaires, fixes, qui dorénavant devront être liées au rendement.

Mais surtout, il faudrait en finir avec cette pratique des salaires uniformes au niveau de tout le pays pour une même fonction. Il ne serait pas normal que le commis de bureau de Halifax touche le même salaire que le commis de bureau de Toronto, bien que le travail soit le même et que le coût des biens essentiels soit équivalent, sinon plus élevé à Halifax.

La raison, voyez-vous, c'est que pour toutes ces catégories d'emplois subalternes le marché du travail est régional, voir local. Le gouvernement n'aurait donc qu'à s'aligner sur les tarifs de l'entreprise privée dans chaque localité.

D'où, comme on peut s'en douter, une division supplémentaire dans les rangs du prolétariat, division dont les opportunistes au sein du mouvement ouvrier vont profiter pour proclamer que dans leur région rien n'est pareil, qu'il n'exite aucune communauté d'intérêts entre les fonctionnaires du centre du pays et ceux des Maritimes et donc finalement qu'ils sont seuls dans la lutte à mener. En même temps, c'est une façon pour la bourgeoisie de baisser une grande partie des salaires.

La subtilité de ce raisonnement nous est illustrée par son autre versant. Si pour les implois subalternes, le marché du travail est local, pour les managers et les spécialistes, ce marché est national, et même international.

Pour gérer des centaines de milliers de prolétaires et les maintenir dans leur situation d'exploités, la Commission insiste beaucoup sur le renforcement des cadres. Le gouvernement doit disputer les "talents rares" à l'entreprise privée, y compris aux grands monopoles américains et canadiens. Il faut aussi pouvoir offrir un salaire compétitif par rapport à ce qui se fait de mieux dans le monde entier.

"Il doit en outre offrir un travail intéressant qui exige de l'initiative, dans un milieu où les valeurs professionnelles reçoivent les égards qui leurs sont dûs (...)" (9)

Ce sont ces professionnels *"dont le comportement est réglé, en général par un code d'éthique professionnelle qu'ils s'appliquent à eux-mêmes" (10)*, qui font leurs les objectifs du gouvernement, ce sont de ces gens dont on a pu dire:

"tout fonctionnaire, ayant un degré de scolarité dépassant le stade du travail de bureau et de la sténographie, qui détient un emploi depuis un certain temps sans avoir contribuer de quelque façon que ce soit à la politique qu'il administre, devrait être mis à la porte." (11).

On voit donc clairement les classes se dessiner à l'intérieur de la Fonction publique. Une grande majorité prolétarienne ne fait qu'exécuter les ordres sous la surveillance rigoureuse de tous les instants de leurs supérieurs, et pour des salaires qu'on recommande de baisser parfois jusqu'aux niveaux les plus bas existant au pays. D'autre part, une petite bourgeoisie composée de cadres intermédiaires et de spécialistes de toutes sortes qui seront choyés au plan des salaires, privilégiés au niveau des conditions de travail (la Commission les trouve assez grands pour s'orienter tout seuls sans avoir besoin du bâton), ayant la possibilité et même la mission de contribuer activement à l'élaboration des politiques de la bourgeoisie et sur qui on compte pour encadrer la masse des fonctionnaires subalternes. Enfin, une bourgeoisie restreinte qui pratique la politique de sa classe aux plus hauts échelons de la hiérarchie. Le tableau suivant, valable pour 1974, nous permet de visualiser mieux cette réalité:

TABLEAU 6
Tableau des classes sociales à l'intérieur de la Fonction publique fédérale, 1974

Bourgeoisie	**1,071**
Petite bourgeoisie	
Scientifique et professionnelle	**22,097**
Administration et service extérieur	**43,401**
Prolétariat	
Technique	**24,251**
Soutien administratif	**71,969**
Exploitation (cols bleus)	**95,801**
Total	**258,590**

Tiré de Monica Townson, *La femme dans la Fonction Publique*, **publié par le Conseil Consultatif de la situation de la femme, Tableau 1, p. 3.**

Ici encore, nous mettons le lecteur en garde contre une interprétation trop stricte de ces données pour des raisons que nous ne répéterons pas, mais qui sont les mêmes que pour les autres tableaux. Nous les estimons cependant suffisantes pour fournir une illustration adéquate à nos propos. Le poids des fonctions subalternes, prolétariennes, dont nous avons décrit la situation, ne peut manquer de frapper. Il s'agit de plus de 70% de tous les fonctionnaires. Il faut, à ce moment-ci, faire une démarcation claire entre les fonctionnaires subalternes prolétariens et ceux dont la fonction n'est, ni plus ni moins, que celle d'un policier en civil. Il faut entendre par là les agents du Bien-Etre social qui sont au nombre de 17,000 à travers tout le Canada, qui ont à déterminer l'éligibilité des personnes à l'aide sociale, qui la coupent au moindre prétexte et qui ne cessent de poursuivre les assistés-sociaux dans leur présumée recherche des fraudeurs. Le Syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal, dans une plaquette récente, décrivait même de cette façon la tâche de certains de ces fonctionnaires:

"(...) un autre représentant est appelé à préparer la preuve, en ***collaboration avec les corps policiers****, dans les plaintes de fraudes contre les bénéficiaires d'aide sociale (...) À la Cour municipale, la présence quotidienne de deux membres de ce secteur est requise, afin de servir comme* ***consultants auprès des juges*** *(...)" (12)*

Le moins qu'on puisse dire, c'est que des fonctions de ce type, qu'on retrouve à l'Assurance-Chômage et à d'autres endroits, n'ont rien de prolétariennes, étant une partie intégrante et active de tout le système de répression de l'Etat bourgeois.

Le processus de prolétarisation de la Fonction publique s'est doublé d'une participation plus grande de cette couche du prolétariat à la lutte de classes. En 1967, la bourgeoisie canadienne dut rappeler sa loi de 1918, ainsi que celle de 1961 qui revenait à peu près au même, et promulgua le "Public Service Staff Relations Act". Par cette loi, les fonctionnaires fédéraux gagnèrent l'essentiel de leurs revendications, à savoir le droit de faire de la politique activement, le droit à la négociation collective et à la grève et un système de classification plus simple.

A partir de ce moment, non seulement les effectifs des fonctionnaires vont croître plus vite que jamais, ainsi que le fait voir le tableau suivant, mais aussi la syndicalisation se répandra comme une traînée de poudre.

TABLEAU 7
Les employés gouvernementaux selon les palliers de gouvernement, 1946-74

Années sélectionnées	Fédéral	Provincial	Municipal	Total	% par rapport à tous les autres travailleurs
1946	146,257	64,991	67,120	278,368	6.0
1951	145,720	102,050	87,070	334,840	7.2
1956	185,885	138,239	118,278	442,402	7.9
1961	231,136	200,343	181,521	613,000	10.1
1966	258,281	299,047	256,716	814,044	11.4
1971	321,050	394,431	361,726	1,077,207	13.3
1974	349,340	449,825	386,902	1,186,067	13.0
1946-74					
augm.	203,083	384,834	319,782	907,699	
augm.%	138.9	592.1	476.4	326.1	

Incluant les gouvernements territoriaux

Calculé à partir des Statistiques d'impôt du ministère de l'Impôt sur le revenu, (Ottawa, différentes années).
Source: *Canadian State* **edited by Léo Panitch, p. 297, Toronto, 1977**

Il faut noter ici que les travailleurs du secteur parapublic ne sont pas comptabilisés, ce qui porterait le pourcentage des employés de l'Etat aujourd'hui à 22% environ de toute la main-d'oeuvre canadienne, ce qui est énorme: 1 personne active sur 5. Par ailleurs, on peut constater le coup de frein que l'Etat a donné à la croissance de ses effectifs au début des années 70 et qui a amené l'administration publique à ne créer, à travers tout le Canada que 3,000 nouveaux emplois sur 309,000 d'avril 77 à avril 78 (13) et même à planifier une réduction de 5,000 emplois fédéraux selon les déclarations de Trudeau en août 78. La croissance si rapide des professeurs et du personnel des hôpitaux, qui a tant ému le PCC, semble bien finie.

La prolétarisation, jointe à cette attaque généralisée de la bourgeoisie (par exemple, le premier ministre Lyon du Manitoba, sitôt élu, s'est empressé lui aussi de supprimer 1,000 emplois dans la Fonction publique provinciale), ont accéléré la syndicalisation ainsi qu'en témoigne le tableau suivant:

TABLEAU 8
Croissance du syndicalisme dans le secteur public (Conventions collectives de 500 employés et plus) 1967-1975

	1967 (1)	1975 (2)	Multiple (2) (1)	Répartition en % des employés (1975)
	nombres d'employés			
Administration				
Fédérale	—	157,001	—	19.6
Provinciale	14,650	173,499	11.8	21.7
Municipale	52,769	74,797	1.4	9.3
Parapublic	65,408	395,723	6.1	49.4
Total	132,827	801,020	7.0	100.0

Sources: Données inédites de Travail Canada et estimations des auteurs.
Source: J.M. Cousineau, R. Lacroix, *La détermination des salaires dans le monde des grandes conventions collectives: une analyse des secteurs privé et public,* **Conseil économique du Canada, 1977, tableaux 1-3 p. 7**

Le syndicalisme de la Fonction publique et parapublique occupe aujourd'hui une place importante à l'intérieur du mouvement syndical. L'époque des centaines de petites associations de fonctionnaires, impuissantes et à peu près complètement coupées du mouvement ouvrier est en passe d'être révolue. A l'intérieur du CTC, le plus gros syndicat à l'heure actuelle est le SCFP (Syndicat canadien de la Fonction publique).

La grande concentration des fonctionnaires a par ailleurs des conséquences au niveau du nombre et du pourcentage de ceux-ci qui sont touchés par les grandes conventions collectives: près de un travailleur sur deux qui sont touchés par ces conventions appartiennent au secteur public, ce qui leur confère une force assez imposante.

Néanmoins, bien que l'essentiel du processus de prolétarisation soit terminé, il n'en reste pas moins que les séquelles du passé petit-bourgeois ne sont pas encore toutes éliminées, ce qui ouvre la porte à la propagation de la social-démocratie et du révisionnisme dans ces couches nouvellement prolétarisées.

Ne souligner que cet aspect tronquerait la réalité de façon inacceptable, car il existe aussi une combativité certaine à l'intérieur de ces couches, notamment parmi les cols bleus et les prolétaires du secteur parapublic. Les postiers et les travailleurs du personnel de soutien des hôpitaux en sont des exemples. Enfin, les luttes du secteur public comportent certains aspects progressistes qu'on ne retrouve pas ailleurs. Ainsi, les conventions collectives gagnées dans ce secteur conduisent à une réduction des écarts de salaire entre les mieux payés et les moins bien payés, et cela en augmentant de façon beaucoup plus rapide les revenus de ceux qui en ont le moins. C'est le sens des revendications du $100 minimum du Front commun de la Fonction publique en 1972 au Québec et du $250 minimum qui apparaît comme une revendication probable des prochaines négociations. Ce pattern est exclusif à la Fonction publique. Dans le secteur privé, soit que les écarts se maintiennent, soit qu'ils s'élargissent. Pour la bourgeoisie et sa politique de division, cette dernière situation est convenable, mais celle du secteur public est inacceptable.

Elle entraîne en effet une tendance à la hausse des salaires les plus faibles du secteur privé, c'est-à-dire un gain pour les couches les plus exploitées du prolétariat. L'unité du prolétariat des secteurs public et privé nous apparaît alors comme un élément important pour renforcer le camp du prolétariat canadien. Ainsi, la bourgeoisie qui cherche à monter les prolétaires d'un secteur contre ceux d'un autre ne connaîtra que des déboires. Et lorsqu'elle fera des prolétaires de la Fonction publique les responsables de tout ce qui ne va pas au Canada ("la politique salariale du secteur public pourrait contredire autant sa politique de stabilisation de l'économie à un niveau près du "plein emploi" que sa volonté d'accroître la capacité concurrentielle du secteur privé") (14),elle se heurtera à un prolétariat uni qui lui répondra que c'est le capitalisme lui-même qui est la cause du chômage, et non telle ou telle section du prolétariat.

* * *

Si nous avons examiné le cas de la Fonction publique assez en détail, c'est que finalement il constitue un cas-type du processus du prolétarisation qui affecte tout le large secteur des employés de banques, de commerce et de services qui s'est développé au cours du XXe siècle. Les mêmes lois ont joué, la même division du travail s'est opérée entre exécutants et dirigeants, et aujourd'hui nous constatons en gros la même différenciation de classes dans chacun de ces secteurs. Nous allons donc jeter un coup d'oeil plus rapide sur la situation concrète de ces nouvelles couches, et plus particulièrement, sur la situation du prolétariat du secteur bancaire.

De 1969 à 1975, le nombre des employés de banques s'est accru de 83,929 à 122,572, c'est-à-dire de 45% environ, ces chiffres excluant les postes de direction par ailleurs peu nombreux. C'est surtout le personnel féminin qui est responsable de cette forte augmentation, ayant crû de 56% quand le personnel masculin ne s'accroissait pas de plus de 25%. On ne s'étonnera donc pas que près de 75% du personnel des banques en ce moment soit féminin, ce qui est très lié à la prolétarisation de ce secteur comme on va le voir. Le tableau suivant, bâti à partir d'une analyse des fonctions de plus de la moitié du personnel des banques canadiennes, nous révèle l'étendue de cette prolétarisation, ainsi que son lien avec l'accroissement des effectifs féminins:

TABLEAU 9
Les classes sociales à l'intérieur de trois grandes banques à charte canadiennes
1975

	M	%	F	%	Total	%
Bourgeoisie Directeurs	3,603	96.0	145	4.0	3,748	5.7
Petite bourgeoisie	10,443	59.0	7,185	41.0	17,628	27.0
Prolétariat	2,674	6.1	41,262	93.9	43,936	67.3
Total					65,312	100.0

Note: a) Petite bourgeoisie: administrateurs, contrôleurs, vérificateurs, agents du personnel, agents des relations publiques, directeurs des achats, comptables, aide-comptables...
b) Prolétariat: sténo-dactylos, commis, caissiers, réceptionnistes, conducteurs de machines de bureau...
Source: *L'emploi dans les banques à charte* publié par le Conseil consultatif de la situation de la femme et l'association des banquiers, tableau 8 p. 25.

Sous les apparences chromées, derrière des décors de l'an 2,000 et sous l'oeil des caméras de télévision, nous voyons se profiler la réalité de classe des banques: pour les deux-tiers du personnel, le travail n'est plus qu'une simple routine d'exécution, mal payée, si mal payée d'ailleurs qu'en 1976 les cinq plus grandes banques canadiennes ont pu accumuler un profit de $608,000,000 (15).

Pour les femmes qui constituent la quasi-totalité du prolétariat de ce secteur, la situation est encore plus dramatique. Le salaire moyen de toutes les femmes qui travaillent dans les banques n'était en 1976 que de $7,500. Si donc on creuse derrière ces "moyennes", on s'apercevra de la grande exploitation qui se dissimule de l'autre côté des comptoirs rutilants.

Non-syndiqué dans son immense majorité, puisque de 1971 à 1976 le taux de syndicalisation s'est relevé, de peine et de misère, d'un minime 1.3% à tout juste 2%, le prolétariat des banques est soumis à des conditions de travail difficiles et à l'arbitraire patronal le plus

complet. La charge de travail augmente, notamment avec l'avènement des ordinateurs qui relient toutes les succursales d'une même banque ou caisse populaire à une centrale unique. Le client se voit ainsi offrir des possibilités plus nombreuses d'effectuer des transactions — c'est d'ailleurs pourquoi ce système a été mis sur pied — mais pour la caissière, cela signifie une intensification du travail, un nombre plus grand de clients à servir durant la journée, une productivité accrue. La conséquence en sera sans nul doute un profit supplémentaire pour les banques!

L'utilisation à une large échelle du travail à temps partiel fait aussi partie de l'arsenal des banques dans leurs tentatives de payer le moins possible tout en soutirant le maximum de travail possible. En 1975, 21,437 personnes étaient embauchées à temps partiel, dont 19,725 femmes. Pour un employé sur six, la situation est donc encore plus difficile. Ces conditions, jointes aux diverses vexations dont sont victimes particulièrement les femmes prolétaires, aux horaires difficiles imposés, entraînent un taux élevé de roulement de personnel subalterne: deux ans ou deux ans et demi, voilà à peu près la moyenne de durée d'un emploi prolétarien dans les banques. En un certain sens, cela montre le peu d'attachement du prolétariat envers le capitalisme. Avant tout, le prolétaire est propriété de la classe capitaliste, il changera donc de capitaliste individuel, de secteur, sans que ça ne chanque quoi que ce soit à sa situation. Partout il ne sera qu'un bras pour le Capital. Pour les directeurs, il en va tout autrement, leur sort est étroitement relié à la réussite de leur banque et leur carrière s'étend donc en général sur plus de seize ans.

Plusieurs signes nous persuadent que le prolétariat bancaire s'éveille peu à peu, au fur et à mesure que sa situation empire et que l'ancien paternalisme s'effrite pour faire place à un anti-syndicalisme à peine voilé.

Une décision récente (1977) du Conseil des relations de travail du Canada vient en effet de remettre la syndicalisation à l'ordre du jour, en stipulant qu'une seule succursale bancaire constitue une unité d'accréditation appropriée, ce qui était nié précédemment. Dans l'ensemble du Canada, la situation est la suivante: 42 succursales de banques à charte ont un syndicat accrédité, alors que 20 demandes d'accréditation sont encore pendantes. De ces 42 succursales, 24 sont syndiquées en Colombie-Britannique à un minuscule syndicat, le SORWUC (Service, Office, and Retail Workers Union of Canada) qui a réussi ce travail avec des moyens dérisoires comparés à ceux du CTC, et qui commençait même à s'implanter dans les Prairies au moment où il a dû déclarer faillite. Cet épisode nous montre que des conditions propices existent pour faire en sorte que le prolétariat des banques se joigne dans un avenir plus ou moins rapproché à l'ensemble du mouvement ouvrier et syndical.

Contrairement au secteur des banques, fortement monopolisé et présentant une grande homogénéité, le secteur du commerce n'a pas encore éliminé la petite propriété, même si elle ne cesse de régresser. Ainsi, de 1951 à 1971, le nombre de propriétaires actifs de commerces de détail a sombré de 156,000 à 116,000, c'est-à-dire de 3% de la population active à 1.5%. En 1951, 74% de tous les commerces de détail employaient trois personnes et moins, y compris éventuellement le propriétaire; ils fournissaient de l'emploi à 25% de tous les employés de commerce. Vingt ans plus tard, les 74% sont devenus 69%, et les 25% se sont réduits à 15%. Bref, de moins en moins de magasins sont de petite taille, et de moins en moins d'employés de commerce travaillent dans de telles unités. La prolétarisation dans ce domaine se trouve là aussi en liaison avec l'augmentation des effectifs, avec la division du travail qui s'instaure d'une part entre les vendeuses, (à tout le moins 200,000 femmes en 71 exerçaient ce métier), emballeurs, expéditeurs ou caissiers simples, exécutants dont l'exploitation accrue permet au capitaliste commercial de réaliser une part plus considérable de la plus-value sous forme de profit, et d'autre part, le capitaliste commercial lui-même, ainsi que tous ceux qui se situent entre les deux: chefs de rayons, gérant du crédit, acheteurs etc.

Les employés de commerce qui travaillent dans les grandes chaînes et grands magasins, ainsi que dans les commerces organisés sous forme capitaliste représentent au bas mot 85% de tous les employés. C'est parmi eux qu'on retrouve le prolétariat, et non au niveau de la petite propriété où la relation n'est pas celle du capitaliste face au prolétaire, mais celle du petit-bourgeois qui détourne une partie de son salaire, gagné par son travail à lui, pour payer un ou deux aides.

Les employés de commerce sont en général plus syndiqués que leurs camarades des banques, même si le taux de syndicalisation demeurait très bas, aux alentours de 7% en 1973. Ce faible pourcentage n'est sans doute pas étranger à la dispersion des unités de travail et à leurs dimensions généralement plus réduites que celles des

usines, hôpitaux et mines. Si on se réfère au tableau plus haut sur les grèves et lock-out, nous pouvons voir que le prolétariat commercial s'est engagé, même si c'est de façon modeste, dans la lutte. En regardant qui sont ces employés qui ont fait la grève, on constate vite que dans la majorité des cas, sinon la totalité, ce sont les prolétaires des grands magasins: ceux de la chaîne Woolworth au Saguenay, ceux du grand magasin Pollack à Québec, ceux de Dominion et, plus près de nous les employés d'entrepôts et de magasins de Steinberg/Miracle Mart, qui ont mené une grève illégale il y a quelque temps.

Enfin, dans notre survol de ces couches de travailleurs qui se sont récemment prolétarisées et où le processus n'est pas partout achevé, il nous faut examiner le cas de ces couches scientifiques et techniques, ou même "professionnelles" qui ont rapidement progressé depuis la Deuxième Guerre.

Nous avons vu précédemment comment le capitalisme a disqualifié le travail et tranformé une masse de gens de plus en plus nombreuse en simple appendice de la machine, en purs exécutants soumis à l'exploitation. De cela le PCC ne parle pas. Flatteur pour l'impérialisme, il se contente de s'ébahir devant la plus grande qualification de la force de travail, comme si ce phénomène avait quelque chose à voir avec une présumée déprolétarisation de la société. Pour comprendre mieux, donc, le processus de prolétarisation qui s'opère même parmi ceux que le PCC range dans les professionnels et l'intellegentzia technique, nous allons examiner le cas des infirmières professionnelles.

Les infirmières professionnelles forment sans aucun doute l'un de ces groupes qui a beaucoup grandi depuis la guerre. En l'espace de 10 ans, soit de 1961 à 1971, leur nombre s'est accru de 61,000 à 94,000. Dans le même temps, leurs qualifications professionnelles se sont également accrues. Au Québec par exemple, il ne faut pas moins de 14 ou 15 années d'études, dont trois spécialisées, pour devenir infirmière. Mais il serait erroné de réduire le problème à une seule question de qualifications.

On assiste en effet aujourd'hui à un double processus chez les infirmières diplômées. Le rôle traditionnel de l'infirmière comporte des aspects variés, à la fois exécution des ordres des médecins, mais aussi participation active à l'élaboration de programmes dans les hôpitaux, collaboration avec des organismes qui s'occupent de la famille, sans compter une certaine autonomie professionnelle.

Avec l'accroissement du nombre d'infirmières, il tend à se produire un éclatement de ces fonctions. D'un côté, on voit apparaître la vraie professionnelle; par exemple, ce n'est que depuis 1972 qu'aux Etats-Unis, on reconnaît aux infirmières un plein statut de professionnelle autonome, allant visiter les malades à domicile et agissant avec une complète autonomie dans le champ d'activité délimité qui est le leur. Au Canada, nous voyons aussi apparaître des catégories d'infirmières qui, loin d'être de simples exécutantes, jouissent d'une large autonomie: ce sont les infirmières surveillantes des hôpitaux qui dirigent du personnel, ce sont les infirmières consultantes auxquelles divers organismes font appel pour mettre sur pied des programmes de soins, ce sont les infirmières du grand Nord qui jouent en fait le même rôle qu'un médecin, qu'elles remplacent d'ailleurs jusqu'à un certain point, ou encore l'infirmière scolaire qui mène sa barque avec beaucoup de latitude.

Pour les autres, pour la masse des infirmières des grands hôpitaux, l'aspect professionnel est en voie de devenir plus souvent qu'autrement une sinistre farce. Ou bien elles perdent l'essentiel de leur autonomie professionnelle et se voient ravalées au rang de donneuses-de-pilules-à-la-condition-que-le-médecin l'ait-dit, et le nombre des patients pour une seule infirmière s'élève tant que ça devient du travail à la chaîne, ou bien elles se font carrément remplacer par des infirmières auxiliaires dont la définition de tâche se limite à donner des traitements, prendre la température, aider aux formalités, faire les lits et autres choses du même acabit.

Les chiffres sont significatifs à cet égard. En 1931, on comptait trois fois plus d'infirmières diplômées que de gardes-malades "pratiques" (infirmières auxiliaires et aide-infirmières). En 1971, pour 94,000 infirmières diplômées, il y a 98,000 infirmières auxiliaires. De 1931 à 1961, les infirmières auxiliaires ont même accru leur nombre d'un pourcentage 4 fois supérieur à celui des infirmières diplômées.

Les infirmières diplômées se trouvent donc écartées entre un statut authentiquement petit-bourgeois pour une minorité, et la prolétarisation radicale pour les autres. La croissance de la qualification professionnelle cache donc la déqualification de fait du travail et la croissance du prolétariat dans ces secteurs. Cela est inévitable, et un rapport rédigé pour la Corporation des Infirmières et Infirmiers le constate en ces termes:

"La réforme du système de santé pose un problème pressant auquel la profession de nursing doit faire face. L'application extensive des principes de Taylor dans le milieu de travail de la santé entraîne graduellement la monotonie et l'assujettissement à une tâche déterminée d'avance, requerrant peu d'initiative et peu de responsabilités, mais augmentant la fatigue nerveuse, l'absentéisme et le désintéressement au travail." (16)

Objectivement, il en est ainsi. Cependant, il ne faut pas croire que toutes les infirmières acceptent cette situation de gaieté de coeur. Un certain nombre va chercher à se réfugier sous l'aile protectrice du corporatisme dans l'espoir de retarder les choses, alors que d'autres, comme les infirmières du Cap Breton vont participer activement à la grève générale d'octobre 76 et vont chercher à se lier au mouvement ouvrier, et comme cela se fait déjà, à se syndiquer avec des syndicats ouvriers.

Nous pourrions envisager n'importe laquelle des catégories de techniciens, les programmeurs d'ordinateurs par exemple, et nous pourrions identifier le même processus fondamental. A n'en pas douter, comme l'écrivent les camarades albanais:

"L'augmentation du prolétariat vient de l'abaissement à la condition sociale et économique de prolétaires d'une proportion plus grande de techniciens et spécialistes directement engagés dans la production, de personnes des services et des femmes." (17)

Voilà pourquoi, parler des techniciens et des spécialistes "en général" ne peut conduire nulle part. Voir l'augmentation de leur nombre comme un signe de déprolétarisation de la société capitaliste, c'est, au mieux, se laisser séduire par les apparences, et au pire, comme le fait le PCC, chercher à tromper sciemment le prolétariat sur le sens de l'évolution historique. C'est la base sur laquelle on échafaudera une stratégie révisionniste d'alliance des "couches démocratiques antimonopolistes". Au contraire, ce qui ressort de notre examen des nouvelles couches de travailleurs apparues surtout depuis la Deuxième Guerre, c'est qu'elles se différencient selon les classes. Il ne s'agit donc pas de fusionner toutes les classes dans de vagues alliances sans principes, mais d'identifier concrètement qui est le prolétariat parmi ces nouvelles couches de travailleurs, et de tout faire pour l'unir à l'ensemble du prolétariat canadien. On voit que la lutte est indissociable de la critique du révisionnisme qui divise le prolétariat canadien afin de le confondre avec la petite bourgeoisie.

De plus en plus, deux camps irrémédiablement opposés

La réalité concrète du développement des classes au Canada nous impose cette conclusion inévitable: la prolétarisation de couches toujours plus nombreuses de la population caractérise exactement la situation passée et actuelle du Canada. Le capitalisme qui imposait sa loi à peu près dans la seule sphère de l'industrie au début du siècle, l'impose maintenant à toutes les sphères de l'activité sociale. Il n'y a plus rien qui lui échappe.

Cette situation serait dramatique si ce n'était qu'au même moment le capitalisme a créé les forces capables de l'abattre à tout jamais, "ses propres fossoyeurs" comme disait Marx il y a plus de 125 ans dans le Manifeste communiste. Le prolétariat canadien, c'est aujourd'hui près des ¾ de la population canadienne et le processus continue à se dérouler sous nos yeux à chaque jour. A chaque jour l'étau se resserre et de nouvelles fonctions apparaissent avec le développement de l'impérialisme et de l'accumulation du capital. Mais au lieu de se situer plus ou moins en marge de la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie, ainsi que le voudraient les révisionnistes avec leurs nouvelles couches de la "petite bourgeoisie salariée" en dehors des classes, ces nouvelles couches se prolétarisent à leur tour, se scindant en camps opposés, entre une minorité de profiteurs et une majorité soumise à l'esclavage salarié.

La prolétarisation de nouvelles couches de travailleurs signifie par ailleurs l'aggravation des conditions de vie et de travail, l'intensification de l'exploitation sur une échelle toujours plus vaste, bref, la paupérisation croissante des masses laborieuses (*).

Malgré la prolétarisation parfois récente de ces nouvelles couches du prolétariat, nous avons vu qu'elles n'en partagent pas moins les mêmes intérêts fondamentaux et immédiats que l'ensemble du prolétariat canadien. Comme lui, elles sont soumises à la loi du capital, à la loi du profit maximum; comme lui, elles font les frais de la répression politique et de la réaction qui caractérise de plus en plus notre société impérialiste. Enfin, comme lui, ces nouvelles couches du prolétariat canadien n'ont pas d'autres intérêts que de s'unir dans la lutte pour le socialisme et le renversement définitif du système capitaliste. C'est cette unité fondamentale du prolétariat canadien, quelle que soit son origine, quel que soit le secteur où il travaille, quelles que soient les formes particulières d'exploitation qu'il subisse, que tentent de nous cacher les révisionnistes et les idéologues bourgeois.

Contre les tactiques de division du prolétariat, c'est cette unité fondamentale du prolétariat qu'il revient aux communistes de renforcer et de souder à jamais contre son ennemi principal: la bourgeoisie canadienne.

(*)Voir à ce sujet l'article qui suit dans le présent numéro.

(1) Conseil Economique du Canada, 5e exposé annuel, *le défi posé par la croissance et le changement*, Ottawa, 1968, p. 77. Ce texte est disponible à la salle des publications officielles de la Bibliothèque municipale de Montréal, rue Sherbrooke, et il en existe une version anglaise. Les exposés du CEC sont tous regroupés et faciles à trouver. On ne peut cependant les emprunter.

(2) Hodgetts, J.E., *The biography of an institution*, Montreal and London, 1972, p.53

(3) Commission Royale d'enquête sur l'organisation du gouvernement, Imprimeur de la Reine, Ottawa, éd. abrégée, 1962, p. 228

(4) Idem, p. 229

(5) Idem, p. 173

(6) Idem, p. 230

(7) Idem, p. 168

(8) Idem, p. 169

(9) Idem, p. 165

(10) Idem, p. 165

(11) Kernaghan, *Bureaucracy in Canada,* Methuan Publications, Toronto, 1969, p. 3

(12) Syndicat des Fonctionnaires de Montréal, *Les affaires sociales: un rôle municipal essentiel*, p. 42, c'est nous qui soulignons.

(13) Statistiques-Canada, cité dans La Presse du 25 mai 78

(14) Cousineau, Lacroix, *La détermination des salaires dans le monde des grandes conventions collectives: une analyse des secteurs privé et public,* Conseil Economique du Canada, Ottawa, 1977, p. 74

(15) Canadian Dimension, vol. 12, no 8, p. 12

(16) Le Devoir, 7 mars 1977

(17) Albanie aujourd'hui no 1 (20), *La classe ouvrière dans la société capitaliste actuelle.*

Le capitalisme, c'est la misère pour les masses

La prolétarisation croissante qui caractérise la société canadienne n'est pas sans avoir des effets désastreux sur les conditions de vie d'une large partie de la population, et plus spécifiquement de la classe ouvrière.

Bien sûr, la thèse officielle de la bourgeoisie soutient le contraire. Il paraîtrait que plus ça va, mieux c'est. Il reste évidemment quelques petits problèmes, un peu de pauvreté par ci, un peu de chômage par là, mais le prochain budget du gouvernement devrait pouvoir y remédier. Cela fait donc de très nombreuses années qu'on nous promet la lune à la condition que nous fassions tout ce qui est en notre pouvoir pour que le capitalisme se développe au Canada. La bourgeoisie canadienne cherche à inculquer l'idée que l'amélioration du sort de la classe ouvrière dépend du développement plus grand du capitalisme dans notre pays. Comme dans une caricature récente dans le journal *La Presse* du Québec, l'ouvrier typique est représenté comme un homme repu, arrosant sa grosse voiture dans son vaste terrain parsemé d'arbres et de fleurs, avec la coquette maison à l'arrière-plan. Son petit garçon, candide, lui demande: "papa, si toi tu es un exploité, c'est quoi un bourgeois?"

Depuis quelques années même, la bourgeoisie se reproche d'avoir été trop généreuse à l'égard du prolétariat. La "population canadienne" ayant vécu au-dessus de ses moyens, il va falloir

revenir à plus de "bon sens", bref se serrer la ceinture.

Il nous faut donc essayer de voir clair dans cette présumée société d'abondance ou société juste, comme on voudra.

La prolétarisation n'est en fait que la conséquence, la face opposée pourrait-on dire, de l'accumulation capitaliste. Si à un pôle de la société, le capital s'accumule en quantités énormes, c'est que fatalement, à l'autre pôle, une masse innombrable de prolétaires crée à chaque jour ce capital par leur travail non-payé.

C'est exactement ce qui s'est passé au Canada avec la transformation de la force de travail de tous ceux qui oeuvraient dans les bureaux, les commerces et les banques, en une marchandise qui se vend et qui s'achète sur le marché du travail.

Par cette opération, le Capital se procure la source de son enrichissement. Le salaire de l'ouvrier canadien le mieux payé ne sera jamais en effet qu'une partie seulement de toute la valeur nouvelle qu'il produit ou contribue à réaliser, la différence étant accaparée par la bourgeoisie. Malgré tout son labeur, le prolétaire n'arrivera jamais en moyenne à dépasser ce simple niveau de la reproduction de sa force de travail, alors que la richesse de la bourgeoisie ne connaît pas de limites. Chaque dollar de profit lui permet d'embaucher une force de travail supplémentaire qui créera à son tour une masse de profits encore plus grande et ainsi de suite.

Cette analyse qui affirme que le prolétariat se maintient au niveau de la reproduction de sa force de travail se heurte souvent à des obstacles tels que: "nous vivons mieux que nos parents" ou encore "il faut être déjà heureux de vivre mieux que le prolétariat haïtien". Le réfrigérateur, la télévision, l'électricité et l'eau courante viennent fournir un semblant de preuve que le prolétariat n'est plus réduit à la simple reproduction de sa force de travail puisque c'étaient des choses inconnues au début du siècle, et souvent encore inconnues du prolétariat de pays moins développés.

Cette argumentation vient en fait chercher à établir que l'exploitation capitaliste a diminué et que le prolétaire reçoit aujourd'hui une plus grande part de la valeur qu'il crée. Il nous faut donc, à ce moment-ci, retourner à Marx pour mieux comprendre, au-delà des déformations qu'a subies ce concept, comment se détermine la valeur de la force de travail du prolétariat et donc autour de quel pivot oscille le salaire:

"Exactement comme celle de toute autre marchandise, sa valeur est déterminée par la quantité de travail nécessaire à sa production. La force de travail d'un homme ne consiste que dans son individualité vivante. Pour pouvoir se développer et entretenir sa vie, il faut qu'il consomme une quantité déterminée de moyens de subsistance. Mais l'individu, comme la machine, s'use, et il faut le remplacer par un autre. Outre la quantité d'objets de nécessité courante dont il a besoin pour SA PROPRE subsistance, il lui faut une autre quantité de ces mêmes denrées de première nécessité pour élever un certain nombre d'enfants qui puissent le remplacer sur le marché du travail et y perpétuer la race des travailleurs. De plus, pour le développement de sa force de travail, et l'acquisition d'une certaine habileté, il faut qu'il dépense encore une nouvelle somme de valeurs." (1)

Marx fait ici ressortir les trois points principaux qui entrent dans la détermination de la valeur de la force de travail: entretien de la force de travail de l'ouvrier, préparation de la future force de travail dont le capitalisme aura besoin et amélioration de la force de travail, par exemple par une éducation technique plus longue etc. Le salaire doit donc permettre de rencontrer ces frais.

On voit donc que Marx ne réduit pas la reproduction de la force de travail à la simple survie physique de l'ouvrier, mais lie étroitement cette reproducion à la société dans laquelle elle doit se réaliser. Le problème se pose explicitement en termes historiques:

"(...) La valeur du travail (de la force de travail — n.d.l.r.) est déterminée dans chaque pays par un **standard de vie traditionnel**. *Celui-ci ne consiste pas seulement dans l'existence physique, mais dans la satisfaction de certains besoins naissant des conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent et ont été élevés." (2)*

Que le prolétariat canadien possède parfois un ameublement de salon de type espagnol, alors que le prolétariat espagnol vit souvent sans l'eau courante ne nous surprendra donc pas si nous savons lier ce fait à l'ensemble de la situation sociale. En effet, sous l'impulsion d'une division du travail plus avancée, d'une mécanisation accrue et d'une intensification plus poussée du travail, la classe ouvrière canadienne a atteint un très haut degré de productivité, nettement supérieur à ce qui se faisait au début du siècle et dans beaucoup de pays à l'heure actuelle. Cela signifie non seulement que la richesse de la société en général s'accroît, mais aussi que chaque prolétaire crée une plus-value plusieurs fois plus grande qu'en d'autres lieux et temps.

Il y a donc là deux aspects: d'une part, le développement de cette richesse entraîne une hausse du standard de vie minimum au pays. Ce que l'on appelle les biens de nécessité courante aujourd'hui comportent souvent des biens qui n'existaient même pas voilà trente ans et il serait absurde de s'imaginer que la reproduction de la force de travail du prolétariat canadien actuel n'implique rien de plus qu'il y a un siècle; d'autre part, la question de la productivité accrue pose la question de l'exploitation accrue. Ce qui est en jeu en effet, c'est le **rapport** qui s'établit entre le travail payé de la classe ouvrière et le travail non-payé, entre le travail qu fournit le prolétariat pour reproduire s force de travail et le travail accaparé p la bourgeoisie sous forme de plus-valu

En fin de compte, c'est le rapport d forces entre les classes qui le déte minera. La bourgeoisie charchera con tamment à réduire les salaires a niveau de la seule reproduction phys que, et on verra plus loin que ce n'e pas une figure de style. Par contre, classe ouvrière, par ses luttes cherche à réduire le temps de travail gratuit four aux capitalistes, et donc à profite davantage de la richesse qu'elle crée.

Ne pouvant cependant pas cesser, l'intérieur du système capitaliste, d'êt une marchandise, la force de travail d répondre aux lois générales qui gouve nent l'échange des marchandises. L plus importante de celles-ci, c'est q sur une longue période de temps, l marchandises s'échangent à leur valeu Selon les conjonctures particulières, salaire pourra donc représenter un pe moins ou un peu plus que ce qui e nécessaire à la reproduction de la for de travail dans des circonstanc historiques données. Il ne pourra jama équivaloir à la totalité de la valeur cré par la force de travail, car alors s achat par le capitaliste ne présenter plus aucun intérêt pour lui. Indépe damment donc de la lutte du prolétari si exemplaire soit-elle, les salair n'oscilleront toujours qu'autour de qu'il en coûte socialement po reproduire la force de travail dans not pays. Et tant que la bourgeois

canadienne et son Etat n'auront pas été renversés, la lutte économique se heurtera toujours à ces limites. C'est en tenant compte de ce qui précède que nous allons maintenant nous pencher sur la situation matérielle de la classe ouvrière.

Les statistiques officielles font état d'un revenu moyen en dollars constants, par personne qui aurait augmenté de $721.00 en 1946 à $1,947.00 en 1971 au Canada (3). Qu'en est-il donc au juste? Sommes-nous tous deux fois plus riches que nous l'étions en 1946? La thèse marxiste-léniniste qui affirme la paupérisation des sociétés capitalistes est-elle démodée et fantaisiste? Pour discuter ce point, il faut rappeler brièvement le sens de la théorie de la paupérisation, ainsi que la résumait Lénine:

> *"Bernstein a lui-même reconnu la justesse de ces paroles de Marx (sur la croissance de la misère sous le capitalisme — n.d.l.r.) en tant que caractéristique de la tendance du capitalisme, laquelle devient réalité en l'absence de la lutte de classes du prolétariat contre cette tendance, en l'absence de lois — conquises par la classe ouvrière — sur la protection de cette dernière. C'est en Russie, précisément que nous voyons aujourd'hui ce phénomène se manifester avec une force énorme aux dépens de la paysannerie et des ouvriers. Et puis Kautsky a montré que les paroles sur la "croissance de la misère etc." sont justes non seulement en ce sens qu'elles caractérisent une tendance, mais encore parce qu'elles marquent l'aggravation de la "misère sociale", c'est-à-dire de la disproportion entre la situation du prolétariat et le niveau de vie de la bourgeoisie, le niveau des besoins sociaux qui augmentent parallèlement au gigantesque progrès de la productivité du travail. Enfin, ces paroles sont justes en ce sens que, "dans les régions frontières" du capitalisme (c'est-à-dire dans les pays et dans les branches de l'économie nationale où le capialisme ne fait encore qu'apparaître, se heurtant à l'ordre précapitaliste), l'aggravation de la misère — non seulement de la misère "sociale", mais aussi de la plus terrible misère physique, la famine et la mort qui s'ensuit — prend de vastes proportions." (4)*

Au Canada, il est un fait que le revenu gagné par les individus se répartit très inégalement. C'est ce que nous démontre le tableau suivant:

Tableau 1
Proportion du revenu gagné par séquence de 10%
1946-1971

Echelle de revenu	1946	1951	1956	1961	1966	1971
10% inférieur	1.47	1.62	1.34	.99	.65	
10-20%	3.86	3.95	3.49	3.03	2.72	2.41
20-30%	5.26	5.48	5.17	4.87	4.53	3.87
30-40%	6.51	6.83	6.35	6.12	5.54	
40-50%	7.70	8.10	8.02	7.79	7.66	7.27
50-60%	9.00	9.31	9.40	9.33	9.30	9.16
60-70%	10.29	10.58	10.88	10.93	11.16	11.29
70-80%	11.88	12.28	12.52	12.79	13.07	13.65
80-90%	14.32	14.05	15.07	15.39	15.85	16.87
10% supérieur	29.71	27.80	27.46	28.18	28.61	29.29

Source: Johnson, Leo A., *Poverty in Wealth*, New Hogtown Press, Toronto, 1974, p. 5.

Ce tableau, quand on l'examine attentivement, nous apprend beaucoup de choses. Bien sûr, nous nous attendions à une telle disparité dans une société de classe basée sur l'exploitation. Que 10% de tous ceux qui ont un revenu en 1971 ne gagnent que 0.65% de tout le revenu, que ça représente 50 fois moins que les 10% plus fortunés, cela donne la mesure de la "société juste". Cela explique aussi pourquoi Claude Ryan, actuel chef du Parti libéral du Québec, affirmait préférer la liberté à l'égalité!

La disparité entre les revenus ne nous indique pas tout. Il se pourrait peut-être qu'elle aille en s'atténuant? Le tableau montre pertinemment qu'il n'en est rien. Pendant toute cette période qui, rappelons-le, est l'une des plus prospères pour l'impérialisme canadien, l'écart s'est **accru** entre les plus riches et les plus pauvres. En chiffres absolus, l'écart qui était de $7,914 en 46 est devenu un écart de $12,614 en 71. Pire, la tendance à l'appauvrissement relatif, c'est-à-dire à recevoir une partie toujours plus réduite du revenu total de la société, frappe 50% de tous ceux qui reçoivent un revenu, et se trouve en passe d'atteindre la catégorie 50%-60%, dont la part ne cesse de diminuer depuis 1956.

Il découle de cette situation que la moitié environ de toute la nouvelle richesse créée dans la société se trouve accaparée par les 20% supérieurs, ainsi que le met en évidence le tableau suivant:

Tableau 2:
Changements dans le pouvoir d'achat en dollars constants et répartition du nouveau pouvoir d'achat,
1946-1971

Echelle de revenu	A	B
10% inférieur	$-125	% -0.8
10-20%	- 23	-0.1
20-30%	233	1.5
30-40%	668	4.2
40-50%	1047	6.5
50-60%	1511	9.4
60-70%	2089	13.0
70-80%	2693	16.7
80-90%	3420	21.3
10% supérieur	4575	28.4

A: Changement dans le pouvoir d'achat (en dollars constants de 1961) reçu par chaque salarié moyen dans chaque tranche de 10%
B: Pourcentage du nouveau pouvoir d'achat reçu par chaque salarié moyen dans chaque tranche de 10%
Source: Johnson, Leo A., Poverty in wealth, New Hogtown Press Toronto, 1974, p. 5

Après cela, il devient difficile pour la bourgeoisie d'encore prétendre que la croissance du capitalisme, c'est la croissance de la richesse pour tous. Pour 20% de la population, cela signifie même un appauvrissement absolu depuis la guerre, chez des gens déjà démunis de tout.

Cet appauvrissement absolu qui devient réalité en l'absence de lutte du

prolétariat, nous en avons un autre exemple sous les yeux: avec la capitulation des boss syndicaux devant la lutte à mener contre la loi C-73, qui gelait les salaires, et niait le droit à la négociation collective, on voit aujourd'hui les conventions collectives qui entérinent des hausses de salaires moyennes de 6.5%, alors que l'inflation oscille autour de 10% (5). Même donc dans les secteurs les plus organisés du prolétariat, il y a appauvrissement; dans les secteurs non-organisés, le recul est tragique. Cela devient encore plus évident lorsqu'on observe la part croissante que prend la nourriture dans le budget familial "moyen": c'était 25% en 1961, 27% en 1971 et c'est maintenant 33%! Avec le logement qui gruge à lui seul un autre 33%, on en arrive à la conclusion que deux-tiers du revenu du ménage moyen est consacré uniquement à assurer la simple survie au niveau de ces deux besoins essentiels. (6)

Pour les familles en dessous de la moyenne, cela veut dire 70, 80, 90% de tout leur revenu, et il faut payer les transports pour aller au travail, les vêtements etc. S'étonnera-t-on que le gouvernement du Québec vienne de faire savoir que cette année il y a eu 258,000 véhicules de moins que l'an passé qui furent enregistrés? Cette situation est d'autant plus révoltante que la richesse sociale s'est considérablement accrue, que les moyens de production se sont développés ainsi que la productivité de la classe ouvrière, et pourtant un grand nombre de personnes n'en sont toujours qu'à assurer de peine et de misère leur simple reproduction au niveau des besoins les plus élémentaires.

Nous sommes aussi bien obligés de constater que les présumés programmes de redistribution du revenu (allocations familiales, assistance sociale, assurance-chômage...) n'arrivent même pas à maintenir les familles démunies au simple niveau du seuil de la pauvreté défini par le Sénat canadien (et on peut être sûrs qu'il n'est pas trop "large" dans sa définition du seuil de la pauvreté!)

Dans aucune province du Canada en 1970, l'assistance sociale ne permettait à une famille de quatre d'atteindre ce seuil. Dans sept provinces sur 10, les besoins strictement essentiels n'étaient pas couverts. La même année, un travailleur au salaire minimum ne pouvait pas non plus assurer ce même minimum à une famille de quatre personnes et cela dans six provinces.

Une publication toute récente du gouvernement (7) du Canada confirme ces chiffres: en 76, trois millions de Canadiens ayant déclaré un revenu, c'est-à-dire le quart de tous ceux qui ont produit une déclaration d'impôts, ont gagné moins de $4,000!! Comparons ces chiffres avec le $223.00 net par semaine qui constituait le seuil de la pauvreté pour une famille de 4 personnes en mars 78, déduisant le taux d'inflation et nous nous rendrons compte qu'en 76, c'était plus de neuf mille dollars qu'il fallait gagner pour se maintenir au seuil de la pauvreté. Avec les $4,000 révélés par le document fédéral, on en est loin. C'est dans ce contexte que s'explique notamment l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail dont la bourgeoisie dira: c'est un second salaire pour se payer du luxe.

Que ceux qui seraient tentés de croire qu'il ne s'agit que de gens sur le Bien-Etre social se détrompent: en 1967, dans les 2/3 des familles pauvres, le chef de famille travaillait (8). Et on peut supposer que ce n'était pas comme professionnel ou administrateur! C'est même dans la province la plus riche du Canada, l'Ontario, que l'on retrouve le plus grand nombre de ces personnes gagnant moins de $4,000, soit 1,297,411. Cette réalité ne saurait être mieux décrite que dans l'article 6 du **Projet de Programme** d'EN LUTTE!:

> *"Depuis lors, le Canada s'est affirmé comme puissance impérialiste où la richesse scandaleuse et le gaspillage éhonté de la minorité voisinent avec la pauvreté, le chômage, la misère, les conditions de vie et de travail insalubres et les salaires de famine pour la majorité."*

Les quelques chiffres suivants vont nous faire voir plus en détail que la pauvreté est le lot du prolétariat, et non, comme la bourgeoisie le répète fréquemment, le lot des paresseux qui ne veulent pas travailler. En 1970, alors que le seuil de la pauvreté était estimé à $92. hebdomadairement, dans le commerce de détail le salaire moyen était de $86.90; dans les services de $90.65; dans l'industrie du cuir, de $86.42; dans les vêtements, de $80.76, alors que le salaire industriel moyen était de $126.82 (9).

Dans les secteurs où la présence des femmes est importante, le travail pénible n'arrivait même pas à les arracher à la pauvreté. Les femmes en général, toujours selon la même étude gouvernementale pour 1976, avaient un revenu inférieur de 88% à celui des hommes, soit à peine $6,746 annuellement contre $12,713 pour les hommes. C'est le résultat du fait que 70% des travailleurs au salaire minimum sont des femmes.

Les Indiens et les Métis sont également parmi les plus touchés par la misère. Plus de 40% des familles doivent subsister avec un revenu de moins de $1,000 par année et 75% avec moins de $2,000 en 1965, $1,000 étant alors le niveau de revenu strictement minimum pour un **individu** (10). De même, parmi une sélection de 14 groupes ethniques, on constate que les Québécois, au Québec même, arrivaient en treizième place, juste avant les Italiens et les Indiens, avec des salaires équivalents en 1961 à 9/10 du salaire moyen. (11)

Nous sommes maintenant mieux en mesure d'évaluer à leur juste "valeur" les arguments de la bourgeoisie concernant la croissance illimitée du bien-être pour tous et la "société des loisirs". Sa trop grande générosité, qui l'aurait présumément amenée à se saigner à blanc pour faire vivre grassement des paresseux qui ne veulent pas travailler, tout cela n'est finalement que de la poudre aux yeux pour masquer le fait que la pauvreté, tant absolue que relative ne cesse de croître au Canada. Et encore, nous n'avons pas abordé un grand nombre de questions, les 12 millions de jours-hommes perdus pour cause d'accidents de travail en 1976, le chômage qui n'arrête pas de monter, les déficiences de l'éducation (on vient de dévoiler qu'un étudiant sur deux ne termine même pas son cours secondaire), le poids régressif des impôts qui fait que plus on est pauvre, plus la part d'impôts prélevée sur le revenu gruge en fait sur les biens essentiels à la subsistance, etc., etc.,

La situation du prolétariat et de larges couches du peuple n'offre aucun point de ressemblance avec l'image que nous présentait le caricaturiste plus haut. Le lot du prolétariat demeure celui qu'il a toujours été à chaque époque: il reçoit un salaire qui lui permet tout juste de vivre, de se reproduire et d'élever la famille qui prendra sa place sur le marché du travail quand le capitalisme, après l'avoir usé à la corde, s'en débarrassera. Et même, de plus en plus souvent, il est impossible d'atteindre ce but avec un seul salaire. Pour la classe ouvrière, il n'y a pas d'avenir sous le capitalisme.

---

(1) K. Marx, *Salaire, prix et profit*, ELE Pékin 1975, p. 43
(2) Idem p. 67
(3) Johnson Leo A., *Poverty in wealth*, New Hogtown Press, Toronto, 1974, p. 3
(4) Lénine, *Oeuvres complètes*, Tome 4, p. 240
(5) La Presse, 15-8-78
(6) La Presse, 16-8-78
(7) Statistiques fiscales, édition 78, cité dans *La Presse* 13-9-78
(8) Adams, Cameron, Hill, Penz, *The real poverty report*, M. G. Hurtig Ltd, Edmonton, 1971, p. 21
(9) Revue Statistique du Canada, sommaire chronologique de 1970, p. 56
(10) Adams, Cameron... op. cit, p. 69
(11) Idem, p. 73

La victoire sur le révisionnisme dans le mouvement ouvrier est une condition pour que triomphe le véritable internationalisme prolétarien

"On ne jure plus à notre époque que par l'internationalisme. Jusqu'aux chauvins jusqu'auboutistes (*) (...) qui se disent internationalistes. Le parti du prolétariat a le devoir d'autant plus impérieux d'opposer, avec une clarté, une précision, une netteté absolues, l'internationalisme en action à l'internationalisme en paroles." (Lénine) (1)

L'histoire du mouvement ouvrier et communiste international depuis 30 ans montre que le révisionnisme est fidèle à lui-même depuis qu'il existe. Faire passer le pire chauvinisme, le pire nationalisme, le pire hégémonisme pour de l'internationalisme prolétarien est devenu pour lui une marque de commerce universelle. C'est au nom de l'internationalisme que les troupes du social-impérialisme soviétique ont envahi puis occupé la Tchécoslovaquie en 1968. C'est au nom de l'internationalisme que le Parti communiste canadien s'est transformé en Parti ouvrier progressiste allié à la social-démocratie dans les années 50, supposément pour combattre la menace du fascisme. C'est au nom de l'internationalisme que Houa Kouo-feng, chef du Parti communiste et de l'Etat chinois, réhabilite **son** "camarade Tito", qu'il cesse toute aide à l'édification du socialisme en Albanie, qu'il discute fraternellement avec le shah d'Iran tandis qu'au même moment les masses travailleuses révoltées sont réprimées sauvagement dans les rues de Téhéran par les troupes de son collègue du "tiers monde". C'est encore au nom de l'internationalisme que des partis et organisations soi-disant marxistes-léninistes défendent avec acharnement la militarisation des Etats bourgeois impérialistes. Bref, ce que disait Lénine en 1917 à propos des mystificateurs révisionnistes de son époque s'applique entièrement de nos jours. On doit même dire qu'avec la grande trahison des années 50, avec la victoire du révisionnisme en URSS et dans la grande majorité des partis communistes du monde, ce trait du révisionnisme est devenu une caractéristique dominante dans le mouvement ouvrier international. La "théorie des trois mondes" est venue renforcer ce courant au nom même du marxisme-léninisme et de la lutte contre le révisionnisme.

Dans ce contexte, le devoir "d'opposer l'internationalisme en action à l'internationalisme en paroles" devient une tâche immédiate de la plus haute importance. Si tel était le cas en 1917, deux ans avant la création de la IIIe Internationale, alors que les forces révolutionnaires étaient suffisamment fortes dans un grand nombre de pays pour créer l'Internationale communiste, il n'est pas difficile d'imaginer son importance et son ampleur aujourd'hui. Car aujourd'hui, trois armées révisionnistes manoeuvrent pour dominer le mouvement ouvrier. La première, qui au Canada est de loin la plus imposante dans le prolétariat, c'est la social-démocratie, le révisionnisme ancien contre lequel s'est battu Lénine et contre lequel s'est constituée la IIIe Internationale. La deuxième armée révisionniste, c'est le révisionnisme moderne, ici le Parti communiste canadien, qui en Europe est une force imposante qui domine de larges secteurs du mouvement ouvrier et qui possède des organisations internationales influentes au point de vue culturel et syndical. La troisième armée révisionniste, c'est le courant opportuniste de la "théorie des trois mondes", ce dernier-né de la famille révisionniste, mais qui n'a rien à envier à ses aînés en ce qui concerne la mystification, le nationalisme et le chauvinisme.

Voilà contre qui il faut se battre pour faire triompher l'internationalisme prolétarien. Voilà ceux qu'il faut vaincre pour que triomphe le point de vue internationaliste du prolétariat... sans oublier non plus les sectes trotskystes qui prolifèrent en raison, justement, de la trahison révisionniste.

Le problème que nous aborderons dans cet article n'est donc pas tant de prouver l'intérêt objectif qu'a la classe ouvrière à s'unir au-delà des frontières nationales, ni de montrer par les faits que cette union existe et qu'elle se manifeste de multiples façons depuis une centaine d'années. Le problème n'est pas non plus de montrer que la classe ouvrière doit s'unir aux peuples et nations en lutte contre la domination impérialiste. Depuis le **Manifeste du Parti communiste**, dont on célèbre cette année le cent trentième anniversaire, depuis la Ière, la IIe et la IIIe Internationales, tous les courants qui ont voulu diriger le mouvement ouvrier ont dû faire preuve d'un certain "internationalisme". Les faits eux-mêmes et la supériorité du marxisme sur toutes les autres "théories" de la lutte prolétarienne ont obligé les opportunistes à se parer des atours de l'"internationalisme".

La tâche de l'heure, qui repose sous un autre angle ces questions fondamentales, c'est la lutte pour que le véritable internationalisme prolétarien l'emporte sur les différents courants "internationalistes" opportunistes dans le mouvement ouvrier. Pour cela nous devons assimiler les leçons historiques du mouvement ouvrier international et canadien. Cette histoire montre comment le révisionnisme sabote inévitablement l'internationalisme prolétarien au profit du nationalisme et du chauvinisme. Elle montre que l'internationalisme prolétarien se développe dans la lutte contre le révisionnisme, et que cette lutte prend plusieurs formes

---

(*) NDLR: Les "chauvins jusqu'auboutistes" dont parle Lénine ici étaient ces pseudo-socialistes et pseudo-révolutionnaires de la IIe Internationale social-démocrate qui soutenaient "jusqu'au bout" *leur* bourgeoisie impérialiste dans la guerre mondiale de 14-18.

vement
phe le

nc pas tant de
qu'a la classe
des frontières
r par les faits
u'elle se mani-
s depuis une
roblème n'est
que la classe
x peuples et
domination im-
ifeste du Parti
célèbre cette
anniversaire,
IIIe Internatio-
qui ont voulu
uvrier ont dû
"internationa-
nes et la supé-
utes les autres
létarienne ont
à se parer des
sme".
ui repose sous
stions fonda-
ur que le véri-
olétarien l'em-
ourants "inter-
stes dans le
ur cela nous
ns historiques
nternational et
oire montre
e sabote inévi-
me prolétarien
et du chauvi-
l'internationa-
loppe dans la
lsme, et que
ieurs formes

'auboutistes" dont
pseudo-socialistes
de la IIe Interna-
l soutenaient "jus-
i impérialiste dans
s.

suivant les courants révisionnistes auxquels on a à faire face.

En accomplissant cette tâche, nous nous appuyons résolument sur les principes élaborés par les dirigeants du mouvement communiste. Non pas comme s'il s'agissait de dogmes abstraits, mais bien parce qu'il s'agit de guides pour l'action et dont la justesse est confirmée par la pratique elle-même. Deux idées fondamentales doivent être ici bien comprises. La première est de Lénine, et elle exprime de façon claire et précise la seule définition juste de l'internationalisme prolétarien:

"Il n'existe qu'un, et un seul internationalisme véritable: il consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire ***dans son propre pays*** *et à soutenir (par la propagande, la sympathie, l'aide matérielle) cette même lutte, cette même ligne, et* ***uniquement elle, dans tous les pays sans exception****." (2)*

Devant les multiples "applications créatrices" de l'internationalisme par les révisionnistes, nous nous appuyons sur cet enseignement de Enver Hoxha:

"Dans l'expression "internationalisme prolétarien", il n'y a que le mot prolétarien qui lie indissolublement l'internationalisme au prolétariat mondial, qui les lie entre eux en une unité de combat contre la bourgeoisie capitaliste, contre les trusts et les monopoles, contre l'impérialisme et le social-impérialisme. L'internationalisme prolétarien est l'unité de pensée et d'action du prolétariat de chaque pays et du prolétariat mondial dans son ensemble, dans leur lutte pour renverser par la violence l'ancien monde capitaliste, pour détruire jusque dans ses fondements le pouvoir bourgeois, pour se rendre maître des moyens de production et de tout ce qui sert aux capitalistes pour maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme." (3)

Sabotage et renaissance de l'internationalisme prolétarien au Canada

Le rôle tout à fait déterminant de l'internationalisme prolétarien dans la tactique et la stratégie du prolétariat révolutionnaire a été prouvé historiquement autant par les succès que par les reculs de la lutte révolutionnaire. Avec la naissance du Parti communiste canadien au début des années 20, l'esprit internationaliste qui avait marqué les luttes spontanées de la classe ouvrière fut canalisé dans une action systématique et soutenue. Lutte des travailleurs immigrés et soutien à cette lutte, participation active à la lutte antifasciste en Espagne dans les années 30, soutien à la révolution chinoise, soutien à l'Union soviétique, telles sont quelques-unes des manifestations du rôle qu'a joué la direction du parti prolétarien dans ce domaine. Ce rôle était d'autant plus important que le PCC était membre de l'Internationale communiste, le Komintern, et de ses diverses organisations, telles l'Internationale syndicale rouge et le Secours rouge international. Le prolétariat canadien possédait alors une organisation révolutionnaire et il était, par cette organisation, un contingent actif de l'organisation internationale du prolétariat. Il y avait donc un lien organique entre sa lutte révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie impérialiste canadienne et la lutte mondiale contre le capitalisme, l'impérialisme et la réaction. Dirigés par le PCC, ces deux aspects de la lutte se servaient mutuellement par l'application d'une même ligne politique et le soutien organisé au mouvement révolutionnaire dans le monde.

Victoire du révisionnisme, sabotage de l'internationalisme

Mais le PCC abandonna la voie de la révolution prolétarienne dans les années 40. Il adopta la voie du soutien à la bourgeoisie impérialiste canadienne. Du même coup, son internationalisme prolétarien se transforma en internationalisme opportuniste, c'est-à-dire en nationalisme bourgeois, en soutien à l'impérialisme de sa bourgeoisie (4). Cet internationalisme affirmait qu'après la défaite du fascisme, étant donné la collaboration des pays capitalistes "démocratiques" avec l'URSS dans cette lutte, il était possible d'entrevoir une longue période de coopération internationale entre tous les pays, y compris les pays socialistes, pour bâtir un monde meilleur. Cette théorie l'amena à abandonner la lutte de classes pour la collaboration de classes dans le pays et à prôner le passage pacifique au socialisme. Comme contribution à l'effort de construction de ce monde "meilleur", débarrassé des guerres et des "troubles" révolutionnaires "antidémocratiques", le PCC accorda tout son appui à la bourgeoisie canadienne dans sa lutte pour de nouveaux marchés. Et pour que les "troubles" disparaissent complètement du monde, il fallait aussi s'opposer à la lutte armée des peuples contre l'impérialisme dans les colonies et les néo-colonies.

Cette victoire du révisionnisme fut d'autant plus grande et d'autant p dommageable qu'elle fut consacrée le triomphe du révisionnisme en UF et dans la grande majorité des pays cialistes et des partis communistes pays capitalistes.

Sur le plan internation Khrouchtchev et sa clique révisionn avancent les "trois pacifiques":

1) **compétition pacifique** avec les p capitalistes: ce serait par une p grande productivité du travail qu supériorité du socialisme serait montrée aux yeux de l'Occident;
2) la **"coexistence pacifique"** en Etats à régimes sociaux différe devient **l'aspect principal** de la p tique extérieure soviétique et la li générale des forces révisionnis mondiales. Rien ne doit venir trou cette "coexistence", ni les révoluti anti-impérialistes dans les colonie les semi-colonies, ni la lutte de classe ouvrière dans les pays im rialistes;
3) la conséquence logique de tout c de tout ce "pacifisme", c'est, on s doite, la **"transition pacifique au clalisme"**, l'abandon de la révoluti le rejet du programme révoluti naire au profit des réformes socia l'abandon du rôle dirigeant du pr tariat et de son parti dans la l pour le socialisme au profit d "nouveau bloc social" où la pe bourgeoisie et les petits et moy capitalistes jouent un rôle d'ava garde.

S'agirait-t-il là d'exagérations de no part? Ne serions-nous pas un peu d matiques et unilatéraux, ainsi que le p tendent les révisionnistes du PC nadien? Voyons quelques faits et l pourra juger par soi-même ce qui cache derrière cette accusation de d matisme.

En 1960, l'URSS soutenait l'int vention des troupes de l'ONU au Con intervention qui a préparé le terrain domination néo-coloniale de ce pa appelé aujourd'hui le Zaïre. Puis, l'UR soutient l'expansionnisme de l'Inde tente d'envahir le territoire de la Ré blique populaire de Chine. Romp encore davantage avec l'internatio lisme prolétarien, l'URSS retire ses te niciens d'Albanie et de Chine dans l' poir de saboter l'édification du soc lisme dans ces pays — ce qu'elle n'a pu réaliser par ses tentatives d'impo ses thèses révisionnistes au Parti travail d'Albanie et au Parti communi chinois.

N'y aurait-il donc plus rien d'inter tionaliste dans la politique révisionnis Bien sûr, il reste "l'aide" intéressée c pratiquent toutes les puissances im

rialistes, y compris le social-impérialisme, pour consolider et étendre leur influence dans le monde. Il reste en particulier cette politique opportuniste qui consiste à ne considérer que la position de son propre pays pour définir son orientation. "J'aide les pays qui, par leur position, peuvent contribuer à **ma propre sécurité**. Je soutiens les régimes, quels qu'ils soient, qui s'attaquent à **mon ennemi**". Cet internationalisme-là, c'est celui que pratique la bourgeoisie depuis qu'elle existe. Il n'a plus rien de prolétarien, ni de révolutionnaire.

On entend d'ici les révisionnistes dire: "Vous oubliez le Vietnam et l'aide que nous lui avons apportée dans sa lutte de libération!" Oui, les révisionnistes ont "soutenu" la lutte du peuple vietnamien. Mais regardons ce que les révisionnistes ont fait de cet "appui" dans les pays capitalistes comme le Canada. Au lieu de montrer au prolétariat canadien que la lutte armée populaire était la seule façon de se débarrasser de l'impérialisme et des classes exploiteuses, les révisionnistes ont prêché le pacifisme le plus plat et le plus éculé. Ils ont fondu leur propagande et leur agitation à celles des humanistes et des démocrates sous le mot d'ordre de "Paix au Vietnam". Les révisionnistes, comme tous les opportunistes, sont des éclectiques en matière de tactique "révolutionnaire". Où est rendue "cette même lutte, cette même ligne" que Lénine appelait à défendre, et qui peut seule définir le véritable internationalisme prolétarien? Enfouie sans doute dans le marais du "réalisme" politique et de la paix, pour lequel les tractations diplomatiques et le jeu des pressions ont remplacé les principes, ces choses "encombrantes" et "dogmatiques".

Le soutien aux luttes anti-impérialistes et la renaissance du mouvement marxiste-léniniste démasquent les révisionnistes

Mais, dans le mouvement de soutien aux luttes anti-impérialistes, se développeront des tendances révolutionnaires qui vont petit à petit faire échec à l'"internationalisme" des révisionnistes. Ce sont ces forces nouvelles qui, dans les années 60, adoptèrent les slogans révolutionnaires tels "Victoire au Front de libération national" et "A bas l'impérialisme américain", et qui, au lieu de stimuler les sentiments de pitié pour les "orphelins" de la guerre, stimulent l'ardeur révolutionnaire en donnant pour exemple les hommes, les femmes et les enfants du Vietnam combattant les armes à la main.

On assistera alors à la mobilisation de larges mouvements à caractère de masse qui échappent au contrôle des révisionnistes. La polémique anti-révisionniste se développe considérablement et la diffusion des documents marxistes-léninistes, surtout ceux du Parti communiste chinois et du Parti du travail d'Albanie, pénètre dans des couches de plus en plus larges de ce mouvement. Dans ces années aussi (60 et début 70) se forment de nombreux groupes de soutien aux luttes révolutionnaires dans différents pays: soutien au peuple vietnamien, aux luttes des noirs américains, à la révolution anti-coloniale en Afrique, etc. Les travailleurs immigrés et les étudiants étrangers ont largement contribué à développer ce mouvement en popularisant la lutte dans leur pays et en organisant des assemblées et des manifestations d'appui à la lutte de leurs peuples.

Cette période est aussi celle de la lutte contre le révisionnisme soviétique par le PTA et le PC chinois. La défense de la Chine et de l'Albanie contre le social-impérialisme soviétique et ses alliés internationaux deviendra un point de référence important pour ces éléments progressistes et révolutionnaires.

Tous ces facteurs expliquent comment le soutien aux luttes anti-impérialistes dans le monde fut un terrain important de la lutte contre le révisionnisme. Ce travail a permis à un grand nombre de forces progressistes et anti-impérialistes de se rendre compte du caractère oppresseur, réactionnaire de l'impérialisme en tant que stade ultime du capitalisme, mais aussi en tant qu'époque de la révolution prolétarienne mondiale. L'implication de larges secteurs de la jeunesse progressiste de notre pays dans ce travail lui a permis de s'inspirer de l'héroïsme révolutionnaire des peuples, de se rendre compte de la décadence, de la pourriture du capitalisme, de se convaincre de la nécessité de la lutte révolutionnaire pour se débarrasser de ce système pourri. Certains aussi, reconnaîtront à cette époque la nécessité du marxisme-léninisme et du Parti prolétarien pour diriger cette lutte et la mener à la victoire. Beaucoup de nos camarades d'aujourd'hui ont fait leurs premières armes dans le travail de soutien aux luttes anti-impérialistes.

Malgré tous ces aspects positifs, ce mouvement de soutien aux luttes anti-impérialistes fut dominé par des confusions, des déviations et des erreurs importantes qui d'ailleurs, comme on le verra plus loin, sont encore bien présentes aujourd'hui. N'oublions pas qu'il s'agit d'une période où le parti prolétarien a été à toutes fins pratiques liquidé dans notre pays, où par conséquent le mouvement se développe sans direction révolutionnaire conséquente et sans lien avec le mouvement ouvrier. Laissé à lui-même, à son développement spontané, le mouvement se divise principalement entre un courant anti-impérialiste petit-bourgeois réformiste et un courant **radical**, à forte tendance terroriste. Dans ces conditions, les pousses de l'internationalisme prolétarien étaient nécessairement peu nombreuses et faibles comparées aux courants dominants.

Cette situation explique la prédominance du nationalisme pendant toute cette période. Nationalisme canadien contre l'impérialisme américain; nationalisme québécois contre le "colonialisme canadien" et/ou contre l'impérialisme américain. La lutte contre l'impérialisme n'est pas perçue comme une lutte de classes. Seuls les aspects nationaux prennent de l'importance. On ne voit dans les luttes anti-coloniales que l'aspect national et on oublie l'aspect populaire et prolétarien; on tarde à prendre conscience que les luttes de libération nationale qui mènent la révolution à son terme sont celles où le prolétariat est parvenu à gagner à sa direction les masses travailleuses de la ville et de la campagne, celles où la lutte de libération nationale prépare la libération du peuple contre les classes exploiteuses. On ne tire qu'à demi les leçons des révolutions chinoise, albanaise et vietnamienne; en fait on oublie le principal: l'existence d'un programme prolétarien révolutionnaire et la direction du parti prolétarien sur le mouvement de libération nationale. Comment pouvait-il en être autrement à cette époque de trahison révisionniste où la lutte révolutionnaire du prolétariat est littéralement étouffée par ceux qui, jadis, avaient été les chefs révolutionnaires de la classe ouvrière?

Cette période a donc été celle de la prédominance de l'anti-impérialisme petit-bourgeois. Le tiers-mondisme est à la mode et la lutte révolutionnaire n'est vue que sous l'angle de la libération nationale. Malgré des désaccords sur la tactique, ce courant anti-impérialiste petit-bourgeois aboutit en fait aux mêmes résultats que le révisionnisme. L'anti-monopolisme est plus important que la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. L'impérialisme n'est pas considéré comme le stade monopoliste du capitalisme, l'impérialisme c'est surtout **celui de l'extérieur**, celui des USA et de l'URSS. Ainsi des groupes comme le Progressive Workers Movement (PWM) qui fut un des premiers à rompre avec le PC révisionniste canadien et qui fonda en 1964, à Van-

couver, l'Association des amitiés Canada-Chine (la première à voir le jour en Occident), demeura prisonnier du point de vue nationaliste. Il n'a pas rompu avec l'anti-impérialisme petit-bourgeois. Il a toujours compris le Canada comme un pays dominé, à libérer des griffes de l'impérialisme américain. Il n'a pas reconnu le caractère impérialiste de la bourgeoisie canadienne, ouvrant ainsi la porte à la collaboration de classes avec ce que les nationalistes nomment les "secteurs patriotiques de la bourgeoisie". Pour le PWM, comme pour tous les opportunistes, il n'y a pas "une lutte" et "une ligne" à soutenir dans "tous les pays", mais un "processus" mondial dans lequel il faut tantôt appuyer les réactionnaires "nationalistes" et tantôt les peuples révolutionnaires, ou les deux à la fois. C'est ce que l'on nomme la dialectique petite-bourgeoise, mieux désignée par le terme **éclectisme**. C'est ce point de vue qui a dominé le PWM, qui domine aujourd'hui son héritier direct, le Red Star Collective et qui fut repris par le PCC(m.-l.), par le Waffle, l'aile la plus nationaliste du NPD, et par le Canadian Liberation Movement.

La conséquence de cette ligne nationaliste, c'est de nier le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, dans chaque pays et dans le monde, de nier l'importance de sa théorie et de son programme révolutionnaires et d'abandonner complètement la tâche de reconstruire le parti marxiste-léniniste. Il n'est donc pas étonnant que le terrorisme ait connu une vogue si importante au cours de cette période. Les aspirations à la révolution, si sincères et si justifiées soient-elles, ne conduisent nulle part quant elles sont détachées du rôle historique de la seule classe qui peut les matérialiser et les mener à terme. Confinées à la petite bourgeoisie, ces aspirations enfantent les jumeaux bien connus du réformisme et du terrorisme. Cela vaut même pour les travailleurs isolés qui, prenant conscience de la nécessité de la révolution en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire pour les diriger, tenteront eux-aussi l'aventure terroriste sans lendemain — si ce n'est des lendemains plus pénibles encore pour les masses travailleuses, contre lesquelles la réaction déchaîne sa fougue. Le FLQ au Québec, le Red Morning et le groupe Partisans au Canada anglais ont été des produits de cette époque où l'esprit révolutionnaire connut un grand développement, mais où la confusion idéologique et le nationalisme devaient demeurer dominants.

C'est dans ce contexte aussi que se constituent des groupes nationaux ou ethniques afin de soutenir la lutte dans différents pays. Il est indéniable que ces groupes ont joué un rôle important dans le soutien aux luttes anti-impérialistes. Mais ils auront tendance à se replier sur eux-mêmes et à refuser l'unité organisationnelle avec les nouvelles forces révolutionnaires au Canada. Répétant les erreurs du PC révisionniste canadien, le PCC(m.-l.) est passé maître dans l'art de favoriser la prolifération de tels groupements "autonomes", dont la grande majorité sont confinés dans les couches de la petite bourgeoisie. Nous verrons par la suite que cette conception est tenace et qu'elle est entièrement appliquée par les tenants de la "théorie des trois mondes" dans notre pays.

Des leçons précieuses à ne pas oublier

La trahison révisionniste des années 50 a laissé le prolétariat à la merci du réformisme et du nationalisme, quand ce n'est pas du chauvinisme le plus rebutant. Durant de longues années, la classe ouvrière canadienne sera coupée de l'internationalisme prolétarien qui avait fait l'honneur de ses couches les plus conscientes et les plus militantes dans les années antérieures. Cette trahison est aussi la cause directe de la prédominance du tiers-mondisme et de l'anti-impérialisme petit-bourgeois, d'où découlent les tendances réformistes, nationalistes et terroristes les plus importantes des années 60 et du début des années 70. Coupé de la classe ouvrière, la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout et la seule conséquente dans la lutte pour le socialisme, le mouvement de soutien internationaliste de cette période, ne pouvait que partiellement déboucher sur l'internationalisme prolétarien véritable. Mais dès cette époque, avec l'apparition de nouvelles forces marxistes-léninistes, la lutte pour le triomphe du point de vue internationaliste du prolétariat est engagée. Elle connaîtra son essor véritable avec la lutte pour se démarquer de la "théorie des trois mondes", ce dont nous parlerons plus loin.

Il est important ici de nous arrêter un peu sur les caractéristiques générales de la période dont nous venons de parler et dont nous vivons encore les effets. Trois aspects fondamentaux méritent une attention particulière, trois aspects qui, combinés, ont façonné le développement de la conscience et du mouvement révolutionnaires pendant de longues années. Ces trois aspects sont: la trahison révisionniste, dont nous avons parlé dans les pages qui précèdent, l'ampleur du mouvement de libération nationale qui a secoué l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine depuis les années 50, et l'aiguisement de la lut pour l'hégémonie mondiale.

La trahison révisionniste s'appuie s la négation du rôle dirigeant du prolét riat dans la révolution, y compris dans l révolution nationale, anticoloniale antiféodale. Non seulement les ré visionnistes s'opposent-ils à la lutte d libération des nations (par exemple, l trahison de la révolution algérienne pa le Parti communiste français), mais il corrompent la conscience du prolétaria avec un programme de réformes socia les et politiques qui lui enlèvent tout perspective révolutionnaire. Le sabo tage des luttes révolutionnaires est auss monnaie courante pour les ré visionnistes, comme l'a fait le PCF er mai 68, en France. S'appuyant sur l'aristocratie ouvrière et la petite bourgeoisie les révisionnistes amènent le prolétaria à collaborer avec sa bourgeoisie impérialiste.

Cette période des années 60 en es une où les luttes interimpérialistes aussi. se développent. Les luttes de libération nationale ont modifié la carte des rapports internationaux. La chasse aux zones d'influence devient plus vive. Avec l'apparition du social-impérialisme soviétique sur la scène internationale, la lutte pour l'hégémonie mondiale atteint un point de tension extrême qui débouche de plus en plus sur la perspective d'une nouvelle guerre mondiale pour le repartage du monde.

Dans une telle conjoncture mondiale, la lutte des nations opprimées prend des proportions importantes et donne lieu à la libération nationale des anciennes colonies du joug colonial. D'un autre côté la menace de la guerre mondiale fait renaître le vieux mot d'ordre de "défense de la patrie", par lequel le prolétariat est invité à se placer à la remorque de la bourgeoisie de son pays pour "renforcer sa capacité de défense" face à une "agression" éventuelle.

Si incroyable que cela puisse paraître, Lénine avait déjà envisagé une telle éventualité, c'est-à-dire une situation où le prolétariat pourrait être entraîné dans des luttes nationales réactionnaires, impérialistes, au détriment de sa lutte sociale, au détriment de la lutte révolutionnaire pour le socialisme. En effet, en 1916, dans un article intitulé: **A propos de la brochure de Junius** (5), Lénine dit qu'il n'est pas impossible que le prolétariat soit entraîné dans des luttes nationales et des guerres nationales en Europe, et que cela serait un recul immense pour le socialisme sur le continent.

"Que la guerre impérialiste actuelle 1914-1916 se transforme en une guerre nationale, c'est tout à fait improbable, car la classe qui représente le mouvement ***en avant*** *est le prolêta-*

riat, qui tend objectivement à la transformer en une guerre civile contre la bourgeoisie, et puis aussi parce que les forces des deux coalitions ne sont pas tellement différentes et que le capital financier international a créé partout une bourgeoisie réactionnaire. Mais il n'est cependant pas permis de qualifier une telle transformation **d'impossible: si** *le prolétariat* **européen** *était affaibli pour une vingtaine d'années;* **si** *cette guerre* **finissait** *par des victoires dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement d'une série d'Etats nationaux parfaitement viables;* **si** *l'impérialisme extra-européen (japonais et américain surtout) se maintenait aussi une vingtaine d'années sans aboutir au socialisme, par exemple à cause d'une guerre nippo-américaine, alors une grande guerre nationale serait possible en Europe. Ce serait une évolution qui rejetterait l'Europe* **en arrière** *pour plusieurs dizaines d'années. Cela est improbable, mais* **non pas** *impossible, car il est antidialectique, antiscientifique, théoriquement inexact, de se représenter l'histoire universelle avançant régulièrement et sans heurts, sans faire quelque fois des sauts gigantesques en arrière." (6)*

Nous n'allons pas commenter ce passage extrêmement important dans son entier. Nous le ferons plus loin, surtout quand nous reparlerons de la "théorie des trois mondes". Nous le reproduisons ici dans son entier pour que le lecteur connaisse le contexte dans lequel Lénine aborde la "possibilité" de cette "guerre nationale" qui "rejetterait l'Europe **en arrière** pour plusieurs dizaines d'années", qui serait un "saut gigantesque en arrière" du point de vue de la lutte pour le socialisme.

Ce que Lénine dit, c'est que ce recul suppose un **affaiblissement considérable** du prolétariat " pour une vingtaine d'années"; que, en d'autres mots, le prolétariat ne pourrait pas solutionner à sa manière propre, par la révolution sociale, par le renversement de la bourgeoisie, la crise révolutionnaire engendrée par l'éclatement des contradictions de l'impérialisme. Lénine voit donc très bien que **la prédominance de l'aspect national dans les conflits interimpérialistes ne peut être que l'effet d'un affaiblissement du prolétariat** et de son rôle dans la solution des conflits qui surgissent **entre les pays** dans le cadre des rapports impérialistes mondiaux.

Bien entendu, Lénine évoquait cette possibilité dans un contexte très précis, celui de la Première Guerre impérialiste mondiale, plus précisément dans celui de **la fin** de cette guerre. Nous n'en sommes pas là aujourd'hui, c'est évident. Il reste que l'idée essentielle ici, et qui est tout à fait pertinente à notre propos, à savoir que l'affaiblissement du prolétariat (comme par exemple la grande trahison révisionniste des années 50) l'empêche d'appliquer sa propre solution aux conflits engendrés par les luttes interimpérialistes, cette situation le place dans une position où il est à la remorque de la bourgeoisie, laquelle ne peut envisager la solution des luttes interimpérialistes **que du point de vue de la nation**, de sa consolidation, de sa défense, etc.

L'histoire du mouvement ouvrier international depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale montre que si la domination révisionniste n'est pas combattue et éliminée, le prolétariat se trouve immanquablement à la remorque de tous les courants nationalistes et chauvins, qu'ils proviennent des rangs mêmes des révisionnistes ou qu'ils soient tout simplement ceux de la politique chauvine de la bourgeoisie impérialiste des différents pays. L'histoire plus récente de la renaissance du mouvement marxiste-léniniste au Canada nous enseigne que sans la direction du Parti prolétarien, sans la lutte pour affirmer le rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte contre l'impérialisme, les sentiments anti-impérialistes et internationalistes ne peuvent aboutir à l'internationalisme prolétarien, à "l'internationalisme en action", et qu'ils échouent dans le réformisme petit-bourgeois ou le radicalisme parfois teinté de terrorisme. Sans ces conditions, sans la liaison et l'unité de la lutte révolutionnaire dans "son propre pays" avec celle de "tous les pays sans exception", sans le soutien de "cette même lutte, et de cette même ligne" partout, il ne saurait être question d'internationalisme véritable, c'est-à-dire d'internationalisme prolétarien.

La lutte pour rompre définitivement avec le révisionnisme et pour que triomphe l'internationalisme prolétarien

Il apparaît clairement que la situation dans notre pays est complexe à bien des égards. Le prolétariat s'y retrouve idéologiquement et organisationnellement dominé par les révisionnistes anciens (sociaux-démocrates), modernes (le PCC et ses sympathisants), et il subit les assauts répétés des trotskystes et d'un nouveau courant révisionniste, la "théorie des trois mondes". Les voies par lesquelles la bourgeoisie neutralise la conscience révolutionnaire du prolétariat canadien sont multiples.

Nous avons présenté brièvement dans la partie qui précède comment les nouveaux éléments marxistes-léninistes ont entrepris de se démarquer des révisionnistes sur la question de l'internationalisme prolétarien et du soutien aux luttes anti-impérialistes. Nous allons voir maintenant comment cette lutte s'est aiguisée par l'apparition d'un nouveau courant révisionniste, issu des rangs mêmes de ceux qui se réclamaient de l'anti-révisionnisme, de l'internationalisme prolétarien et du marxisme-léninisme. Il est devenu clair depuis un certain temps que la lutte contre ce nouveau courant opportuniste et révisionniste ne se distingue pas quant au fond de la lutte contre le révisionnisme en général, celui de l'URSS et du Parti communiste canadien. Au contraire, c'est là une même lutte, dont les racines idéologiques et historiques sont inséparables. Si nous l'examinons ici plus spécialement, c'est parce que son histoire (et celle de la lutte contre lui) montre de façon plus concrète aux marxistes-léninistes d'aujourd'hui comment se constitue le révisionnisme et comment il constitue un obstacle important à un véritable soutien internationaliste. Cela est d'autant plus justifié que ce nouveau courant révisionniste est la consolidation de tendances qui dominent le mouvement de soutien anti-impérialiste des années 60 et du début des années 70.

La consolidation de l'anti-impérialisme petit-bourgeois conduit au nationalisme réactionnaire et au révisionnisme

Dans les années 60 et au début des années 70, on pouvait imputer certaines erreurs et certains flottements idéologiques du mouvement de soutien aux luttes anti-impérialistes au sabotage de la direction révolutionnaire du prolétariat par les révisionnistes. Faute de cette direction, les nouvelles forces progressistes et révolutionnaires durent faire leur propre expérience et, ce qui était inévitable, elles commirent bien des erreurs. On comprendra aussi que, dans ce contexte, cet esprit internationaliste se soit retrouvé isolé de la vie politique des masses travailleuses canadiennes. Cela influença considérablement le contenu de classe de cet "internationalisme". Ce n'était pas encore l'internationalisme prolétarien, sauf pour certains aspects et pour une partie seulement des forces qui participèrent à ce mouve-

du proléta-
.
brièvement
omment les
es-léninistes
uer des ré-
de l'interna-
soutien aux
s allons voir
utte s'est ai-
ın nouveau
des rangs
lamaient de
nternationa-
marxisme-
r depuis un
contre ce
iste et ré-
as quant au
visionnisme
et du Parti
contraire,
t les racines
sont insépa-
ici plus spé-
son histoire
i) montre de
marxistes-
omment se
t comment il
tant à un vé-
ste. Cela est
ce nouveau
la conso-
dominent le
-impérialiste
des années

au
re

début des
er certaines
nts idéolo-
outien aux
abotage de
du proléta-
ute de cette
orces pro-
es durent
et, ce qui
nt bien des
i que, dans
ationaliste
e politique
nadiennes.
lement le
ernationa-
'internatio-
r certains
seulement
ce mouve-

"Le prolétariat a les mêmes intérêts fonda mentaux partout dans le monde. Le prolétariat ca nadien au pouvoir appuiera et soutiendra active ment l'édification socialiste dans les autres pays e la lutte du prolétariat et des peuples et nations op primés contre l'impérialisme. Dépourvu de tout ambition hégémonique et se gardant de tout présence militaire à l'étranger, il défendra farou- chement l'indépendance du pays. Traitant d'égal à égal avec tout pays, quel qu'il soit, il n'en abandon- nera jamais pour autant les exigences de l'interna- tionalisme prolétarien, car l'objectif final de la révo- lution, le communisme, ne sera possible que dans un monde totalement débarrassé de la domination impérialiste, de l'exploitation capitaliste et de toute idéologie bourgeoise." (Article 12 du Projet de pro- gramme pour la Parti prolétarien canadien)

ment. Le soutien aux luttes de libération nationale occupant toute la place, les luttes du prolétariat, que les révisionnistes s'employaient d'ailleurs à neutraliser par tous les moyens, étaient extrêmement secondarisées, pour ne pas dire ignorées dans bien des cas. On n'en parlait le plus souvent que comme un "appui potentiel" à la lutte de libération nationale dans le "tiers monde". Le rôle de la classe ouvrière et de son parti d'avant-garde dans la révolution, y compris dans la révolution démocratique anti-impérialiste des pays dominés, était ignoré, ou considéré comme une quantité négligeable.

Mais depuis quelques années, le mouvement marxiste-léniniste s'est renforcé considérablement. Il a développé sa ligne politique et il a entrepris à nouveau la tâche de fusionner le marxisme-léninisme et le mouvement ouvrier canadien. Depuis le début, cette lutte a comporté, comme un de ses aspects essentiels, le combat pour le triomphe de l'internationalisme prolétarien sur le nationalisme et le chauvinisme sous toutes leurs formes.

Dans ce nouveau contexte, la persistance des erreurs petites-bourgeoises, tiers-mondistes et nationalistes prend une dimension et une signification nouvelle. Elle représente aujourd'hui la consolidation de ces erreurs en une ligne politique articulée, et elle rejette ceux qui les perpétuent dans le camp du révisionnisme. C'est ce qu'illustrent à merveille la "théorie des trois mondes" et ses différents adeptes au Canada.

La Ligue communiste pseudo marxiste-léniniste du Canada, principal défenseur de la "théorie des trois mondes" au Canada, appuie **en paroles** le mouvement de la révolution prolétarienne mondiale. Elle n'a que le mot "internationalisme" à la bouche, à tel point d'ailleurs que, pour elle, plus rien ne compte que le "mouvement objectif de la révolution mondiale", pas même le mouvement de la révolution socialiste canadienne. Dans les faits, cependant, sa ligne "internationaliste" pour la "révolution mondiale" n'a plus rien de prolétarien ni de révolutionnaire. Elle y a substitué "l'internationale" des nationalistes chauvins, c'est-à-dire cette communauté d'intérêts opportunistes de la bourgeoisie des pays impérialistes, dits du deuxième monde, y compris la bourgeoisie de "la superpuissance la moins dangereuse", les USA, avec la bourgeoisie réactionnaire, compradore ou fasciste des pays dépendants. En d'autres mots, il n'est pas question pour la Ligue de pratiquer un internationalisme, le seul qui soit prolétarien et révolutionnaire, qui "consiste à travailler avec abnégation au développement du mouvement révolutionnaire et de la lutte révolutionnaire dans son propre pays et à soutenir (...) cette même lutte, cette même ligne, et **uniquement elle, dans tous les pays sans exception**", ainsi que nous l'apprend Lénine. Prenons l'exemple de son "soutien" à la lutte des peuples (pardon, des pays) africains.

Il n'est pas étonnant que la Ligue ne mentionne la nécessité de la lutte armée **que dans le cas des peuples en lutte contre les régimes racistes blancs**. Soutenir **cette même lutte** dans le cas des autres peuples africains soumis au joug de régimes antipopulaires, anti-communistes et souvent fascistes, de régimes à la solde de l'impérialisme et de la réaction mondiale, cela dérangerait sans doute ses "plans" pour la **rénovation** du monde impérialiste, ce que tous les impérialistes ont appelé: "le nouvel ordre économique mondial". Mais les porte-parole de la Ligue ne peuvent pas soutenir longtemps la réprobation de cette ligne honteuse par tous ceux qui ont, ne serait-ce qu'un soupçon, de la sympathie pour la lutte révolutionnaire de ces peuples. Aussi s'empressent-ils d'affirmer avec force que, bien sûr, ils soutiennent la lutte de ces peuples! N'affirment-ils pas que Mobutu du Zaïre, que Marcos des Philippines, que Giesel du Brésil sont des réactionnaires? Mais ils s'empressent d'ajouter que cela ne les empêche pas d'être "progressistes" et "anti-impérialistes" sur le plan extérieur! La preuve, c'est qu'ils s'opposent au social-impérialisme soviétique?

Que les réactionnaires qui dominent ces pays utilisent l'anti-soviétisme pour défendre les intérêts d'une autre puissance impérialiste ou tout simplement pour camoufler leur anti-communisme, cela est trop subtil pour que la Ligue le comprenne. La Ligue partage avec tous les tenants de la "théorie des trois mondes" cet entêtement, cette cécité absurde, qui consiste à nier que les régimes vendus de ces pays ne sont "anti-ceci" ou "anti-cela" que dans la mesure où l'un ou l'autre des groupements impérialistes les soutient dans leur entreprise antipopulaire. Existe-t-il dans le monde d'aujourd'hui une chose telle que le "non-alignement", telle que l'opposition de **pays** (autres que les pays socialistes) à l'impérialisme? Voyant bien que cela n'existe pas, la "théorie des trois mondes" a abandonné l'idée qu'il fallait s'opposer aux deux superpuissances pour celle, plus **réaliste**, plus conforme à l'esprit impérialiste, de l'opposition à la superpuissance la plus dangereuse.

En résumé, on a le résultat suivant: être à la fois nationaliste, soutenir Mobutu et le shah d'Iran, et être révolutionnaire en prétendant soutenir la lutte pour les abattre. Cet "internationalisme" est celui qui applaudit à l'accolade de Houa Kouo-feng avec "le camarade Tito" et le shah d'Iran. C'est un internationalisme **blanc**, de la couleur des troupes contre-révolutionnaires, ou **jaune**, de la couleur des traîtres à la cause de la révolution prolétarienne; le seul **rouge** qu'on pourrait y voir, à la rigueur, est celui du sang des révolutionnaires tombés sous les balles des "anti-impérialistes" au pouvoir dans la grande majorité des pays africains.

Comme on le voit, il y a "internationalisme" et internationalisme. Il y a celui dont Enver Hoxha disait que seul l'aspect "prolétarien" convenait au marxisme-léninisme. Il y a celui pour qui l'internationalisme est un fourre-tout dans lequel les réactionnaires notoires, les bourreaux sanguinaires, ont aussi leur place.

Dans tout cela, c'est le rôle dirigeant du prolétariat et de son parti révolutionnaire qui est liquidé. Les erreurs qui, il y a quelques années, étaient le résultat de l'absence de la direction prolétarienne, sont aujourd'hui érigées en ligne de conduite pour saboter cette direction. Voilà le fond de l'affaire. Voilà l'essence de la "théorie des trois mondes" et de son "internationalisme". Voilà aussi comment elle rejoint tout à fait le révisionnisme khrouchtchévien, celui de Tito et consorts.

L'ampleur de cette nouvelle trahison de la révolution prolétarienne se constate par la scission profonde et rapide qu'elle a provoquée, non seulement dans le mouvement marxiste-léniniste international, mais aussi dans les rangs du mouvement de soutien aux luttes anti-impérialistes dans le monde. Là aussi s'est opérée une scission politique et idéologique pour ou contre la "théorie des trois mondes", pour ou contre le soutien "internationaliste" à Mobutu et au shah d'Iran, pour ou contre la réconciliation "internationaliste" de Houa Kouo-feng avec le père du révisionnisme moderne, le "camarade Tito".

Du point de vue historique, ceux qui aujourd'hui développent leur "soutien internationaliste" sous le drapeau de la "théorie des trois mondes" sont les continuateurs directs du mouvement anti-impérialiste petit-bourgeois des années 60 et du début des années 70. La différence, c'est qu'ils disent aujourd'hui se référer au marxisme-léninisme, ou du moins à "certains de ses principes". Le représentant le plus typique de cette tendance est sans doute le "Comité anti-impérialiste des peuples du Tiers-Monde" (CAPT). L'origine de ce groupe et son évolution est un très bon exemple de la façon dont la petite bourgeoisie nationaliste tente de se parer du discours et des allures du marxisme-léninisme

pour mieux saboter l'internationalisme prolétarien.

Le CAPT trouve ses origines dans un groupe existant en 1969, le mouvement des Jeunes afro-asiatiques. En 1972, des membres du Mouvement de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, organisation contrôlée par le PCC(m.-l.), quittent cette organisation et rejoignent les premiers pour fonder le "Comité de solidarité des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine", d'où le CAPT est issu. Tous ces comités ont la particularité d'être des cercles d'étude et de discussion et n'ont pas pour but d'organiser le soutien et d'assister la lutte révolutionnaire dans un pays donné, comme le serait un groupe **à l'étranger**, d'un parti ou d'une organisation du pays d'origine. Ces groupes prétendent à l'autonomie organisationnelle **et** idéologique; ils fondent leur ligne générale sur le rôle principal des pays du "tiers monde" et sur le rôle secondaire du prolétariat international dans la révolution. Il ne s'agit donc pas de groupes désireux de faire connaître la lutte de leur peuple seulement, mais aussi et surtout d'entraîner les progressistes et la classe ouvrière à soutenir une ligne très précise sur l'ensemble de la situation internationale et sur la stratégie et la tactique de la révolution partout dans le monde. C'est sans doute ce qui explique le jargon "marxisant" qu'ils utilisent, bien qu'ils se défendent à cor et à cri d'être des organisations marxistes-léninistes.

C'est ce marxisme-léninisme frelaté qui conduit le CAPT à l'analyse suivante de la situation dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine:

"A l'exception d'une poignée de traîtres, les forces qui appuient l'indépendance ne se réduisent pas à la classe ouvrière mais comprennent aussi d'autres classes: la paysannerie, la petite bourgeoisie, la bourgeoisie nationale et, dans une certaine mesure, la bourgeoisie compradore. (...) Avec la montée du Tiers-Monde et plus particulièrement avec les luttes révolutionnaires, les bourgeoisies compradores de plusieurs pays sont obligées de prendre certaines positions contre l'impérialisme et d'utiliser un certain degré d'indépendance." (7)

Voilà un exemple typique de "marxisme-léninisme" qui n'en est pas, tout en voulant l'être "un petit peu". Le CAPT veut-il nous prouver que le néo-colonialisme n'existe pas? On serait porté à le croire. En effet, comment peut-il être question de néo-colonialisme, de domination de l'impérialisme si une classe qui est le support de l'impérialisme, et qui tire son nom précisément du fait qu'elle est créée et maintenue en place par l'impérialisme, **la bourgeoisie compradore**, se met elle aussi à défendre l'indépendance nationale? Qui est donc alors cette "poignée de traîtres"? Mystère, direz-vous. En partie, seulement. Ce que cette affirmation tente en réalité de faire, c'est de réduire à néant les classes qui constituent un soutien direct à l'impérialisme.

Il tente de nier que la bourgeoisie impérialiste, que le capital financier, comme le disait Lénine, "a créé partout une bourgeoisie réactionnaire", et que des secteurs importants des classes exploiteuses, féodales, bourgeoises, capitalistes bureaucratiques et compradores sont la base de classe de la domination impérialiste dans ces pays. Ce petit stratagème aboutit en fait à enlever tout caractère de classe à la lutte démocratique anti-impérialiste, et à la nécessité, par conséquent, de la politique indépendante du prolétariat dans cette lutte et de sa direction pour la mener vraiment à terme.

En fait, il n'y a plus de place pour la révolution prolétarienne dans ce "monde" que la "théorie des trois mondes" nous a élaboré. Il n'est pas étonnant que ces gens se soient placés sous l'aile "tiers-mondiste" de la Ligue qui cultive minutieusement leur nationalisme petit-bourgeois et qui se fait le complice de leur falsification du marxisme-léninisme au nom de l'unité avec les peuples et les pays du "tiers monde". Il y a quelques années, cela pouvait être mis sur le compte de l'inexpérience. Mais aujourd'hui, le devoir des marxistes-léninistes authentiques est de les dénoncer devant les masses.

A l'opposé de cette tendance, existent des groupes et des organisations qui ont entrepris de développer le soutien à leur peuple sur la base d'une ligne juste. Ces groupes et organisations ont entrepris d'appliquer le principe léniniste de ne soutenir dans leur pays que la lutte révolutionnaire, que la ligne révolutionnaire, et non la ligne réformiste, capitularde, voire même réactionnaire des régimes bourgeois au pouvoir. A la différence des premiers, ces groupes reconnaissent la nécessité de soutenir la lutte révolutionnaire des peuples qui porte des coups et affaiblit l'impérialisme et rejettent tout soutien aux classes réactionnaires qui sont devenues le soutien de l'impérialisme dans leur pays.

Ce courant lui aussi est apparu dans le processus dont nous avons parlé plus haut. Il constitue l'aile révolutionnaire conséquente du mouvement de soutien aux luttes anti-impérialistes. Ces groupes ont compris que la lutte anti-révisionniste et anti-soviétique de la "théorie des trois mondes" rend en fait de précieux services à l'impérialisme et ses alliés. Son refus de reconnaître l caractère réactionnaire de ces régime ses compromis et la cour assidue qu'ell fait aux régimes fascistes sous prétext qu'ainsi elle contribue à isoler l'URSS "la superpuissance la plus dangereuse" aboutit en fait à l'opposé de ce qu'ell prétend faire. En se rangeant du côt des dirigeants réactionnaires, elle cau tionne l'action des révisionnistes soviéti ques en leur donnant beau jeu de dé noncer les marxistes-léninistes. Pendan ce temps, les révisionnistes soviétique utilisent la révolte populaire contre le régimes corrompus jusqu'à la moelle e vendus à l'impérialisme américain pou la plupart (ou à ses alliés comme la France ou la Belgique, ce qui revient au même), dans le but de se frayer un chemin en Afrique.

La logique de la "théorie des trois mondes" n'a donc rien à envier à cela des révisionnistes soviétiques. Dans les deux cas, c'est le nationalisme et le chauvinisme qui dominent. Dans les deux cas, le rôle dirigeant du prolétariat est liquidé au profit de différents groupes bourgeois "anti-capitalistes", "anti-impérialistes" ou "non-alignés". Pour ces gens, l'internationalisme prolétarien n'est plus qu'une collection de slogans vides de contenu révolutionnaire, adaptables à toutes les situations, puisque, voyez-vous, le "processus de la révolution prolétarienne mondiale" est tellement complexe que les principes ne suffiraient plus. Donc, place au réalisme, aux "tactiques souples", place, en fait, à l'opportunisme en lieu et place du soutien à la révolution.

Pour un point de vue prolétarien dans l'analyse de la situation internationale

Ce que Lénine envisageait comme une **possibilité** désastreuse pour le prolétariat est devenue aujourd'hui l'idée directrice du révisionnisme. La trahison révisionniste des années 50 a porté un dur coup à la lutte pour le socialisme dans le monde. Il en est résulté un affaiblissement de la lutte du prolétariat international, cela est indéniable. Prenant prétexte de cette faiblesse temporaire, la "théorie des trois mondes" entend ériger cette faiblesse en théorie. Cette thèse, c'est que, puisque selon eux il n'existerait plus de "camp socialiste", puisque le prolétariat dans les pays capitalistes impérialistes est encore dominé par le réformisme et le révisionnisme, et puisque la situation actuelle est celle des préparatifs d'une guerre mondiale, il faut adopter une tactique purement, essentiellement et uniquement défensive: celle de la lutte pour

préserver l'indépendance nationale, celle d'appuyer la militarisation des pays impérialistes, celle de travailler à la consolidation du bloc impérialiste ayant à sa tête les USA, lequel est considéré comme un "moindre mal" dans la guerre impérialiste "imminente". En fait, l'appui à l'impérialisme, sa consolidation, ne peut servir qu'à augmenter les facteurs de guerre.

Ainsi, ces gens qui prétendent offrir une direction révolutionnaire au prolétariat ont abandonné sa préparation au renversement de la bourgeoisie et à l'exercice de la dictature du prolétariat. Ils ont décidé d'avance que, face à une prochaine guerre impérialiste mondiale, le prolétariat devra se fondre au front national des impérialistes français, belges, hollandais, allemands, etc. L'hypothèse de la "théorie des trois mondes" (qui n'est en fait qu'une spéculation opportuniste), c'est que la préparation du prolétariat à la guerre nationale est la meilleure préparation pour ensuite, dans le cours de cette bataille, passer à l'établissement de la dictature du prolétariat. Car, voyez-vous, seul le prolétariat pourra être conséquent dans cette guerre nationale; la bourgeoisie se discréditera et le terrain sera mûr pour passer à la révolution socialiste. Voilà où conduit la vision nationaliste des rapports mondiaux à l'époque de l'impérialisme. C'est une logique de diplomate impérialiste et non la politique de gens dont la tâche devrait être de diriger la lutte de la classe ouvrière contre la bourgeoisie, au lieu de tenter de les amalgamer.

Lénine considérait l'éventualité d'une guerre nationale en Europe comme un recul énorme pour la cause du socialisme pour plusieurs dizaines d'années. Sous la plume des propagandistes de la "théorie des trois mondes", cela est devenu un principe stratégique. Ils sont en train de planifier la défaite de la révolution au nom de la révolution mondiale.

Devant l'ampleur de la tâche qui consiste à arracher le mouvement ouvrier de la domination idéologique du révisionnisme, de la social-démocratie, du réformisme et du nationalisme, les nouveaux révisionnistes de la "théorie des trois mondes" ont capitulé. Au lieu d'aller à contre-courant, ils s'y plongent tête première dans l'espoir absurde de lui trouver une issue favorable au prolétariat. L'histoire a montré que cette politique conduit au sabotage de la révolution. C'est ce qu'a montré l'histoire de la Première Guerre mondiale et de la première grande scission du mouvement ouvrier international, quand les révisionnistes de la IIe Internationale ont voté les crédits de guerre aux gouvernements impérialistes. Il faut sans doute remercier le bon Dieu que nos révisionnistes n'aient pas la possibilité de faire cela aujourd'hui, car nous assisterions à une escalade encore plus grande de la course aux armements et à la militarisation des économies de tous les pays. C'est la leçon que leur donnent d'ailleurs les dirigeants actuels du Parti communiste chinois, qui ne cessent d'exhorter les pays européens au militarisme. Cette leçon a d'ailleurs été assimilée bien avant eux par les révisionnistes français, italiens, canadiens, etc., pendant et surtout après la Deuxième Guerre mondiale. A cette époque aussi la situation, disait-on, n'était pas "révolutionnaire", et il fallait "reconstruire le monde"! A cette époque aussi il était très "unilatéral" et très "dogmatique" de vouloir préparer la révolution alors que la situation n'était "manifestement" pas révolutionnaire!

L'histoire de la lutte pour démarquer le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien du révisionnisme et de l'anti-impérialisme petit-bourgeois nous apprend que l'internationalisme prolétarien, ce n'est pas la fusion du nationalisme et du socialisme, mais bien le soutien du mouvement révolutionnaire et de la direction du prolétariat dans ce mouvement. Elle nous apprend que le nationalisme conduit à la subordination des intérêts des masses travailleuses à ceux de la bourgeoisie impérialiste et de ses alliés dans le monde. Elle nous apprend que sans une direction prolétarienne, que sans une lutte de tous les instants pour développer l'internationalisme dans les rangs du mouvement ouvrier, on ne prépare pas la révolution socialiste, mais bien la soumission des travailleurs aux intérêts "nationaux" de la bourgeoisie dans "sa" guerre nationale, c'est-à-dire dans la guerre impérialiste.

Nos tâches internationalistes

Les erreurs et les flottements qui ont caractérisé l'essor du mouvement de soutien aux luttes anti-impérialistes ont marqué tous ceux qui se sont engagés dans ce mouvement. Le nationalisme et l'anti-impérialisme petit-bourgeois sont des tares qui ont la vie dure, trempées qu'elles sont par plus de vingt ans de sabotage révisionniste dans les rangs du mouvement ouvrier international. Pour certains, comme la Ligue et ses organisations tiersmondistes (CAPT), ces erreurs se sont consolidées, elles ont été "théorisées" et ont trouvé leur achèvement formel dans la "théorie des trois mondes". Pour d'autres, comme EN LUTTE! et un nombre important de ca-

marades étrangers, ces erreurs ont été identifiées pour ce qu'elles sont: du social-chauvinisme, et une lutte ferme a été entreprise pour les éliminer tout à fait. L'action exemplaire du Parti du travail d'Albanie dans cette lutte fut un stimulant extrêmement important pour tous ceux qui, à travers le monde, ont entrepris de mener la lutte contre le social-chauvinisme. Il existe maintenant un courant mondial qui mène campagne contre le révisionnisme et le social-chauvinisme. Notre lutte à nous, ici au Canada, est partie intégrante de ce courant dont le but est de redonner au prolétariat international et aux peuples en lutte contre l'impérialisme une orientation véritablement internationaliste révolutionnaire et conséquente.

Intensifier la lutte contre le social-chauvinisme et le révisionnisme

L'une de nos premières tâches consiste à diffuser le plus largement le point de vue marxiste-léniniste sur la lutte du prolétariat mondial et des peuples du monde, en faisant apparaître l'action du mouvement communiste international, des partis et organisations qui dirigent la lutte révolutionnaire dans leur pays. Impossible sans cela de s'en tenir à **une** ligne directrice.

Les marxistes-léninistes ne sont pas des maîtres de cérémonie qui dirigent l'évolution de la situation mondiale comme s'il s'agissait d'un spectacle organisé d'avance. Les marxistes-léninistes sont des révolutionnaires dont la tâche est de diriger la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie, contre l'impérialisme et la réaction dans tous les pays. Notre tâche n'est pas de décerner des certificats de bonne conduite aux différentes cliques bourgeoises dans l'espoir ridicule (et criminel) de contrôler ainsi l'évolution de la situation internationale. Laissons aux diplomates de l'ONU le soin de cette politique des "petits pas" à la Henry Kissinger.

Nous sommes solidaires des forces révolutionnaires dans le monde, et seulement elles. Nous sommes convaincus que seul le prolétariat peut, en prenant la direction des couches populaires engagées dans la lutte, mener à terme le renversement de la réaction dans tous les pays, quelle que soit sa force numérique, quelle que soit la nature de la révolution à ce moment-ci dans ces différents pays. C'est ce que nous apprend la Grande Révolution d'Octobre en Russie, c'est ce que nous apprennent les révolutions albanaise et chinoise ainsi que toutes les luttes de libération nationale dans le monde depuis au-delà de vingt ans. Il ne saurait être question pour nous de fonder notre soutien sur la valse des dirigeants vendus des différents pays, d'une superpuissance à l'autre, d'un bloc impérialiste à l'autre et nous laissons le soin aux dirigeants révolutionnaires des différents pays de s'occuper de ces facteurs dans l'action concrète de la lutte révolutionnaire dans leur pays.

La meilleure contribution que nous pouvons apporter à la révolution démocratique et anti-impérialiste dans les pays dominés c'est, en plus de travailler ici à renverser l'impérialisme canadien, d'appuyer aussi la seule force capable de mener leur lutte à la victoire: le prolétariat et son parti marxiste-léniniste. Notre conviction est absolue. Toute autre voie relève du réformisme, du compromis avec l'impérialisme et du social-chauvinisme. Laissons aux diplomates de la "théorie des trois mondes" la besogne dégoutante d'organiser et de diriger le front des réactionnaires nationalistes, antipopulaires et anti-communistes.

Pour mener cette tâche à bien, nous devons nous opposer fermement et dénoncer l'Internationale social-démocrate, le NPD, et son soutien aux sociaux-démocrates allemands au pouvoir, aux travaillistes anglais, aux sociaux-démocrates racistes d'Israël, toutes ces illusions qui dominent actuellement les couches combattantes du prolétariat canadien. Nous devons de la même façon dénoncer, démasquer et combattre le camp révisionniste, ayant à sa tête l'Union soviétique; l'action contre-révolutionnaire de ces "internationalistes" est multiforme dans notre pays. Le Parti communiste canadien, bien qu'il ne soit pas une grande organisation de masse, comme le sont le Parti communiste français et le Parti communiste italien, développe son influence dans plusieurs syndicats et ses idées sont reprises et développées par un nombre important de boss syndicaux. Les révisionnistes sont en effet présents dans beaucoup de mouvements pour la paix, où ils diffusent leur idéologie criminelle et trompeuse de la "détente", du "désarmement" et du rôle "pacificateur" du social-impérialisme soviétique.

L'une des leçons les plus précieuses que nous tirons de l'analyse de l'histoire depuis quelques années, c'est la nécessité absolue de développer l'internationalisme prolétarien au sein des masses travailleuses. Toutes les déclarations, toutes les assemblées, toutes les manifestations au monde ne remplaceront jamais la prise en main du soutien internationaliste par le prolé-

riat et ses organisations. Car alors seulement il peut devenir une force agissante, concrète, matérielle, qui peut avoir des effets marquants sur la conjoncture nationale et internationale. Seuls les marxistes-léninistes véritables peuvent accomplir cela. S'ils ne le font pas, personne d'autre ne le fera. Et le mouvement ouvrier restera dominé par la social-démocratie, le pacifisme, le révisionnisme et le nationalisme. Notre action dans les syndicats revêt à ce propos une importance très grande.

En fait, notre tâche est d'aller là où sont les masses pour qu'elles prennent en main le soutien concret à la lutte révolutionnaire dans le monde, et qu'ainsi elles prennent conscience que leur lutte est partie prenante du mouvement révolutionnaire qui secoue le vieil ordre capitaliste et impérialiste.

Mais ne nous illusionnons pas. De nos jours, là où les masses sont organisées, on trouve en général la domination idéologique et organisationnelle de l'opportunisme, de l'idéologie bourgeoise sous différentes formes. Il y a bien sûr les sociaux-démocrates et les révisionnistes (khrouchtchéviens et ceux de la "théorie des trois mondes"). Mais il y a aussi les trotskystes et leur "internationale" bidon, créée expressément pour saboter le mouvement révolutionnaire. Il y a aussi un grand nombre d'organisations et de tendances humanistes où prédomine "la charité chrétienne" et où les églises jouent un rôle prépondérant. Beaucoup de travailleurs, de démocrates sincères, de gens progressistes soutiennent ces organisations dans un esprit honnête de sympathie pour la cause du peuple dans le monde. Nous devons démontrer à ces gens que l'action de "charité chrétienne" n'est le plus souvent que le paravent, la caution d'une idéologie profondément réactionnaire dont le but est de nier la nécessité de la révolution. Ces organisations religieuses disent aux masses de notre pays que c'est de leur faute si la famine et la misère dominent dans le "tiers monde", qu'ils doivent être moins égoïstes et partager un peu de leurs bienfaits avec leurs frères plus pauvres. Cette idéologie s'acharne à masquer la réalité du système d'exploitation et d'oppression qui est responsable de cette situation. Jadis, les églises tenaient un discours plus clair; elles disaient que Dieu avait réparti les hommes dans différentes conditions géographiques, certains étant plus favorisés, d'autres moins, mais que, les desseins du Seigneur étant insondables, seule la charité permettait de leur venir en aide.

Il ne s'agit pas de s'opposer aux sentiments de bien des gens honnêtes qui participent à ces mouvements. Notre tâche en est une d'éducation. Ce qui ne veut pas dire que nous passerons sous silence la nature véritable de l'idéologie religieuse et ses buts contre-révolutionnaires.

Il faudrait aussi ne pas oublier qu'il existe des organisations de travailleurs immigrés et des organisations de soutien aux luttes anti-impérialistes actuellement dominées par les révisionnistes. Là aussi nous devons développer notre action et la lutte idéologique. Nous devons en particulier y mener la lutte contre le particularisme ethnique et national qui conduit ces groupes et organisations à se replier sur eux-mêmes et à se couper du mouvement ouvrier canadien. Les bourgeois et les petits capitalistes issus de ces nationalités tirent un avantage énorme à maintenir de tels "ghettos" culturels; les particularismes nationaux servent à maintenir les travailleurs immigrés dans un état de dépendance vis-à-vis de cette bourgeoisie immigrée et de ses intérêts politiques. Les travailleurs immigrés sont partie intégrante du prolétariat canadien. L'internationalisme prolétarien dans ce cas consiste à développer la plus grande unité idéologique et organisationnelle entre tous les secteurs du prolétariat, à lutter contre le racisme et la mesquinerie nationale.

Les luttes que les communistes doivent soutenir

L'internationalisme prolétarien en action doit se déployer sur trois fronts: la lutte du prolétariat pour la révolution socialiste, la lutte des peuples contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme, en particulier contre les deux superpuissances, et la lutte du prolétariat des pays socialistes pour maintenir et développer la dictature du prolétariat contre la réaction et l'impérialisme.

A travers ces luttes, nous accorderons une place de premier plan à la nécessité de la direction prolétarienne. Le prolétariat est la seule force qui peut diriger la révolution mondiale, la seule qui peut la mener à terme dans les différentes situations révolutionnaires. C'est cette ligne et **elle seule** que nous défendons dans le mouvement ouvrier canadien, et pas une autre.

Est-ce à dire que nous refusons la nécessité d'un front uni ou démocratique dans les luttes démocratiques anti-impérialistes des différents pays? Aucunement. Il est des pays où la révolution prolétarienne ne peut survenir qu'à travers un processus révolutionnaire ayant pour but la liquidation des laquais de l'impérialisme, des restes des classes féodales réactionnaires et la destruction du pouvoir d'Etat des régimes fascistes. S'attaquer à l'impérialisme sans en même temps s'attaquer à ces forces réactionnaires est un non-sens qui conduirait la révolution à un cul-de-sac. Qui doit composer ce front révolutionnaire démocratique et anti-impérialiste? Ce n'est pas à nous de le définir. Il revient aux partis révolutionnaires des différents pays de le définir selon la situation concrète de chaque pays. C'est à eux de définir, par exemple, quels secteurs de la bourgeoisie nationale, dans les villes et les campagnes, peuvent contribuer à la révolution, comment et dans quelle mesure. Nous savons par contre, sur la base de l'expérience révolutionnaire des années passées, que le prolétariat et la paysannerie, en particulier la paysannerie pauvre, ainsi que les couches travailleuses de la petite bourgeoisie citadine, sont la base fondamentale de l'alliance de classes dans cette révolution. Nous savons aussi que seul le prolétariat, peu importe son importance numérique, est la force dirigeante de la révolution, et que sans sa direction, sans la direction de son parti d'avant-garde, la révolution cèdera la place aux réformes mineures, aux compromis et à la collaboration avec l'impérialisme. Car seul le prolétariat peut mener à terme les profondes transformations sociales et économiques sans lesquelles la liquidation de l'impérialisme demeure un voeux pieux, un leurre par lequel la bourgeoisie entraîne les masses populaires sur le chemin de la compromission, au nom de "l'intérêt national" et de la "révolution nationale". Nous combattrons jusqu'au bout les bourgeoisies antipopulaires, les bourreaux de leur peuple, les anti-communistes enragés qui utilisent le spectre du social-impérialisme soviétique pour liquider la révolution et jeter les masses dans la gueule de l'impérialisme américain et de ses alliés. Regardez agir Sadate en Egypte et vous aurez devant vous le type par excellence des traîtres dont nous parlons ici.

La dernière décennie montre que le prolétariat des pays impérialistes a considérablement développé sa lutte de classe. La profonde crise économique, politique, idéologique qui secoue tous les pays stimule les aspirations révolutionnaires du prolétariat. Dans tous les pays se constituent des organisations ou des partis marxistes-léninistes qui luttent pour fournir une orientation révolutionnaire au mouvement ouvrier, qui luttent pour réaliser la fusion du marxisme-léninisme et du mouvement ouvrier, sabotée par les révisionnistes dans les années 50 et même avant dans certains pays. Notre tâche internationaliste est d'expliquer cette situation mondiale au prolétariat canadien; c'est

d'expliquer en particulier que le parti prolétarien à reconstruire dans notre pays doit être un contingent organisé de l'armée internationale du prolétariat. Il n'est pas de contribution plus grande du prolétariat mondial à la lutte des peuples pour se débarrasser de la domination impérialiste que sa lutte pour affaiblir et renverser la bourgeoisie impérialiste de chaque pays impérialiste. C'est dans cette perspective que le prolétariat doit développer ses liens de sympathie et de soutien avec les masses populaires opprimées et exploitées par sa propre bourgeoisie impérialiste. Ce soutien doit être moral et matériel.

La lutte révolutionnaire du prolétariat est une à travers le monde, le prolétariat international a le devoir de défendre la dictature du prolétariat dans les pays socialistes. Cette tâche ne concerne pas seulement le prolétariat de ces pays. Là aussi, le prolétariat est un contingent de l'armée internationale de la classe ouvrière. Notre devoir internationaliste est de défendre les réalisations de la dictature du prolétariat contre tous ceux qui tentent de les saboter, quels qu'ils soient. Le marxisme-léninisme, ses principes et ses orientations fondamentales ne sont pas la propriété privée d'un parti. Ils sont le bien commun, le bien le plus précieux du prolétariat mondial, et il ne faut tolérer aucune action visant à les avilir, à les traîner dans la boue du révisionnisme, qu'il s'agisse de celui de Khrouchtchev ou de Tito, de Teng Siaoping ou de la Ligue.

Notre action en est une de lutte. Lutte pour démasquer et pour dénoncer l'internationalisme frelaté des révisionnistes, des sociaux-démocrates et des humanistes chrétiens. Lutte pour amener la classe ouvrière de notre pays à développer des actions de soutien moral et matériel à la révolution dans les autres pays. Lutte pour défendre les réalisations de la dictature du prolétariat dans les pays socialistes.

Nous devons être prêts à nous unir dans notre pays avec tous ceux qui sont disposés à défendre cette ligne et contribuer financièrement, idéologiquement, par l'agitation et la propagande, au soutien actif de luttes particulières dans le monde. Nous n'exigeons pas que tous fassent une profession de foi marxiste-léniniste. Mais nous ne nous associerons qu'avec ceux qui défendent les véritables forces révolutionnaires dans le monde et non avec ceux qui embellissent la réaction, prétendant qu'elle est "progressiste" sur le plan extérieur. Nous ne sommes pas des attachés diplomatiques. Nous sommes des révolutionnaires.

Dans cet esprit, nous dénoncerons et nous combattrons ces organisations supposément anti-impérialistes qui propagent une ligne de collaboration internationale avec la réaction. Nous combattrons ces organisations qui s'acharnent à maintenir la division dans le prolétariat canadien entre les travailleurs immigrés et les travailleurs nés au Canada. Rien ne s'oppose à ce que des groupes de camarades organisent ici le soutien à la lutte du peuple de leur p d'origine. Nous ne considérons pas, contre, que le soutien à cette lutte surtout, la ligne selon laquelle ce sou doit être fait, doivent être la propr privée de telle ou telle organisat Nous maintenons fermement que se marxisme-léninisme peut fournir juste orientation à la lutte révoluti naire des peuples du monde. C'est que nous avons à prouver dans l'act elle-même. Cette attitude ne pourra renforcer le soutien anti-impérialiste l'internationalisme prolétrien véritabl

---

(1) **Lénine,** *Les tâches du prolét dans notre révolution*, **Oeuv tome 24, p. 67**
(2) **Idem, p. 68 (souligné par n**
(3) **E. Hoxha,** *Rapport au VIIème C grès du Parti du travail d'Alba* **Ed. NBE, Paris, 1976, p. 208**
(4) **Voir à ce propos, l'article:** *leçons de l'action des communis et du Parti communiste canac lors de la Seconde Gue mondiale*, **UNITÉ PROL TARIENNE, No 10 (Vol. 2, no avril-mai 1978**
(5) **Lénine, Oeuvres, tome 22, pp. à 343.**
(6) **Idem, p. 333**
(7) **CAPT,** *Intervention à la Troisiè Conférence des marxiste léninistes canadiens*, **organisée EN LUTTE!, septembre 1977, da** *Documents* **de cette conféren publiés par EN LUTTE!, 1977, p.**

LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN MARCHE



Nous reproduisons aujourd'hui trois textes du mouvement marxiste-léniniste international. Les deux premiers proviennent du *Drapeau prolétarien,* organe du Comité central du Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste). Le troisième, qui nous vient de marxistes-léninistes suisses, est tiré du journal *Roter Prolet.*

Ces trois textes dénoncent la "théorie des trois mondes". Ils illustrent encore une fois comment, partout dans le monde, les marxistes-léninistes mènent la lutte contre ce nouveau courant révisionniste.

Ces trois articles ont en commun le souci de définir quelle attitude les véritables marxistes-léninistes doivent adopter face à l'opportunisme et au révisionnisme. A des degrés divers, ils abordent les conditions à respecter pour que le mouvement marxiste-léniniste international rompe avec le révisionnisme et, sur cette base, réalise son unité selon de justes principes.

Tous les camarades, sympathisants et amis du marxisme-léninisme trouveront dans ces textes une source de réflexion qui saura certainement les raffermir dans le combat. Il verront aussi encore une fois démontrée l'absurdité, la stupidité des mensonges de la Ligue soi-disant communiste du Canada, selon laquelle le monde ne serait plus habité que par les défenseurs de la "théorie des trois mondes". Au contraire, les textes qui suivent illustrent fort bien que l'unité du mouvement marxiste-léniniste ne peut se réaliser que dans la lutte contre le révisionnisme.

Les documents publiés dans le cadre de cette chronique sont des documents que nous jugeons importants de porter à la connaissance de nos lecteurs, soit à cause de leur intérêt politique ou historique, soit tout simplement à cause des faits ou des données qu'ils fournissent. Ils ne peuvent par contre engager la rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE au delà de la présentation et des commentaires qui les accompagnent.

La rédaction d'UNITÉ PROLÉTARIENNE

En 1977, les liens entre les partis et les organisations marxistes-léninistes se sont développés

(Article tiré de Drapeau prolétarien, **organe du Comité central du Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste), no 65, 31/12/77)**

L'attitude adoptée par le PCG(m.-l.) dans la lutte contre la "théorie des trois mondes" et pour construire l'unité du mouvement marxiste-léniniste international est un bon exemple d'une juste application du point de vue et de la méthode du marxisme-léninisme. En ces temps où la division, la scission, la démagogie et la révision des principes marxistes-léninistes viennent encore une fois semer la confusion parmi les masses travailleuses, il est indispensable que les marxistes-léninistes mènent la lutte sur une base de principes ferme.

Nous appuyons fermement la façon dont le PCG(m.-l.) applique ces principes, sans se laisser duper par les apparences. Lui non plus ne considère pas que la "reconnaissance" par un autre parti, fut-il prestigieux et respecté, est une "preuve" qu'un parti ou une organisation est vraiment l'avant-garde révolutionnaire, le chef politique du prolétariat et du peuple de son pays. Pour le PCG(m.-l.), comme pour nous, cette "preuve" ne peut venir que de la reconnaissance par les masses de son pays. La liaison avec les masses travailleuses de son pays est, comme le dit le PCG(m.-l.), "la seule reconnaissance qui vaille quelque chose".

Aucune déclaration fracassante, ni aucune tromperie ne viendront remplacer cela.

Le point de vue du PCG(m.-l.) sur la lutte ouverte et franche devant les masses doit aussi être pleinement appuyé. Ceux qui, sous prétexte de ne pas "semer la confusion dans les masses", tentent de camoufler les divergences, se trompent. Non seulement manifestent-ils du mépris pour les travailleurs, mais ils manifestent aussi la volonté de taire la vérité. Or, cela n'a

jamais conduit ailleurs qu'à l'échec, qu'à la victoire du point de vue de la bourgeoisie.

C'est aussi un mérite des camarades grecs que de ne pas s'illusionner. Les divergences ont conduit à deux lignes fondamentalement opposées. La scission et la confusion idéologique semées par la "théorie des trois mondes" sont une phase de l'offensive révisionniste déclenchée il y a plusieurs dizaines d'années déjà. Cette situation oblige les marxistes-léninistes à une vigilance de tous les instants et à une fermeté inébranlable dans la recherche de la vérité. Pour nous cela veut dire qu'être pour ou contre la "théorie des trois mondes" en paroles est nettement insuffisant pour bâtir l'unité des marxistes léninistes dans le monde et pour se démarquer du révisionnisme. Encore faut-il, sur la base des principes du marxisme-léninisme, mener une lutte approfondie contre le programme révisionniste et pour le triomphe du programme du prolétariat. Ce qui compte, ce n'est pas, comme le croit le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), le nombre de drapeaux rouges et de portraits, par lesquels des gens honnêtes sont trompés, ni le nombre de fois que l'on affirme être contre les "révisionnistes-de-tout-acabit", les opportunistes-de-tout-acabit", et les "socialiste-de-police-de-tout-acabit", et tous ces autres "de-tout-acabit" contre lesquels le PCC(m.-l.) prétend se battre. Nous savons, pour en avoir fait l'expérience depuis quelques années déjà, que toute cette mise en scène n'est que de la frime destinée à cacher la vérité. Car nous avons devant nous un fantôme ridicule parmi les masses, sans influence aucune, avec pour seul crédit celui qu'il veut bien s'arroger lui-même. Ce PCC(m.l.) n'a en fait qu'une réalisation à son crédit: celle d'avoir saboté durant plus de 10 ans la lutte pour la reconstruction du Parti prolétarien au Canada, et d'avoir été parmi les masses le meilleur instrument de la bourgeoisie pour les éloigner du communisme.

Tirons les leçons de l'apparition de ce nouveau courant révisionniste dans les rangs du mouvement marxiste-léniniste international. Ne laissons pas les apparences nous tromper. Sachons voir derrière les façades ce qui existe réellement. Menons jusqu'au bout la lutte pour combattre le révisionnisme. Cela ne se fera pas tout seul. Il faut y mettre le temps, le courage et l'énergie qu'exige la gravité de la situation. Il faut surtout s'en tenir aux principes du marxisme-léninisme et ne pas en déroger d'un cheveu. Ce qui compte, c'est le programme révolutionnaire, c'est la ligne politique et idéologique de la révolution dans le monde et dans chaque pays. Toute autre façon de concevoir la lutte contre le révisionnisme et pour unir les marxistes-léninistes ne mène nulle part.

L'année 1977 fut une année pleine d'événements importants pour le mouvement marxiste-léniniste international. Autant par les désaccords qui sont apparus en son sein, que par les pas importants qui furent réalisés durant cette année pour son unité et son renforcement, ces événements ont eu des conséquences importantes sur le développement du mouvement marxiste-léniniste international.

On sait qu'au cours de cette année, les désaccords qui existaient au sein du mouvement marxiste-léniniste se sont exprimés clairement et concrètement. Ces désaccords et ces divergences trouvent leur origine dans des appréciations différentes du caractère des contradictions du monde contemporain. Ils concernent la stratégie de la révolution prolétarienne. Aujourd'hui, ces désaccords conduisent à deux lignes radicalement opposées concernant la théorie et la pratique de la révolution mondiale.

A première vue, on pourrait penser que ces deux lignes différentes partagent une position commune, à savoir que l'ennemi principal des peuples du monde sont les deux superpuissances, l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique. Nous disons bien " on pourrait penser", car en réalité, bien que l'une de ces positions reconnaît en paroles que les deux superpuissances sont toutes les deux l'ennemi principal des peuples du monde, en pratique l'ennemi se réduit pour elle à une seule superpuissance: l'URSS.

De plus, ces deux analyses divergentes, évoluant vers deux lignes radicalement différentes, se distinguent quant à la manière dont les deux superpuissances doivent être combattues. **Les peuples du monde lutteront-ils fermement contre les deux superpuissances** ou vont-ils s'appuyer sur une superpuissance pour combattre l'autre? **Pour combattre les deux superpuissances, les peuples du monde vont-ils compter avant tout sur leurs propres forces, en développant et en renforçant la lutte des classes,** ou vont-ils s'appuyer sur la réaction locale de chaque pays, vont-ils s'allier avec elle et nier la lutte de classes?

Il est évident qu'on ne discute pas ici le problème du point de vue de la tactique concrète que peut suivre un pays socialiste ou le mouvement dans son ensemble durant une période donnée. C'est-à-dire qu'il ne s'agit pas ici de discuter la tactique qui, sous certaines conditions et pour des raisons concrètes, peut mener à une alliance "avec le diable lui-même", comme le disait Lénine.

Les deux positions dont il est question ici ne concernent pas la tactique, mais la stratégie même, c'est-à-dire l'essence de la révolution prolétarienne. Qu'est-ce qui l'emportera, la LUTTE ou la CAPITULATION? Voilà l'enjeu du débat.

Dans le passé, les révisionnistes khrouchtchéviens ont essayé de cacher leur capitulation à l'aide de théories diverses, comme celle du "passage pacifique au socialisme", etc. Avec la "théorie des trois mondes", nous assistons à de nouveaux efforts pour camoufler la capitulation devant la réaction et l'impérialisme. Et encore une fois on tente de justifier cela en se référant à Lénine — et même à Staline dans le cas de la "théorie des trois mondes".

Bien entendu, et en dehors de toute autre considération sur la justesse ou non de ces "théories", on est en droit de se demander: Mais s'il s'agit des positions de Lénine, comme vous le prétendez, à quoi donc cela sert-il d'inventer une nouvelle théorie sous la forme du "passage pacifique", une nouvelle théorie sous la forme de la "théorie des trois mondes"?

A plusieurs reprises, dans "Drapeau prolétarien", ont été publiés des articles sur la "théorie des trois mondes". Et nous constatons qu'une autre caractéristique de cette "théorie" est la conséquence pratique à laquelle sont arrivés les défenseurs de ces positions. Dans notre pays, les deux groupes opportunistes qui défendent et soutiennent la "théorie des trois mondes" se contredisent constamment. Ils n'ont jamais pris la peine d'expliquer ce que signifie pour notre pays l'application de la "théorie des trois mondes". Quelle

conséquence cela aurait-il sur les positions concrètes du mouvement révolutionnaire dans notre pays? Quelle doit être sa position sur le gouvernement Caramanlis, sur le Marché commun, sur l'OTAN, sur l'impérialisme?

A part les flatteries et les articles généraux et abstraits du groupe de I. Iordanides et de P.K. sur la "théorie des trois mondes", et à part certains articles "spécialisés" et un peu plus "concrets", mais toujours aussi flous, de EKKE , ils n'ont jamais répondu aux questions posées plus haut.

En plus des obstacles que posaient jusqu'à aujourd'hui l'impérialisme, le social-impérialisme, la réaction et le révisionnisme sur le chemin du développement du mouvement marxiste-léniniste, il faut maintenant compter ceux que viennent d'ajouter les partisans de la "théorie des trois mondes".

On aurait cru que, dans les conditions actuelles, avec l'existence des partis "communistes" eurorévisionnistes, avec l'existence des partis "communistes" pro-soviétiques, l'union du mouvement marxiste-léniniste devait constituer le pôle de convergence des forces réellement combatives. Au lieu de cela, on doit faire face à une toute autre situation, dans laquelle deux ou trois groupes dans chaque pays revendiquent tous le titre de parti marxiste-léniniste. L'existence de ces groupes opportunistes ne constitue pas un problème important en lui-même. Ce qui est grave, c'est le lien qui existe entre ce fait et les divergences réelles au sein du mouvement marxiste-léniniste international, divergences qui évoluent finalement vers la consolidation de lignes différentes et opposées. Il faut aussi tenir compte de ce fait que ces groupes opportunistes serait mort-nés s'ils ne recevaient pas un soutien concret.

Il est certain, et beaucoup d'exemples récents l'ont confirmé, qu'un parti ne peut jamais se maintenir debout longtemps, en tant que parti révolutionnaire, du seul fait de sa "reconnaissance" par un autre parti, si grand et si puissant soit-il. La seule reconnaissance qui vaille quelque chose, c'est la liaison avec les masses populaires. C'est dans cette liaison et dans elle seule qu'un parti vraiment révolutionnaire tire sa force et qu'il prouve son existence.

Il est indéniable que les divergences et leur évolution, au cours de l'année 1977, ont agi de façon négative sur le développement du mouvement marxiste-léniniste. Il est indéniable aussi que ces facteurs négatifs auront d'autres conséquences néfastes dans l'avenir.

L'histoire, ne l'oublions pas, n'avance pas en ligne droite. Elle suit un chemin en zigzag. Mieux un parti révolutionnaire connaît la situation objective, mieux il peut y faire face et affronter les problèmes qu'elle comporte. Par conséquent, le problème aujourd'hui n'est pas de cacher ou non les désaccords, sous prétexte de ne pas semer la confusion dans les masses populaires. Bien au contraire, ayant pris conscience de ces désaccords, chaque parti marxiste-léniniste doit essayer de les comprendre, de les expliquer et de définir un peu plus sa ligne et sa tactique.

Une autre chose mérite aussi d'être bien comprise: la façon dont les désaccords sont présentés par la presse bourgeoise. Constatant ces désaccords entre pays — et il serait difficile de ne pas les voir —, la presse bourgeoise catalogue les partis communistes marxistes-léninistes selon leur allégence à l'un ou l'autre pays. Ceci n'est pas quelque chose de nouveau. Il en a été de même dans le passé.

Pour le mouvement marxiste-léniniste de Grèce, pour le Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste), les choses sont claires. L'adoption et la défense d'une ligne n'a rien à voir avec le soutien à un pays ou à un parti donné. On n'élabore pas une ligne politique de cette façon, mais uniquement sur la base des principes du marxisme-léninisme. De ce point de vue, le soutien à un pays et à un parti donnés est le résultat de positions communes et d'une même conception de la révolution mondiale, et il s'appuie sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

Le Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste) a toujours soutenu et soutiendra toujours fermement tout parti qui reste fidèle aux principes du marxisme-léninisme. Il s'est toujours opposé et il s'opposera toujours fermement aux partis qui renient les principes du marxisme-léninisme.

Malgré tout il faut reconnaître que, cette année, des pas importants ont été faits pour l'unité du mouvement marxiste-léniniste.

En Europe, ces activités ont abouti à des résultats concrets. Une série de manifestations internationalistes (en Allemagne, en Grèce, en Italie, au Portugal) ont donné la possibilité aux partis communistes marxistes-léninistes de mieux connaître leurs positions réciproques et d'échanger leur expérience. Bien plus, la Déclaration commune des 5 partis communistes marxistes-léninistes d'Europe , issue d'un processus de discussions fraternelles sur tous les problèmes, constitue un document important pour la lutte des peuples en Europe. Ce document démontre aux masses populaires les plus larges que, malgré les difficultés, l'union des partis marxistes-léninistes peut se réaliser lorsqu'elle s'appuie fermement sur les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

Le développement et le renforcement de chaque parti dans son pays, avec le développement et le renforcement des liens fraternels entre eux, créent des perspectives optimistes pour la nouvelle année qui commence.

Appuyons-nous de façon décisive sur le marxisme-léninisme

(Article tiré de *Drapeau prolétarien*, no 37, 23/7/77)

Encore ici, le PCG(m.-l.) avance sur la voie d'une lutte ferme et juste contre le révisionnisme. Comptant sur ses "propres forces", il réaffirme les principes de base essentiels pour mener cette lutte à la victoire et unir les marxistes-léninistes du monde.

Cette fois, les camarades grecs réaffirment leur ligne générale et expliquent les conséquences pratiques de cette ligne pour la révolution prolétarienne mondiale, dans les différents pays, et plus particulièrement en Grèce. Ils y affirment clairement que nous sommes toujours à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, et les 4 contradictions fondamentales de cette époque sont toujours le cadre dans lequel évoluent les classes, les peuples, les nations et les pays dans le monde. Ce sont là des questions fondamentales que la "théorie des trois mondes" a *revisées* entièrement.

Il faut souligner l'insistance du PCG(m.-l.) à réaffirmer le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans la révolution, quelle que soit la nature du processus révolutionnaire que commandent les conditions historiques concrètes dans les différents pays. Qu'il s'agisse d'instaurer le socialisme et la dictature du prolétariat, ou de réaliser d'abord la révolution démocratique anti-impérialiste, le prolétariat demeure la seule force capable de mener la révolution à la victoire, quelle que soit son importance numérique.

Ce sont là des principes fondamentaux de la stratégie et de la tactique révolutionnaires du marxisme-léninisme, et on ne saurait les répéter trop souvent, surtout à une époque où le révisionnisme les attaque chaque jour, dans tous les domaines. Nous affirmons donc notre entière unité avec les camarades grecs sur ces question fondamentales.

Il nous paraît opportun, cependant, de relever ici certains points qui méritent d'être examinés plus attentivement et discutés dans le mouvement marxiste-léniniste international.

Concernant les pays d'Europe, l'article dit: "Les peuples de ces pays se battent contre la bourgeoisie de leur pays et portent simultanément des coups considérables aux deux superpuissances". Nous sommes tout à fait d'accord pour envisager ainsi le rapport qu'il y a entre la lutte contre la bourgeoisie dans les pays capitalistes impérialistes et la lutte contre les superpuissances — en particulier celle qui est la plus dangereuse pour chaque pays pris séparément. C'est d'ailleurs ainsi, et seulement ainsi, que la lutte révolutionnaire du Canada doit être envisagée. La "théorie des trois mondes" ne voit pas les choses de cette façon, elle conduit à couper la lutte contre ces deux ennemis (la bourgeoisie de son pays et la superpuissance en question), et à considérer que la lutte contre la superpuissance constitue le principal terrain de lutte, voire une *étape, une phase* (peu importe ici le vocabulaire) avant de renverser la bourgeoisie de son pays.

A notre avis, il n'y a pas d'étape "anti-superpuissance" da
les pays impérialistes européens, ni au Canada, au Japon,
Australie, etc. La pratique des tenants de la "théorie des tr
mondes" a montré dans les faits que cette "théorie des stade
conduit à concevoir le processus révolutionnaire comme u
lutte à caractère national d'abord.

C'est dans cette perspective que nous lisons aussi le passa
suivant: "L'ennemi principal des peuples du monde entier so
les deux superpuissances, l'URSS et les USA, qui collabore
et surtout rivalisent entre elles pour s'assurer la domination
globe. Dans chaque pays séparément, et suivant les conditio
concrètes, prédomine l'une ou l'autre superpuissance vers l
quelle le mouvement révolutionnaire du pays considéré do
principalement diriger son attaque, en veillant en même tem
à ce qu'un impérialisme n'en remplace pas un autre." L
tenants de la "théorie des trois mondes", en déduiraient q
dans tous les pays, la superpuissance qui menace ou q
domine est l'ennemi principal, et que la bourgeoisie de ce pa
est, ou bien un ennemi secondaire, ou bien un allié potenti
dans la lutte nationale contre la dite superpuissance. Pour l
marxistes-léninistes, cette affirmation ne signifie rien d'aut
que, selon les pays, "domine l'une ou l'autre superpuissance
et que, dans la mesure où la révolution doit s'attaquer aux s
perpuissances, c'est à celle qui domine dans le pays qu'il fa
s'en prendre d'abord et principalement.

La condition pour porter le coup décisif à cette supe
puissance et pour empêcher l'autre de prendre sa place, c'e
de renverser la bourgeoisie de son pays, laquelle n'est ri
d'autre que la base de la domination de l'impérialisme,
capital financier, des trusts et des monopoles. Laisser intact
ou plutôt ne pas anéantir cette force, c'est ne rien changer à
domination de l'impérialisme.

N'oublions pas que la thèse stratégique fondamentale de
"théorie des trois mondes" est que la lutte pour *un pr
gramme national, démocratique et anti-impérialiste cons
quent* (formule à laquelle on ajoute, selon les tendances, l
mots "populaire", "de masse", etc), serait la voie pour ensui
passer à la révolution socialiste. Elle prétend, d'une part, q
des secteurs de la bourgeoisie, même de la bourgeoisie mon
poliste, peuvent combattre sous ce drapeau national et dém
cratique, et que, d'autre part, puisque la bourgeoisie sera n
cessairement inconséquente et "capitularde" dans la défense
ce programme, les masses se détacheront d'elle et suivront
direction révolutionnaire du prolétariat et reconnaîtront q
"le socialisme, c'est la seule solution". Voilà comment
"théorie des trois mondes" voit le lien (car il y en a un) entre
lutte contre la superpuissance et la lutte de classes pour re
verser la bourgeoisie, voilà comment elle reporte aux calend
grecques la révolution prolétarienne.

On aura bien sûr reconnu là cette fameuse "thèse" critiquée et condamnée par Lénine, qui selon lui, essaie de "jouer au plus fin avec l'histoire", ce n'est rien d'autre qu'une variante de la "théorie des stades", si chère aux opportunistes. Dans le domaine de la lutte des classes, il y aurait un stade pour la conscience de la lutte économique et de son organisation, puis un stade pour la lutte politique pour des réformes, puis un stade pour la lutte révolutionnaire; dans les rapports internationaux, il y aurait un stade pour la lutte nationale, et un stade pour le renversement de la bourgeoisie. Comme Lénine l'a démontré de façon irréfutable au cours de la Première Guerre mondiale, l'opportunisme et l'économisme dans la lutte des classes, c'est le social-chauvinisme en matière de politique internationale. Bien entendu, nous parlons ici de la situation de ces pays où la lutte nationale est depuis longtemps révolue et où la seule classe qui peut mener la société en avant c'est le prolétariat, en mettant de l'avant sa propre solution aux contradictions de l'époque de l'impérialisme, soit la révolution sociale, et non la révolution nationale démocratique.

Il ne faudrait pas que les marxistes-léninistes qui critiquent la "théorie des trois mondes", passent au-dessus de ces questions et, faute d'avoir critiqué en profondeur le révisionnisme, se retrouvent à commettre les mêmes erreurs. Nous pensons que cette question doit être fermement débattue dans les discussions en cours sur la ligne générale du mouvement marxiste-léniniste international.

Au moment de parler de la situation dans leur pays, les camarades grecs affirment: "Ainsi, dans notre pays, nous nous battons pour faire partir l'impérialisme américain, qui représente l'ennemi principal de notre peuple" et plus loin: "Cette lutte (contre l'impérialisme américain) s'exprime également par la lutte contre la politique réactionnaire du gouvernement qui sert ses intérêts."

Est-ce que cela signifie qu'en Grèce il faut envisager la lutte révolutionnaire et la voie de la révolution comme une lutte nationale, démocratique et anti-impérialiste *d'abord*, et ensuite seulement comme une lutte pour l'établissement du socialisme et l'écrasement de la bourgeoisie grecque? Quelle place occupe la bourgeoisie grecque dans cette lutte? Quelle différence y a-t-il entre la domination du "gouvernement qui sert les intérêts de l'impérialisme américain" et la domination de classe de la bourgeoisie grecque? Ce gouvernement est-il "un gouvernement de trahison nationale", comme on l'entend souvent dire à propos de certains régimes? S'agit-il d'une fraction infime de traîtes et de marionettes, sans aucune base de classe?

Nous n'avons pas les éléments d'analyse concrète qui nous permettraient de répondre à ces questions dans le cas de la Grèce. Et nous croyons qu'il n'est pas de notre ressort de déterminer la voie de la révolution en Grèce, tâche dont nous avons confiance que les marxistes-léninistes grecs sauront fort bien s'acquitter.

Mais nous pensons que la question de fond qui concerne, elle, tous les marxistes-léninistes, est celle de savoir à quelles conditions on peut considérer que, dans un pays, la révolution comporte nécessairement une phase démocratique et anti-impérialiste comme *prélude* à la révolution socialiste. Il pourrait sembler que c'est là une question fort simple à laquelle le mouvement marxiste-léniniste a répondu clairement en théorie et que la révolution chinoise et la révolution albanaise ont vérifiée dans la pratique. Il arrive cependant que c'est à propos de ce genre d'"évidences" que les divergences les plus profondes sont survenues dans le mouvement marxiste-léniniste depuis un grand nombre d'années. Notre but n'est donc pas de prendre position sur la thèse du PCG(m.-l.) concernant la voie de la révolution dans son pays, mais bien d'identifier des problèmes qui doivent être résolus pour que le débat sur la ligne générale du mouvement marxiste-léniniste international conduise à une position claire et juste qui renforce véritablement l'unité des communistes.

C'est dans cette même perspective que nous nous demandons ce qu'il faut entendre précisément par "démocratie populaire" dans le cas des pays capitalistes. Nous disons franchement que nous nous interrogeons sur la nature de cette expression et sur son statut dans les principes du marxisme-léninisme. L'expérience des 30 dernières années montre qu'à tout le moins *tout n'est pas clair* dans cette notion de "démocratie populaire". On y a vu tour à tour, dans les années 40 et 50, une phase dans l'édification du socialisme, un prélude à la révolution socialiste et une façon de passer au socialisme sans la dictature du prolétariat, ou une simple forme de démocratie bourgeoise, dont certains disaient même qu'elle en était la seule forme conséquente. Cette question non plus ne doit pas être traitée à la légère: l'évolution qu'ont connue la plupart des régimes ainsi désignés après la Deuxième Guerre mondiale, à savoir leur passage au révisionnisme et leur retour au capitalisme, devrait nous inciter à la prudence et à une analyse approfondie de cette période historique et des régimes d'Etat connus sous le nom de "démocratie populaire".

Nous sommes tout à fait conscients de l'enjeu de ces questions et, à bien des égards, de la complexité des problèmes soulevés. Aussi nous gardons-nous pour le moment de porter un ju-
encore mal et sur la situation concrète dans différents
gement sur une situation historique que nous connaissons
pays. Nous sommes conscients aussi que l'effort collectif du mouvement marxiste-léniniste international pour s'attaquer à la résolution de ces problèmes, à leur résolution sur la base d'une analyse historique et concrète, et sur la base aussi d'un échange permanent et systématique entre marxistes-léninistes de différents pays, nous sommes conscients que c'est là une condition pour mener à terme la critique du révisionnisme. Il revient à chaque organisation et parti marxiste-léniniste de s'emparer de ces questions, de les analyser scientifiquement et de faire connaître son point de vue, c'est d'ailleurs ce que nous comptons faire dans les prochains numéros d'UNITÉ PROLÉTARIENNE. Il serait extrêmement néfaste que le mouvement marxiste-léniniste réalise son unité formelle en n'ayant pas clarifié les problèmes de fond. L'expérience récente de notre mouvement devrait nous convaincre que les formules générales admises doivent être constamment évaluées en regard des principes du marxisme-léninisme et dans le cadre d'un examen sérieux de l'histoire des 30 ou 40 dernières années.

"Prolétaires de tous les pays, unissez-vous; prolétaires, peuples et nations opprimés du monde entier, unissez-vous et opposez-vous à l'impérialisme et à la réaction des différents pays; luttez pour garantir la paix mondiale, pour le triomphe de la libération nationale, de la démocratie populaire et du socialisme; consolidez le camp socialiste et accroissez son pouvoir; conduisez la révolution prolétarienne mondiale, pas à pas, jusqu'à la victoire finale, et bâtissez un monde nouveau sans impérialisme, sans capitalisme et sans exploitation de l'homme par l'homme." (**Propositions du CC du PCC concernant la ligne générale du mouvement communiste international** — 14 juin, 1963.)

D'importantes divergences ont surgi ces derniers temps au sein du mouvement marxiste-léniniste international. Ces divergences ont leur source dans des appréciations différentes de la situation internationale et des devoirs des partis communistes marxistes-léninistes, résultant de ces analyses différentes.

Ces divergences ne se limitent pas à la tactique que doit suivre ou que suit un pays socialiste dans sa politique extérieure, pas plus qu'à la tactique générale que suivent ou que doivent suivre les partis marxistes-léninistes. Ces divergences concernent la stratégie même de la révolution prolétarienne, puisqu'elles résultent d'appréciations différentes sur le caractère des contradictions du monde contemporain. Elles s'expriment aussi par conséquent dans la définition de la tactique qui convient à la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme, l'hégémonisme des deux superpuissances, le fascisme, le révisionnisme moderne et la réaction mondiale.

C'est sur cette base que chaque parti marxiste-léniniste doit se situer, analyser ses propres appréciations et positions, et tracer sa ligne.

L'existence de ces divergences au sein du mouvement marxiste-léniniste constitue avant tout un phénomène négatif qui a d'importantes conséquences sur la lutte des masses populaires.

Les masses populaires, particulièrement dans les conditions actuelles de dégénérescence du camp révisionniste, voient dans les partis marxistes-léninistes, dans leur amitié fraternelle et leur entraide pleine de camaraderie, leurs plus fidèles alliés dans leur lutte pour créer un monde sans oppression ni exploitation. Etant donné que les divergences existent et se développent, leurs conséquences négatives se changeront en aspects positifs d'autant plus vite que seront éclaircis les problèmes, d'autant plus vite que seront clarifiées, de la façon la plus nette, les perspectives pour les communistes et les millions d'antifascistes.

La confusion et la désorientation ont toujours considérablement nui au mouvement communiste et démocratique populaire. Lorsque celui-ci, au prix d'énormes difficultés, parvenait à se dégager des théories et conceptions opportunistes, alors il en sortait renforcé; quand de nouvelles forces l'encadraient et lui offraient une juste direction, alors, avec encore plus de courage et de fermeté, il passait à l'attaque pour accomplir ses tâches.

Notre Parti, ayant conscience de ses responsabilités, suit de façon sérieuse les développements qui se produisent au sein du mouvement marxiste-léniniste international. Cela ne signifie pas qu'il n'avait pas ou qu'il n'a pas ses propres positions et appréciations sur la situation internationale et, ce qui est encore plus important, sur les tâches que commandent ces positions et appréciations, sur la situation internationale et nationale, au mouvement marxiste-léniniste de notre pays.

Le congrès constitutif du PCG(m.-l.), analysant et appréciant la situation internationale et intérieure, a tracé avec clarté la ligne fondamentale — la seule ligne politique juste — que le PCG(m.-l.) doit suivre pour diriger la classe ouvrière et le peuple de notre pays dans sa lutte pour la liberté, l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

Les appréciations et les directives de notre Parti ont été élaborées sur la base de son attachement à l'internationalisme prolétarien, et sur la base de la ligne, sans cesse réaffirmée, du mouvement communiste international, selon laquelle nous devons nous appuyer sur nos propres forces. Ces principes, bien que répétés à satiété, ont été violés à plusieurs reprises et/ou niés dans la pratique. La non-application de ces principes caractérise la physionomie du courant opportuniste et des différents groupes opportunistes, lesquels seraient mort-nés s'ils n'avaient trouvé quelque soutien et encouragement dans leurs activités. Le PCG(m.-l.) considère que les conditions actuelles nécessitent, plus qu'à toute autre époque, l'attachement absolu de tous les partis marxistes-léninistes aux principes mentionné[s] dessus. Il estime que l'adoption [en] théorie et en pratique de ces princ[ipes] représente un des éléments fon[da]mentaux qui distinguent les pa[rtis] marxistes-léninistes des différe[nts] groupes opportunistes.

Le grand dirigeant révolutionna[ire] prolétarien, le Président Mao T[sé-]toung, a toujours vu l'importance [que] représentait l'arme de la critique et [de] l'autocritique, et il a enseigné [aux] masses à l'exercer quotidiennem[ent] dans tous les niveaux de direction [au] sein du parti, dans les instances[,] parmi les cadres les plus élevés j[us]qu'aux simples membres. Il fut ce[lui] qui, déclenchant et dirigeant personn[el]lement la Grande Révolution culture[lle] prolétarienne, a enseigné dans la pra[ti]que aux masses à ne pas hésiter à alle[r à] contre-courant, à ne pas hésiter à cri[ti]quer l'erreur, d'où qu'elle vienne.

Le Président Mao a dit: "Le cam[a]rade Thorez et d'autres camarades so[u]tiennent que les divergences sont né[es] du fait que le Parti communiste chino[is] n'a pas accepté les thèses du 20e co[n]grès du Parti communiste d'Union so[]viétique.

"... Personne n'a le droit d'exiger de[s] autres partis frères qu'ils acceptent le[s] positions d'un autre parti. N'import[e] quelle décision du congrès de n'import[e] quel parti, quel qu'il soit, ne peu[t] devenir la ligne commune pour le mou[]vement communiste international, n[i] engager les autres partis frères. S'i[l] plaît à Maurice Thorez et aux autres ca[]marades d'admettre les thèses et les dé[]cisions d'un autre parti, c'est leu[r] affaire. En ce qui le concerne, le Part[i] communiste chinois a toujours estim[é] que le seul principe qui puisse unir e[t] qui unit tous les partis frères, ce ne peu[t] être que le marxisme-léninisme..." (**D'où proviennent les divergences**[,] article du **Quotidien du peuple** du 2[?] février 1963)

* * *

Les divergences dont nous parlons ic[i] s'expriment, dans la période actuelle[,] dans l'adoption ou non de la "théori[e] des trois mondes" et de la stratégie gé[]nérale qui en découle pour le mouve[]ment communiste international.

L'article de **Zëri i Populit**: "Théori[e] et pratique de la révolution", qui a ét[é] publié dans le précédent numéro d[u] **Drapeau prolétarien**, prend position su[r] cette question. Cet article représente u[n]

important document pour le mouvement communiste international. Les positions du PCG(m.-l.) aboutissent à des conclusions analogues concernant les problèmes fondamentaux abordés par ce document et son appréciation de la situation internationale.

Quelles sont les contradictions fondamentales de notre époque? Quel est l'ennemi principal des peuples du monde? Quels sont, dans les conditions actuelles, les devoirs du prolétariat dans les pays capitalistes? Quelle est la force dirigeante dans la marche pour la libération des peuples? Quels changements sont intervenus à notre époque et comment ces changements agissent-ils sur notre appréciation de la situation internationale?

Nous devons, il le faut, expliquer encore une fois, de façon résumée, les positions fondamentales de notre Parti:

— La contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste;
— La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie dans les pays capitalistes;
— La contradiction entre les nations opprimées et l'impérialisme;
— La contradiction entre les pays impérialistes, entre groupements monopolistes.

Voilà quelles sont les contradictions fondamentales du monde contemporain. Ce sont ces contradictions qui sont également citées dans les "Propositions du CC du Parti communiste chinois concernant la ligne générale du mouvement communiste international".

"Ces contradictions, ainsi que les luttes qui en découlent, sont liées entre elles et agissent les unes sur les autres. Personne ne peut supprimer l'une quelconque de ces contradictions fondamentales, y substituer subjectivement une seule à toutes les autres. Ces contradictions conduisent inévitablement à des révolutions populaires, elles seules peuvent résoudre ces contradictions."

Le PCG(m.-l.) estime que les changements qui sont survenus durant la période écoulée — dont les plus fondamentaux sont, d'une part, la transformation de l'Union soviétique en une superpuissance social-impérialiste, qui collabore et rivalise avec l'impérialisme américain pour dominer le monde, et, d'autre part, le développement impétueux du mouvement de libération nationale dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, et les coups qu'il a portés à l'impérialisme —, ces changements, bien qu'ils aient modifié la disposition des forces qui s'oposent concrètement, se situent malgré tout dans le cadre des mêmes contradictions fondamentales. Celles-ci continuent d'être valables tant que nous vivons à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne.

Prenant pour point de départ la situation telle qu'elle s'est formée dans le monde contemporain et sur la base d'une analyse de classe des contradictions qui le caractérisent, le PCG(m.-l.) a abouti aux positions suivantes:

1) L'ennemi principal des peuples du monde entier sont les deux superpuissances, l'URSS et les USA, qui collaborent et surtout rivalisent entre elles pour s'assurer la domination du globe. Dans chaque pays séparément, et suivant les conditions concrètes, prédomine l'une ou l'autre superpuissance vers laquelle le mouvement révolutionnaire du pays considéré doit principalement diriger son attaque, en veillant en même temps à ce qu'un impérialisme n'en remplace pas un autre.

Ainsi, dans notre pays, nous nous battons pour faire partir l'impérialisme américain qui représente l'ennemi principal de notre peuple; cependant, nous nous battons en même temps pour que le social-impérialisme soviétique ne prenne pas sa place.

La lutte contre l'impérialisme américain s'exprime, dans les conditions actuelles, par la lutte pour:

— le retrait des bases américaines hors de notre pays;
— le retrait de la Grèce de l'OTAN.

Cette lutte s'exprime également par la lutte contre la politique réactionnaire du gouvernement qui sert ses intérêts.

La lutte contre les deux superpuissances s'exprime, dans les conditions actuelles, à travers la lutte pour le retrait de leurs flottes hors de Méditerranée.

La lutte contre le social-impérialisme soviétique s'exprime, dans les conditions actuelles, par la lutte idéologique et politique incessante pour dévoiler aux larges masses la nature véritable de l'URSS, pour dévoiler son rôle à Chypre et en Mer Egée. Cette lutte se mène également par la dénonciation des politiques du pseudo Parti communiste grec qui sert les intérêts du social-impérialisme dans notre pays.

Cette lutte contre les deux superpuissances, et principalement contre

l'impérialisme américain, constitue en même temps une lutte contre la guerre mondiale que celles-ci préparent.

2) Les contradictions entre les pays impérialistes de l'Europe de l'Ouest et l'impérialisme américain s'aiguisent ou s'affaiblissent dans notre pays suivant les conditions concrètes. Les impérialistes de l'Europe de l'Ouest n'ont jamais oublié les positions qu'ils détenaient autrefois en Grèce et, dans la mesure où les conditions le leur permettent, ils luttent pour les reconquérir. Ainsi, la lutte pour la non-intégration de notre pays au sein de la CEE exprime aujourd'hui la contradiction à l'égard de l'impérialisme ouest-européen.

3) L'Europe constitue le centre fondamental de l'antagonisme entre les deux superpuissances. Celles-ci, par l'intermédiaire de l'Otan et du Traité de Varsovie, par les bases militaires situées dans certains pays, par la dépendance politique et économique, oppriment et exploitent les peuples de ces pays. Les peuples de ces pays se battent contre la bourgeoisie de leur pays et portent simultanément des coups considérables aux deux superpuissances.

Bien que la maillon faible de l'impérialisme se situe dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, cela ne signifie pas pour la classe ouvrière et les peuples d'Europe, qu'ils doivent adopter une ligne de collaboration avec l'impérialisme de l'Europe de l'Ouest, mais au contraire, qu'ils doivent intensifier la lutte de classe pour créer les conditions qui permettront de faire la révolution prolétarienne et de détruire l'impérialisme.

Les principes léninistes concernant le rôle joué par le mouvement de libération pour la cause de la révolution prolétarienne sont non seulement encore valables, mais ils ont acquis une importance particulière dans les conditions actuelles.

Considérant le caractère commun de la cause de la révolution prolétarienne dans tous les pays, le peuple de chaque pays, où qu'il se trouve, doit mener sa propre lutte afin de hâter la cause commune, en accord avec les conditions concrètes, et en suivant la voie, les stades intermédiaires que ces conditions imposent.

4) La force dirigeante dans la lutte du peuple pour le progrès ne peut être que la classe ouvrière, guidée par son parti d'avant-garde. Ce principe du marxisme-léninisme est valable non seulement pour chaque pays pris séparément, mais pour l'ensemble des pays. Les changements qui sont survenus dans le monde actuel ont créé les conditions pour l'entrée de nouvelles forces dans la lutte des peuples. Cela est très positif, et un parti d'avant-garde qui apprécie correctement les situations doit prendre en considération les nouvelles données.

Cependant, les changements et les nouvelles conditions ne doivent pas conduire la classe ouvrière à renoncer à la direction de la lutte en faveur de la bourgeoisie à cause de dangers réels ou imaginaires, ou encore à cause d'accommodements réels ou imaginaires de la part de la bourgeoisie. Durant la période historique ouverte par la victoire de la Révolution d'Octobre, la condition nécessaire non seulement pour réaliser la révolution prolétarienne, mais également pour réaliser la révolution démocratique, c'est d'assurer à la classe ouvrière et à son parti le rôle dirigeant. En d'autres termes, la classe ouvrière est la force motrice de l'histoire et ses alliés sont les larges masses d'opprimés et d'exploités de la terre entière. La révision de cette conception marxiste-léniniste fondamentale constitue un problème énorme, une erreur de fond, et ouvre la voie à l'opportunisme sous toutes ses formes.

5) Le PCG(m.-l.), par le passé, en tant que OMLE , comme après son congrès constitutif, a tracé une voie, la voie de la lutte sans répit contre les ennemis de notre peuple. Cette voie, il l'a tracée en s'appuyant sur ses propres forc en appliquant la vérité général marxisme-léninisme dans les condi concrètes de notre pays.

Sur cette base, il n'a pas adopté la pratique la "théorie des t mondes", et il a combattu fermer les conceptions opportunistes de di des courants comme l'EKKE (groupe opportuniste de Iordanidis Ceux-ci, en essayant d'appliquer "théorie des trois mondes" dans conditions de notre pays, ont conduits à adopter une attitude d' commodement à l'égard de l'im rialisme américain et du gouvernem Caramanlis, et de soutien à l'égard l'impérialisme de l'Europe de l'Ou De cette manière, ils désorientent et te tent de provoquer la confusion au se du mouvement populair

* * *

Il ne fait pas de doute que les probl mes qu'affronte le mouvemen marxiste-léniniste sont complexe Pour les affronter d'une façon juste pour résoudre rapidement et défin tivement les difficultés, quelles qu'elle soient, la solution ne peut venir que d notre ferme attachement aux principe fondamentaux et éprouvés d marxisme-léninisme. Le devoir de notr Parti et, comme nous le croyons, celu de tous les communistes sur la terre, es de défendre inébranlablement les prin cipes du marxisme-léninisme et d s'en servir comme d'une arme pou mener la lutte contre les ennemis de l classe ouvrière et du peuple.

En se débarrassant des idées confuse grâce au critère du marxisme-léninisme et à son attachement au principes éprouvés du marxisme léninisme, il est certain que le mouvement communiste, marxiste-léniniste ouvre de nouvelles voies, porteuses d'espoir, dans la lutte pour la justification et la victoire de la cause du prolétariat des peuples et des nations opprimé dans le monde.

Combattons la ligne conciliatrice! Non seulement ses abus, mais la "théorie des trois mondes" est révisionniste!

(Article paru dan Roter Prolet, **organe du Mouvement communiste marxiste-léniniste suisses, no 25, 25 octobre 1977)**

Nous reproduisons cet article de marxistes-léninistes suisses parce qu'il est un bon exemple du chemin qu'ont suivi bon nombre de communistes honnêtes pour se démarquer de la "théorie des trois mondes" et pour la combattre.

Au début, beaucoup d'entre nous croyions aussi que la "théorie des trois mondes" n'était qu'une tactique appliquée par un pays socialiste dans sa politique extérieure ou encore par les forces révolutionnaires des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Puis on nous a démontré (en fait, les fermes partisans de la "théorie des trois mondes" nous ont démontré cela par leurs actes) qu'il n'en était rien, qu'il fallait la considérer comme un "grand concept stratégique". Ce que jusqu'alors nous avions qualifié d'"abus" de la part de certains qui l'appliquaient de façon "unilatérale" et "dogmatique", est apparu sous son vrai jour: ces "abus" n'étaient en fait que la conséquence inévitable d'une ligne précise, d'une orientation stratégique pour la révolution mondiale et dans tous les pays. Ainsi, ces "abus", que dès 1976 nous avons qualifiés de "tendances au social-chauvinisme", se sont avérés n'être *que du social-chauvinisme" pure laine;* **bref, la "théorie des trois mondes" était une théorie sociale-chauvine de concession et de compromis avec l'impérialisme et la réaction mondiale.**

Les auteurs de l'article que nous reproduisons ci-après montrent comment la critique et l'autocritique sont absolument nécessaires pour extirper le révisionnisme et toutes les traces qu'il a pu laisser parmi nous.

Nous pensons qu'il ne faut pas se contenter d'un nettoyage superficiel. Nous avons, la preuve ici, au Canada, qu'il n'est pas suffisant de se contenter de déclarations et de la pompe de certaines manifestations pour juger de la valeur des organisations et des partis. Nous avons en effet ici un de ces "sépulcres blanchis" dans lequel la "théorie des trois mondes" continue de générer les mêmes conséquences. Le PCC(m.-l.), malgré ce qu'il dit, malgré les réaménagements opportunistes de sa ligne politique, demeure le défenseur de ce qu'il y a de plus réactionnaire dans la "théorie des trois mondes".

Nous avons une confiance absolue dans le marxisme-léninisme et le prolétariat international. Stratégiquement, l'avenir de la révolution prolétarienne mondiale est assuré. Sachons cependant que du point de vue des luttes actuelles, du point de vue tactique, nos ennemis sont nombreux et dangereux. Ils ne sont pas toujours facilement identifiables, ce qui est d'ailleurs le propre du révisionnisme et de l'opportunisme. Méfions-nous des "sépulcres blanchis" qui, comme le PCC(m.-l.) ont toujours eu une peur bleue de l'autocritique et prétendent aujourd'hui n'avoir jamais défendu la "théorie des trois mondes". Le marxisme-léninisme nous apprend au contraire qu'un véritable parti communiste n'a jamais peur de s'autocritiquer et d'éduquer les masses à partir même de ses propres erreurs. C'est à ce prix seulement que le révisionnisme pourra être combattu et vaincu dans les rangs des marxistes-léninistes.

(Traduction d'un article paru dans "Roter Prolet" no 25, octobre 1977)

Pouvons-nous vraiment nous attendre à ce que la bourgeoisie impérialiste suisse établisse des rapports équitables avec les pays sous-développés?

La notion de 2e monde (monde balançant entre le premier et le troisième) pour les pays impérialistes et industrialisés de l'Europe, le Canada et le Japon, ne pousse-t-elle pas à tirer la fausse conclusion que l'impérialisme renoncerait à son rôle d'exploiteur sans être renversé par la révolution?

Est-il possible de parler des superpuissances sans nommer en même temps leurs alliés et satellites en Europe et leurs marionnettes à la tête de beaucoup de pays du soi-disant tiers monde?

Pouvons-nous soutenir des réactionnaires des pays du tiers monde qui répriment la révolution dans leurs pays?

De telles questions ont été discutées dans le MC/ML* depuis l'apparition de la thèse des 3 mondes. Nous avons toujours combattu le social-chauvinisme du groupe Octobre, qui appelle la classe ouvrière à collaborer avec la bourgeoisie monopoliste et les syndicats, sous prétexte de défendre l'indépendance de la Suisse contre les deux superpuissances. Nous avons démasqué la politique du groupe Octobre en tant que tentative des révisionnistes d'abuser de la "théorie des trois mondes". Mais nous n'avons pas reconnu pendant longtemps que la thèse elle-même était contre-révolutionnaire et devait être combattue.

Dans la pratique, il devint de plus en plus évident que cette thèse était en contradiction avec les intérêts de la classe ouvrière et des peuples opprimés, en contradiction avec les intérêts de la révolution mondiale.

Malgré tout, nous refusions toujours

(*) MC/ML: mouvement communiste marxiste-léniniste.

de prendre une position claire. En essayant à tout prix de trouver une justification à cette thèse, nous nous sommes mentis à nous-mêmes, nous nous sommes engagés dans la voie révisionniste comme le montrent les faits suivants:

- Intervention du social-impérialisme au Zaïre: nous avons essayé de donner un rôle positif au fasciste Mobutu dans la lutte contre l'impérialisme. Qu'il s'agisse d'une guerre entre impérialistes avec Mobutu comme marionnette de l'impérialisme US ne cadrait pas dans le concept.
- Traité de Panama: ici aussi on essaya de présenter sous un jour positif, le traité, le gouvernement de Panama ainsi que les dictateurs des pays sud-américains. Que ce traité ne soit qu'un produit du néo-colonialisme US ne nous est venu à l'idée que plus tard.

Pour combattre et éliminer la confusion et l'opportunisme que la thèse des 3 mondes a engendrés, il est nécessaire de mener une lutte idéologique sérieuse et conséquente. L'erreur d'avoir suivi une ligne opportuniste ne vient pas seulement de la faute de ne pas avoir osé, en tant que petite organisation, lutter contre une ligne défendue par le Parti communiste chinois. L'erreur ne vient pas seulement non plus d'un manque d'analyse. La raison principale est de ne pas avoir compris ce que signifie de mener la lutte idéologique, la lutte contre le révisionnisme en prenant une position de classe.

La lutte idéologique, l'analyse de nos fautes, la critique et l'autocritique n'en sont qu'au début. Mais actuellement, nous pouvons et devons dire que la thèse des 3 mondes est révisionniste et doit être combattue.

Pourquoi la thèse des 3 mondes est-elle contre-révolutionnaire?

La thèse des 3 mondes nie que nous sommes à l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. Elle nie le rôle historique de la classe ouvrière en tant que fossoyeur du système capitaliste.

Elle jongle avec la notion de "pays" et fait de la contradiction entre les différentes forces impérialistes et capitalistes la force motrice de l'histoire. En fait, elle nie qu'à notre époque, à l'époque de l'impérialisme, seule la classe ouvrière alliée aux peuples opprimés est capable de mener la lutte des exploités et des opprimés jusqu'à la victoire.

Cette thèse nie que les impérialistes, malgré leur concurrence et leur lutte entre eux, sont toujours prêts à s'unir contre la classe ouvrière et les peuples du monde lorsqu'il s'agit de réprimer la révolution.

Le fait qu'actuellement seules les 2 superpuissances sont capables de déclencher une guerre mondiale est un prétexte pour cette thèse afin d'embellir le rôle des autres impérialistes moins puissants, incapables actuellement de déclencher une guerre mondiale par leur propre force. Non seulement elle camoufle que ces impérialistes sont des alliés ou des alliés potentiels des superpuissances, mais elle prétend que ces impérialistes sont prêts à avoir des rapports équitables avec le tiers monde. Elle lance un appel pour la paix avec les impérialistes du soi-disant 2e monde et sabote de ce fait aussi bien les luttes de libération révolutionnaires que la lutte de la classe ouvrière pour la révolution.

La thèse des 3 mondes prétend que la plupart des pays du tiers monde sont indépendants de l'impérialisme. La vérité est que la majorité de ces pays ne sont pas indépendants ni politiquement, ni économiquement, ni militairement de l'impérialisme. Elle traite les gouvernements des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du Sud d'amis des peuples (à quelques exceptions près) et camoufle que cette soi-disant indépendance n'est dans la plupart des cas qu'une duperie pour les peuples.

En fait, cette théorie demande que les peuples et la classe ouvrière aident les impérialistes moins puissants et les réactionnaires pour qu'ils puissent résister aux deux superpuissances. Elle accepte donc, elle exige même que la concurrence entre les impérialistes se fasse sur le dos de la classe ouvrière et des peuples opprimés.

Cette thèse nie qu'à l'époque de l'impérialisme, la classe ouvrière peut et doit lutter pour diriger les luttes de libération nationale et antiféodales. Elle livre les peuples opprimés à la bourgeoisie compradore; en s'en tenant à la thèse des 3 mondes, les luttes de libération devraient se terminer par la victoire de la bourgeoisie compradore, c'est-à-dire la victoire du néo-colonialisme, de l'impérialisme.

La thèse des 3 mondes range la Chine dans le tiers monde. Le camp socialiste n'existe plus, il ne peut donc jouer son rôle de bastion de la révolution mondiale. C'est une imposture!

Dans la ligne générale de 1963, le PC chinois a déclaré que le prolétariat mondial et les peuples des pays socialistes exigent avec raison que les partis communistes des pays socialistes s'en tiennent à la ligne marxiste-léniniste, sur la base de l'internationalisme prolétarien, aident les autres pays socialistes... combattent la politique contre-révolutionnaire des réactionnaires de tous les pays et soutiennent les classes et nations opprimées du monde dans leur luttes révolutionnaires. Même si le camp socialiste a été affaibli par la dégénérescence de l'URSS, il existe encore. Il forme la base arrière de la révolution sur laquelle la classe ouvrière et les peuples opprimés du monde comptent.

Le révisionnisme ne manque pas une occasion pour semer la confusion dans les rangs des communistes. Où a-t-il attaqué cette fois-ci?

Dans les années 50, lorsque les luttes de la classe ouvrière et des peuples du monde progressaient en s'appuyant sur un camp socialiste fort, on pouvait alors dire que — bien que le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeurait — il serait possible pour les peuples du monde persévérant dans la lutte, de conjurer la guerre par la révolution.

Survint alors la dégénérescence de l'URSS. Ce fut un rude coup pour le camp révolutionnaire. La Russie et d'autres pays socialistes changèrent de couleur et se rangèrent dans le camp de la réaction mondiale. La Russie devint un fauteur de guerre impérialiste, comme l'impérialisme US. Il a existé et existe à nouveau un danger de guerre mondial réel.

"En ce qui concerne la question de la guerre mondiale", a dit Mao Tsé-toung, "il n'existe que 2 possibilités. Ou bien la guerre provoquera la révolution ou la révolution conjurera la guerre" (traduit par Roter Prolet).

Or, le révisionnisme tenta d'utiliser l'affaiblissement relatif du camp révolutionnaire pour détourner les peuples du marxisme-léninisme et pour enlever l'optimisme révolutionnaire à la classe ouvrière et aux peuples opprimés. Avec la thèse des 3 mondes il tenta de nous faire croire que le danger d'une nouvelle guerre mondiale nécessitait de renoncer à la stratégie de la révolution.

La lutte contre la thèse des 3 mondes est une lutte contre le révisionnisme, ceci nous ne l'avons pas compris pendant longtemps. Il ne peut y avoir d'attitude conciliatrice sur cette question. Pour le MC/ML il ne suffit pas de prendre position aujourd'hui. Nous devons et mènerons la lutte pour comprendre et corriger nos erreurs. Nous renforcerons ainsi l'unité idéologique.

VIENT DE PARAITRE

Lettre
du CC du Parti du travail d'Albanie
et du gouvernement albanais
au CC du Parti communiste
et au gouvernement chinois

Note du ministère chinois
des Affaires étrangères

Supplément à UNITE PROLETARIENNE

LETTRE DU CC DU PARTI DU TRAVAIL D'ALBANIE ET DU GOUVERNEMENT ALBANAIS AU CC DU PARTI COMMUNISTE ET AU GOUVERNEMENT CHINOIS

Le 7 juillet dernier, la Chine informait l'Albanie socialiste de sa décision de mettre un terme à toutes les formes d'aide économique et militaire qu'elle lui avait apportées antérieurement et de rappeler tous ses experts et techniciens. Cette décision unilatérale mettait fin à près de 25 années de collaboration étroite pendant lesquelles les deux peuples et leurs partis s'étaient assistés mutuellement dans leur lutte commune pour le socialisme et contre tous les ennemis de la révolution.

Mais, comme il apparaît clairement à la lecture de sa lettre, le PTA n'a pas cédé à cet odieux chantage, car le peuple albanais a depuis longtemps prouvé son attachement à son indépendance, une indépendance qui repose sur ses propres efforts et non pas une "indépendance" achetée au prix des plus basses compromissions avec les forces de l'impérialisme, montant ou descendant.

La revue UNITÉ PROLÉTARIENNE a reproduit, en supplément à son No 12 (Vol.2, no 6), août-septembre 1978, la lettre du PTA ainsi que la "Note du ministère chinois des Affaires étrangères". Que chacun se fasse un point de vue à la lumière de ces faits et documents. Il ne s'agit pas de protéger des réputations, il s'agit d'assurer le triomphe du marxisme-léninisme sur le révisionnisme.

De la nécessité
de la critique et
de l'autocritique



Réédition
EN LUTTE!

DE LA NÉCESSITÉ DE LA CRITIQUE ET DE L'AUTOCRITIQUE (texte de G. Monmousseau suivi d'un recueil de citations de Mao Tsé-toung)

De la nécessité de la critique et de l'autocritique fut à l'origine une arme idéologique dirigée contre des groupes qui, dès les premières années du mouvement marxiste-léniniste au Québec, manifestèrent les signes politiques, idéologiques et organisationnels de l'opportunisme et de la dégénérescence révisionniste.

L'édition actuelle se situe dans un contexte où le "jeune mouvement" dont il est question dans l'introduction à la première édition (mai 1974), s'est développé. Mais ce contexte est aussi celui de l'apparition d'un nouveau courant révisionniste: la "théorie des trois mondes". Notre tâche est donc sensiblement la même qu'il y a cinq ans. Seulement, aujourd'hui les enjeux sont plus clairs, les ennemis sont mieux connus et nous avons vérifié par l'expérience, si modeste soit-elle, la justesse et la valeur de l'arme idéologique contenue dans cette brochure.

LE PCC(m.-l.).
UNE ORGANISATION
RÉVISIONNISTE
D'AGENTS PROVOCATEURS

Publié par EN LUTTE!

LE PCC(m.-l.): UNE ORGANISATION RÉVISIONNISTE D'AGENTS PROVOCATEURS

Le prétendu Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fait aujourd'hui beaucoup parler de lui. Après près de 10 ans de sabotage systématique des luttes de la classe ouvrière canadienne, cette organisation se présente aujourd'hui sous un nouveau visage, celui de la lutte contre le révisionnisme et contre la "théorie des trois mondes". Mais l'analyse rigoureuse de la ligne politique du PCC(m.-l.) nous démontre que derrière ce nouveau maquillage, le programme du PCC(m.-l.) n'a guère changé depuis sa création. Ce programme en est un qui révise tous les principes fondamentaux du marxisme-léninisme, un programme qui ne s'est jamais démarqué du révisionnisme, un programme profondément nationaliste qui ne peut mener qu'au renforcement de la bourgeoisie impérialiste canadienne et à la défaite du prolétariat.

Non seulement le PCC(m.-l.) s'est-il autoproclamé le parti d'avant-garde de la classe ouvrière canadienne en 1970, non seulement a-t-il mis, depuis ce temps, toute son énergie à saboter la lutte pour l'unité des véritables marxistes-léninistes au Canada et même dans le monde, mais nous sommes en mesure d'affirmer que cette organisation n'est rien d'autre qu'une organisation de contre-révolutionnaires et d'agents provocateurs professionnels.

C'est par l'étude rigoureuse de la ligne politique et des pratiques du PCC(m.-l.), ainsi que de son histoire, que nous invitons nos lecteurs à approfondir la critique de cette organisation qui a beaucoup plus à voir avec le fascisme qu'avec le marxisme-léninisme.

DISPONIBLES A NOS LIBRAIRIES

V. LENINE

L'ECONOMIE ET LA POLITIQUE A L'EPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE À L'ÉPOQUE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Depuis le triomphe de la révolution socialiste dans un certain nombre de pays, en fait depuis le triomphe de la révolution en Russie, en 1917, se pose le problème de la définition de cette *période de transition* qu'est le socialisme. Le socialisme possède-t-il ses propres caractéristiques comme "mode de production", comparable en cela au capitalisme et au communisme? Peut-il exister un "socialisme intégral" qui soit aussi différent du capitalisme qu'il le serait du communisme?

Ces questions se posent encore de nos jours avec acuité. L'évolution récente de la situation en Chine, la tendance marquée des dirigeants actuels à tabler sur une "stabilisation" du socialisme, sur son développement "intégral", etc., nous obligent à retourner aux principes fondamentaux du marxisme-léninisme pour y trouver la conception juste de ce qu'est le socialisme et de son rôle dans l'histoire.

La petite brochure (elle n'a que 14 pages) que nous proposons à nos lecteurs est pour cela un document très précieux. Lénine y expose clairement et simplement comment il voit le socialisme. Il écrit: "En théorie, il est hors de doute qu'une certaine période de transition s'étend entre capitalisme et communisme. Elle doit forcément associer les caractéristiques et les particularités propres à ces deux structures économiques de la société. Cette période transitoire ne peut manquer d'être *une phase de lutte entre l'agonie du capitalisme et la naissance du communisme* ou, en d'autres termes, entre le capitalisme vaincu, mais non anéanti, et le communisme déjà né, mais encore très faible." (souligné par nous) (pp. 1-2)



LES COMMUNISTES ALBANAIS CONTRE LE RÉVISIONNISME
De Tito à Khrouchtchev, 1942-1961, Textes et documents choisis et présentés par Patrick Kessel, Union générale d'éditions, Paris, 1974, 426 p. (Collection 10/18, No 822).

A une époque où l'opportunisme et le révisionnisme passent de nouveau à l'offensive dans le mouvement marxiste-léniniste international, il est important d'étudier et de tirer les leçons qui s'imposent de la lutte menée contre le révisionnisme moderne dans le passé. Le Parti du travail d'Albanie fut un de ceux qui menèrent fermement la lutte contre le révisionnisme khrouchtchévien qui gangrena la grande majorité des partis communistes du monde dans les années 50 et 60. Le recueil de documents présenté ici par Patrick Kessel jette une lumière salutaire sur les événements et les positions qui marquèrent le développement du révisionnisme et de la lutte des authentiques marxistes-léninistes pour le démasquer aux yeux du monde. Autant par le choix des textes que par la riche chronologie qu'on y trouve, ce livre est une contribution importante à la lutte contre ces nouveaux révisionnistes de la "théorie des trois mondes". En effet, en fournissant une documentation abondante sur les gestes et les déclarations politiques des révisionnistes d'hier, ce livre nous ouvre les yeux sur ceux d'aujourd'hui. (Disponible en français seulement)



LISONS LA REVUE MARXISTE-LÉNINISTE ALBANIE AUJOURD'HUI

Dans le numéro 3 (40), on peut lire notamment:

- ***La lutte sur le front idéologique, front vaste et complexe de la lutte de classes dans la société socialiste*, abordant la question de la poursuite de la lutte contre l'idéologie bourgeoise dans les conditions du socialisme.**
- ***La révolution technique et scientifique et ses particularités en Albanie.* Les camarades albanais expliquent ici leur thèse sur la révolution technique et scientifique, montrant le rôle déterminant qu'y jouent les masses travailleuses et examinant ses conséquences sur les rapports de production socialistes.**
- ***"Théories" révisionnistes du capitalisme restauré.* Cet article critique les théories révisionnistes sur la conception marxiste-léniniste du socialisme et la transition du capitalisme au communisme.**

Publications du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!

Brochures disponibles

- *Pour le parti prolétarien*, octobre 1972 ($0.75)
- *Contre l'économisme*, à propos du Comité de solidarité avec les luttes ouvrières (CSLO), septembre 1975 ($0.65)
- *Pour l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, Contre le sectarisme de la LC (m.-l.)C, juillet 1976 ($1.00)
- *Documents de la Conférence nationale sur l'unité des marxistes-léninistes canadiens*, janvier 1977 ($1.50)
- *Manifeste contre la loi C-73 et le contrôle des salaires*, mars 1977 ($0.25)
- *Les tâches des marxistes-léninistes canadiens à l'étape actuelle*, (réédition du discours du Deuxième anniversaire d'EN LUTTE!, mai 1975), mars 1977 ($0.25)
- *Statuts du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, avril 1977 ($0.30)
- *L'unité du mouvement marxiste-léniniste passe par l'intensification de la lutte contre l'opportunisme*, communiqué du Comité central d'EN LUTTE!, avril 1977 ($0.15)
- *Pour l'unité du prolétariat canadien*, notes sommaires sur la conjoncture actuelle, avril 1977 ($0.75)
- *Documents de la IIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens sur la voie de la révolution au Canada*, mai 1977 ($0.75)
- *Le Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE!*, brève présentation de son histoire et de sa ligne politique, août 1977 ($0.40)
- *Contre l'opportunisme de droite dans les questions internationales*, déclaration du Groupe marxiste-léniniste EN LUTTE! à l'occasion de la IIIe Conférence nationale des marxistes-léninistes canadiens tenue à Montréal les 9, 10 et 11 septembre 1977, septembre 1977 ($0.25)
- *Documents de la IIIe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur la situation internationale*, novembre 1977 ($1.50)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 11 à 15, octobre 1977 ($0.75)
- *Les cahiers d'EN LUTTE!*, no. 16, 17, 19, 20, décembre 1977 ($0.75)
- *Projet de programme pour le Parti prolétarien canadien*, présenté par le Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE!, novembre 1977 (le Projet de programme seulement: $0.50, le Projet avec les commentaires: $1.50)
- *Pas de parti révolutionnaire sans programme révolutionnaire*, sur les tâches des communistes canadiens dans la situation actuelle, janvier 1978 ($0.75)
- *Hommes et femmes du prolétariat: un seul ennemi, un seul combat!*, février 1978 ($0.75)
- *Contre l'oppression nationale: Pour l'unité révolutionnaire des ouvriers de toutes les nations et minorités nationales*, mars 1978 ($0.50)
- *Le PCC(m.-l.), une organisation révisionniste d'agents provocateurs*, juin 1978 ($3.00)
- *Documents de la IVe Conférence des marxistes-léninistes canadiens sur les tâches de la reconstruction du Parti prolétarien canadien*, août 1978 ($0.90)

Rééditions EN LUTTE!

- *La libération des femmes en Chine*, recueil de textes (en français seulement) ($1.00)
- *Notes critiques sur la question nationale et faut-il une langue officielle obligatoire?*, Lénine, juin 1977 ($0.75)
- *Communism versus opportunism*, Fergus McKean, juillet 1977 (disponible en anglais seulement) ($4.00)
- *Lénine: Sur la situation internationale*, juin 1978, ($1.25)
- *La lutte contre les agents provocateurs*, l'Organisation des marxistes-léninistes grecs, juin 1978 ($1.25)
- *De la nécessité de la critique et de l'autocritique*, Article écrit par Gaston Monmousseau en 1949 et extraits de Mao Tsé-toung, août 1978 ($1.00)

Tous ces documents sont disponibles en anglais et en français, sauf indication contraire.

Abonnez-vous aujourd'hui à EN LUTTE!

EN LUTTE! est le journal du Groupe marxiste-léniniste canadien En LUTTE!/IN STRUGGLE! Il paraît à chaque semaine, en anglais et en français et est diffusé à travers tout le pays, de Halifax à Vancouver. Pour réaliser un journal hebdomadaire, nous avons grandement besoin du soutien de tous les ouvriers et progressistes canadiens.

Une des formes privilégiées de soutien consiste à s'abonner et à souscrire au journal car cela constitue un revenu stable sur lequel nous pouvons compter pour aller de l'avant.

Le développement d'une presse communiste est partie prenante de la construction du Parti prolétarien marxiste-léniniste; et par les faits mêmes, cela constitue un autre clou dans le cercueil de la bourgeoisie impérialiste canadienne.

TARIFS: (abonnements envoyés sous pli)

- **ABONNEMENT RÉGULIER (Canada): ☐ $10.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT DE 1ère CLASSE: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT À L'ÉTRANGER: ☐ $15.00 pour 1 an**
- **ABONNEMENT D'ESSAI: ☐ $2.00 pour 8 numéros**
- **ABONNEMENT DE SOUTIEN: ☐ $10.00 plus n'importe quel montant pour 1 an**
- **ABONNEMENT AUX PUBLICATIONS D'EN LUTTE!: ☐ $75.00 pour 1 an**

Ci-inclus $ .... pour un abonnement commençant au numéro .... et $ .... à titre de soutien financier au journal.

Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:
EN LUTTE!.
4933 rue de Grand Pré, Montréal, P.Q., CANADA ou à l'une des librairies d'EN LUTTE! ou encore contactez un diffuseur.

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE ....
PROV/ÉTAT/COMTÉ ....
PAYS ....
OCCUPATION ....
LIEU DE TRAVAIL ....

Abonnez-vous à UNITÉ PROLÉTARIENNE

UNITÉ PROLÉTARIENNE est la revue théorique du Groupe marxiste-léniniste canadien EN LUTTE! paraissant à tous les deux mois. Elle publie des articles théoriques et d'analyse sur toutes les questions du programme communiste et de la révolution prolétarienne.

- **Abonnement régulier: ☐ $8.00 pour un an (6 numéros)**
- **Abonnement 1ère classe et étranger: ☐ $9.00 pour un an (6 numéros)**
- **Abonnement de soutien: ☐ $8.00 plus n'importe quel montant pour un an (6 numéros)**

Ci-inclus $.......... pour un abonnement commençant au numéro .... et $ .... à titre de soutien financier à la revue.

NOM ....
ADRESSE ....
VILLE ....
PROV/ÉTAT/COMTÉ ....
PAYS ....
OCCUPATION ....
LIEU DE TRAVAIL ....
Envoyez de préférence des mandats à l'adresse suivante:
EN LUTTE!, 4933 de Grand Pré, Montréal, P.Q., Canada, ou à une des librairies d'EN LUTTE! ou encore contactez un diffuseur.

LIBRAIRIE L'ÉTINCELLE

4933, de Grand Pré,
Montréal, tél.: (514) 844-0756
(une rue à l'ouest de St-Denis, au coin de St-Joseph)
métro Laurier, sortie St-Joseph)

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 10h à 18h
Jeudi, Vendredi de 10 h à 21h
Samedi de 10h à 17h

LIBRAIRIE SPARK

2749 Rue Dundas Ouest, Toronto
Tél.: (416) 763-4413
(½ mille au nord de Bloor)

Heures d'ouverture

Lundi-Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

LIBRAIRIE POPULAIRE DE QUÉBEC

290, de la Couronne, Québec
C.P. 3308, St-Roch, tél.: (418) 522-2186

Heures d'ouverture

Lundi, Mardi, Mercredi de 12h à 17h
Jeudi, Vendredi de 12h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

LIBRAIRIE SPARK

2542, rue Kingsway Est, Vancouver
tél.: (604) 438-3121

Heures d'ouverture

Lundi-Vendredi: de 19h à 21h
Samedi: de 10h à 17h

PROJET DE PROGRAMME POUR LE PARTI PROLÉTARIEN ET COMMENTAIRES AU PROJET DE PROGRAMME

PROJET
DE
PROGRAMME
pour
le Parti prolétarien
canadien

présenté par
le groupe
marxiste-léniniste canadien
EN LUTTE!



EN LUTTE! publiait en décembre 77 son Projet de programme pour le Parti prolétarien **ainsi que les** commentaires au Projet de programme, **tous deux réunis dans une même brochure.**

Ces deux documents ont une importance fondamentale pour le prolétariat canadien et pour tous les marxistes-léninistes de Halifax à Vancouver. Le Projet de programme **que nous présentons aujourd'hui est le fruit d'une lutte amorcée depuis plus d'un an au sein de notre groupe et du mouvement marxiste-léniniste canadien. Cette lutte, jalonnée par la tenue des cinq conférences nationales des marxistes-léninistes canadiens, vise à redonner à la classe ouvrière canadienne son étendard, le programme marxiste-léniniste, un programme qu'il sera dorénavant en mesure d'opposer à tous les programmes de la bourgeoisie et de ses partis libéraux, conservateurs, sociaux-démocrates ou révisionnistes.**

Le Projet de programme **que nous soumettons aujourd'hui à la critique du mouvement marxiste-léniniste et des ouvriers canadiens représente un bref exposé des thèses essentielles du parti; il définit les buts et les tâches générales du prolétariat pour toute la période qui doit nous mener à la révolution socialiste. Les commentaires, quant à eux, fournissent les explications complémentaires nécessaires à la compréhension du programme; ils développent chacune des thèses et chacun des articles du programme. Ils constituent en ce sens une arme essentielle à la juste compréhension du programme lui-même.**

Tous les marxistes-léninistes, toutes les ouvrières,tous les ouvriers conscients de la nécessité de renverser le capitalisme et de redonner à la classe ouvrière son parti d'avant-garde, le Parti prolétarien, doivent se faire un devoir d'étudier le programme et ses commentaires. Ce Projet de programme **doit être débattu largement au cours des prochains mois; il doit être critiqué en partant du point de vue du prolétariat; finalement, il doit être soumis à l'épreuve de la pratique dans le feu de la lutte de classes. C'est à ce prix que nous pourrons unir la classe ouvrière derrière son programme révolutionnaire et derrière son parti marxiste-léniniste. Le** Projet de programme **est aussi disponible dans une édition réduite, sans les commentaires, ainsi qu'en espagnol, portugais, italien et grec.**

**REDONNONS AU PROLÉTARIAT CANADIEN SON ÉTENDARD:
LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE!
DISCUTONS DU PROJET DE PROGRAMME D'EN LUTTE!
DIFFUSONS-LE À NOS CAMARADES DE TRAVAIL,
VÉRIFIONS SA JUSTESSE DANS NOS LUTTES!**

201-13 Prix: $1.50